

Rêve debout

## Un patrimoine vert

APRÈS Diderot (1778) et Adam Smith (1790), c'est Paris qui accueille le dixième congrès forestier mondial, du 17 au 26 septembre. Quelque trois mille administrateurs, chercheurs et exploitants forestiers venus de toute la planète vont se pencher sur « la forêt, patrimoine de l'avenir ».

Ces deux derniers termes n'ont pas été choisis au hasard. Que la forêt soit un patrimoine, nul n'en doute plus aujourd'hui. Des pays comme la Côte d'Ivoire ou la Thaïlande, qui ont pulvérisés dans ce trésor plus que de raison, reconnaissent aujourd'hui leur erreur. La forêt n'est une ressource renouvelable que lorsqu'elle est gérée en bon père de famille, et non comme un filon à exploiter au plus vite pour faire des devises.

Mais la valeur de ce patrimoine n'est pas appréciée partout de la même façon. Au Brésil, par exemple, où l'on recherche constamment de nouvelles terres pour installer des colons, la forêt amazonienne apparaît comme une réserve foncière, et non comme un stock de bois sur pied. Le gouvernement brésilien préfère nourrir sa population et se lancer dans une agriculture exportatrice plutôt que de conserver un massif de forêt vierge pour l'humanité. Même si les défrichements et les cultures sur brûlis ne provoquent, à terme, que conduisent à une véritable désertification.

L'AVENIR des forêts du monde dépend, certes, des politiques nationales menées dans chaque pays, mais il dépend aussi, sinon plus, du marché international du bois. Si un pays comme le Japon réussit à conserver 70 % de son territoire boisé, c'est parce qu'il préfère acheter le bois chez d'autres, comme les États-Unis, le Canada et surtout l'Indonésie, la Malaisie et les Philippines.

La Grande-Bretagne, qui a épuisé sa forêt nationale, vit au rythme de ses importations de bois du Nord (Russie et Scandinavie) et des tropiques. Même la France, qui exporte ses grumes de chêne et ses sapins des Vosges, importe des bois tropicaux pour son contre-plaqué et sa menuiserie industrielle. Comment, dans ces conditions, empêcher des pays affaiblis de dévaler de vendre un patrimoine qui, bien géré dans les pays tempérés, apparaît renouvelable ?

La difficulté, en la matière, c'est que la gestion d'une forêt boréale ou tempérée n'a rien à voir avec celle d'une forêt tropicale. Les forêts du Nord, riches en matières cubées de bois à l'hectare, se régénèrent naturellement. Les forêts du Sud, pauvres en bois « utiles » et encore plus pauvres en sol, sont peu productives et ne supportent pas le défrichement.

Aux pays du Nord qui s'inquiètent de voir disparaître le patrimoine vert des zones équatoriales, les pays du Sud répondent qu'ils ne font que marcher sur les traces des pays industrialisés : on défriche au bénéfice de l'agriculture, des mines et de l'industrie. Comme les paysans français qui répugnent à abandonner la production pour devenir « gardiens de la nature », les pays du Sud ne veulent pas jouer le rôle de conservateurs d'espaces verts. Et pourtant, il faudra en conserver si l'on veut que la planète reste vivable.

M 0147-09180-6.00 F



## Après la proposition néerlandaise d'envoi d'une force commune Les Européens divisés face à l'aggravation de la guerre civile en Yougoslavie

La marina yougoslave a annoncé, mardi matin 17 septembre, le blocus de plusieurs ports croates de l'Adriatique. Selon Radio-Belgrade, il s'agit de Split, Rijeka, Pula, Zadar, Šibenik, Ploče et Dubrovnik. Les forces armées auraient pris cette décision en représailles contre

les opérations d'encerclement de nombreuses casernes fédérales de Croatie par des unités de la Garde nationale croate. La crise yougoslave devait être de nouveau examinée par les ministres des affaires étrangères des Douze, jeudi 19 septembre, à La Haye. Cette rencon-

tre sera suivie d'une réunion de l'Union de l'Europe occidentale. Le chef de la diplomatie néerlandaise, M. Hans Van den Broek, a proposé que l'UEO déploie en Croatie une force de maintien de la paix. Moscou, pour sa part, a lancé lundi un appel à la modération.

### Péril pour la Communauté

par Claire Tréan

Si l'Europe multiplie avec tant d'opiniâtreté les initiatives, jusqu'ici infructueuses, pour tenter de sortir du bourbier yougoslave, c'est en partie parce que cette crise la menace elle-même beaucoup plus gravement qu'il y a un an celle du Golfe. La Communauté traverse sans doute l'un des épisodes les plus périlleux de son histoire.

La proposition faite, lundi 16 septembre, par le ministre néerlandais des affaires étrangères de déployer en Yougoslavie une force européenne d'interposition participe de ces efforts,

parfois gesticulatoires, pour conjurer le sort. La recrudescence des violences en Croatie peut en effet faire apparaître à son tour le processus de paix lancé la semaine dernière à La Haye comme une dérisoire illusion, incapable d'enrayer la marche inéluctable vers un embrasement généralisé en Yougoslavie. Elle fait monter d'un cran, comme chaque étape de l'escalade sur le terrain, les tensions entre les Douze eux-mêmes, que la proposition néerlandaise a sans doute pour but de calmer.

Lire la suite page 4 et les reportages de FLORENCE HARTMANN et de YVES HELLER, page 3



PLANTE

## Inquiétudes en Ossétie du Sud

Pour la minorité ossète de Géorgie, qui a perdu son autonomie en décembre 1991 l'indépendance proclamée à Tbilissi n'a rien apporté de bon

TSKHINVALI

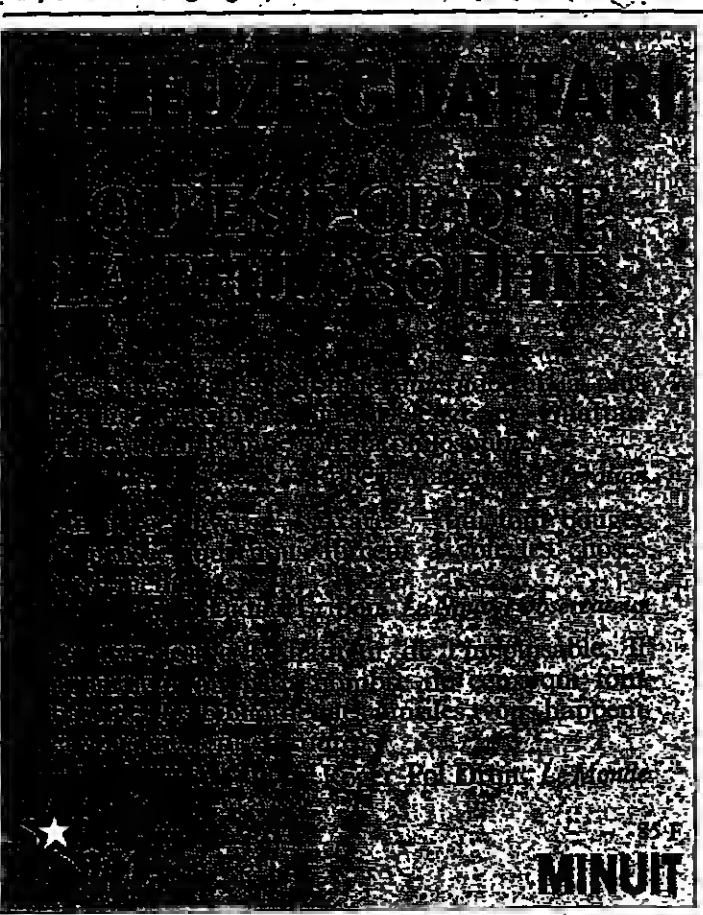
de notre envoyée spéciale

« Que Gamsakhouria reste au pouvoir ou que l'opposition le renverse, pour nous rien ne changera. » Voilà une conviction amère souvent exprimée à Tskhinvali dans la minorité ossète. La révolte actuelle des intellectuels géorgiens contre leur président Zviad Gamsakhouria ne rapprocherait pas pour autant l'heure de la « liberté » pour les minorités nationales en Géorgie. A Tskhinvali, l'ennemi est géorgien, et on

n'aime pas entendre parler de « bons » ennemis. Sont-ils encore, comme on le dit, cinquante mille à vivre dans cette ville ? Tskhinvali était le chef-lieu de la région autonome géorgienne d'Ossétie du Sud, dont l'autonomie a été suspendue par un vote unanime du nouveau Parlement indépendantiste de Géorgie, en décembre. Elle a connu les mois suivants des combats inter-ethniques et un blocus féroce, sans électricité et par des températures de moins 20 degrés. Ses rues périphériques aux mai-

sous vides et trouées d'obus, ses rues du quartier ouest aux demeures parfois brûlées - après le départ des Géorgiens, pour qu'ils ne reviennent plus - ont maintenant un aspect bien vide. A la maternité, il ne naît plus qu'un enfant par jour, contre cinq à six avant la guerre. Et pourtant, cette guerre continue sporadiquement et on se prépare aux combats de l'hiver, quand il y aura plus de travail aux champs.

SOPHIE SHIHAB  
Lire la suite page 5



MINUIT

## Nice sauve son Opéra

Pierre Médéric assure la direction artistique de l'Opéra et de l'Orchestre de Nice. Après la dissolution de l'Association Nice-Opéra dirigée par Lucien Sella, mise en cause par son implication dans les actions frauduleuses de l'ancien maire, Jacques Médéric, l'Opéra bénéficie désormais d'une autonomie qui lui permet les plus hautes ambitions artistiques. Pierre Médéric a les coudées franches pour terminer une saison Mozart particulièrement brillante et pour donner à l'Orchestre l'occasion d'acquiescer une notoriété internationale.

Lire page 16 l'article d'ALAIN LOMPECH

## Le train du jazz

Une exposition itinérante en train - du 18 septembre au 12 octobre - a l'ambition de retracer l'histoire du jazz. Le convoi doit se former à Paris-Montparnasse avant de faire halte dans vingt-deux gares de l'Hexagone. A chaque étape, animations et concerts. Analyse d'un projet soutenu par le ministère de la culture, parrainé - entre autres - par la SNCF et Olivier. Comment une idée probablement sympathique risque de tourner à la catastrophe.

Lire page 16 l'article de FRANCIS MARMANDE

## Aux frontières de la vie

Un entretien avec M. Lehn, prix Nobel de chimie

Le quatrième congrès de la Société française de chimie qui se tient du 17 au 20 septembre à Strasbourg a pour thème : « La chimie au carrefour des sciences de la vie et de la matière ». A cette occasion, Jean-Marie Lehn, prix Nobel 1987, nous a accordé un entretien.

« Que représente la biologie pour la chimie ? Un nouveau champ à défricher ?  
- Les systèmes biologiques montrent quelle fantastique variété de réactions, quelle puissance, quelle complexité un système moléculaire peut atteindre. Je crois que c'est vraiment l'enseignement fondamental que la biologie peut donner au chimiste. Les molécules que les organismes vivants ont réussi à développer au cours de l'évolution ont pu résoudre des problèmes de réactivité, de fonction, que, dans nos laboratoires, on ne sait pas encore reproduire, ni même, souvent, comprendre. Il ne s'agit pas moins de chimie.

synthèse des plantes, une des fonctions est la production d'oxygène à partir de l'eau. Pour ce faire, il faut un catalyseur capable de réaliser cette réaction, purement chimique, à température et à pression ambiantes. Ce rôle est assuré par des protéines dotées de centres métalliques au manganèse. Mais on ne sait pas très bien comment ces sites manganésés s'y sont construits, et comment les reproduire. Voilà un cas typique, où l'on voit que la biologie montre aux chimistes qu'une telle réaction est possible, et leur indique ce qu'il y a à comprendre et à réaliser.

- Cela a donc changé votre manière de travailler...  
- Le chimiste a généralement deux objectifs importants : la structure de l'objet qu'il fabrique d'une part, mais aussi, et surtout, atteindre grâce à cette structure une certaine propriété, une fonction donnée.

Propos recueillis par JEAN-PAUL DUFOUR  
Lire la suite dans le supplément « Sciences Médecine », page 15



## DÉBATS

TRAIT LIBRE



## Les raisons du Front

par Jean-Marie Le Pen

TROIS intellectuels ont signé dans le Monde du 11 septembre un article intitulé «Contre Le Pen». Audace stupéfiante.

Les poncifs habituels de la gauche y sont repris sans l'ombre d'une preuve articulée, mais avec beaucoup de contradictions. Le thème dominant n'est pas très original : la dénonciation du «national-populisme», du «populisme d'extrême droite», etc.

Ces frémissements de narines dégoûtées traduisent en réalité le désarroi d'une gauche qui voit s'effriter, en même temps que ses modèles économiques, la maîtrise morale abusive dont elle a usé depuis des années pour disqualifier ceux (fort rares) qui osaient réviser ses doctrines. Il y a trente ans, quand le peuple votait à gauche, il était porteur de toutes les valeurs d'espoir, d'avenir, de justice, de progrès. Mais voici qu'il vote à droite. La démocratie est en danger : la République chancelle sur ses bases ; ses valeurs sont menacées (lesquelles ? comment ?). Hier on exaltait les valeurs massives populaires, aujourd'hui on parle avec mépris des «beaufs», des «laissés-pour-compte de la croissance», des «petits Blancs», etc.

Je refuse ce discours. Je suis fier de défendre mes compatriotes, parmi lesquels je ne considère pas qu'il puisse y avoir ni Unemenschchen ni lumpenproletariat.

L'audience populaire du Front national s'explique pourtant aisément : de nombreux Français, même très modestes, ont progressivement compris la perversité économique du socialisme et de l'«Etat-providence». Ils sont lassés des hypocrisies d'un discours de justice sociale qui a surtout enrichi ses auteurs. Ils sont inquiets des conséquences d'une immigration sur le bien-fondé de laquelle — dans ce qui se veut une grande démocratie — ils n'ont jamais été appelés à se prononcer, et qui les transforme peu à peu en étrangers dans leur propre pays. Ils sont scandalisés par la multiplication sans précédent des scandales financiers, et par l'impunité totale des coupables.

Le Front national ne s'est pas contenté, avec beaucoup de courage et de lucidité, d'annoncer l'émérgence de ces problèmes des années avant les autres. Il entend aussi y apporter des réponses ; à l'opposé de la caricature que nos intellectuels en ont faite.

«Racisme», «xénophobie», «nationalisme subversif» ? Non.

Défense d'une identité nationale que je laisse M. Emmanuel qualifier de «mythique».

«Anti-parlementarisme» ? Non. Restauration des droits, et aussi des devoirs, des élus de la Nation. Lutte contre l'absentéisme et la concussion. Instauration du contrôle parlementaire sur les finances et l'administration.

«Rejet du politique» ? Au contraire. Affirmation de la primauté sur les puissances technocratiques, bureaucratiques, financières ou médiatiques.

«Corporatisme d'Etat», ultra-libéralisme économique façon Pinochet ? (sic). Ni l'un ni l'autre : restauration des libertés économiques contre les excès de la bureaucratie étouffante et du fiscalisme spoliateur.

«Intégrisme doctrinaire» ? Non : reconnaissance évidente que notre civilisation, dans ses aspects bénéfiques, a plus été façonnée par le christianisme que par le bouddhisme ou l'islam. Sans aucun refus d'apprécier les valeurs de telle ou telle autre culture.

«Militarisme», «césarisme» ? Non. Restitution aux citoyens de leurs droits politiques par toute une série de mécanismes qui, comme le référendum d'initiative populaire, s'inspirent bien plus de la démocratie suisse ou californienne que de Peron ou Mussolini.

En résumé : une politique articulée sur le respect des personnes mais aussi des groupes naturels garantissant leur liberté et leur prospérité : familles, terroirs, entreprises, patries. Des groupes menacés de diverses façons, et dont la disparition laisserait l'individu face à l'Etat-Léviathan, qu'il soit libéral, socialiste, technocratique ou mondialiste (ces termes pouvant au besoin se cumuler).

Le Front national est donc aujourd'hui la force de proposition politique la plus imaginative et la plus cohérente.

Que notre audience croissante inquiète beaucoup les tenants des idéologies vieillissantes du dix-neuvième siècle, cela est bien naturel : leurs situations indument exquises, intellectuelles, morales et matérielles s'en trouvent menacées. Mais des phantasmes cataclysmiques ne pallieront pas l'indigence de certaines attaques contre le Front national. Les Français y sont, d'ailleurs de moins en moins sensibles. Et tout ceci alimente, par réaction, heureusement notre progression.

► Jean-Marie Le Pen est président du Front national.

Politique

## L'adieu au socialisme

par André Senik, Michel-Antoine Burnier, Guy Tissier, Henri Vacquin

CERTES, les socialistes sont innocents des crimes commis par les partis et par les Etats communistes. Il n'est pas question de faire porter le chapeau du stalinisme à des vrais démocrates qui n'en ont partagé ni le discours ni la pratique. Pour ce qui est du discours, il est en effet très distingué, le credo social-démocrate de la vulgate marxiste-léniniste. Pour ce qui est de leur pratique, les sociaux-démocrates, même au pouvoir, n'ont jamais porté atteinte ni à la démocratie ni à sa base sociale, pour la bonne raison qu'ils n'ont jamais réalisé le socialisme.

Est-ce suffisant pour que l'idéal socialiste, sous sa forme non communiste, sorte indemne de la ruée du socialisme réel ? Sur le thème du «deuil du communisme», nous nous sommes réunis à quelques-uns (souvent issus de l'Union des étudiants communistes des années 60) au sein d'un groupe de réflexion, dans le cadre de Société civile, le mouvement que Bernard Kouchner met en place depuis près d'un an.

Libres de toute prudence d'appareil et d'image, il nous est apparu que la crise d'idéal que nous laissons en héritage à l'effondrement du monde communiste ne concernait pas seulement le marxisme-léninisme, notre amour de jeunesse, mais obligeait à se demander si l'idée même de socialisme était encore tenable, si elle était compatible avec l'économie de marché et la démocratie auxquelles on prétend aujourd'hui la marier. Cet examen suppose qu'on ait d'abord bien distingué l'idéologie communiste et la pensée socialiste.

## Une utopie pernicieuse

On peut énoncer brièvement les postulats marxistes et léninistes sur lesquels le clivage a été le plus net et le plus conséquent entre communistes et socialistes :

«Le cours de l'histoire est un processus nécessaire, dont l'issue est connue avant certitude par la théorie et la science de l'histoire produites par Marx. Nulle trace de ce style de certitude chez les socialistes, pas de dogmes, d'hérésies, d'excommunications, et, partant, pas de crimes infinis justifiés d'avance par les lois de l'histoire».

«Armé de sa théorie, le parti d'avant-garde est habilité à configurer tout le pouvoir. Ni parti clergé chez les socialistes, ni pouvoir absolu de la nouvelle Eglise».

«Le pouvoir doit être sans limite puisque tout est politique, que tout se ramène au conflit entre exploités et exploités. Aucun réductionnisme du social au politique dans la pensée social-démocrate. Les socialistes ne partagent donc finalement en rien la cohérence communiste, cette conception du parti d'avant-garde armé de certitude et incarnant la classe ouvrière, c'est-à-dire le point de vue de toutes choses, conception qui a conduit en bonne logique au totalitarisme selon lequel le parti-Etat a droit de regard sur les âmes et sur le corps, sur tous les aspects de l'existence».

Reste à examiner cet autre mérite, plus embarrassant, d'avoir sauvé la démocratie en ne réalisant jamais le socialisme, dont beaucoup de socialistes avouent qu'il est à leurs yeux une exigence morale plus qu'un modèle de société à mettre

en application. Gênant, non, de se définir par un système dont on ne veut pas en réalité ?

Mais après tout, pourquoi chicaner sur un mot ? Est-il sérieux, urgent, conforme à l'esprit du temps, de demander à des responsables politiques : «que mettez-vous précisément dans le mot «socialisme», un système social, ou un idéal régulateur prié de se reculer toujours aussi loin que l'horizon ?», quand on voit bien dans les faits qu'ils ont accepté les contraintes du marché, qu'ils prônent l'économie mixte, et qu'ils se définissent plutôt comme des défenseurs de la démocratie sociale (des sociaux-démocrates) que comme des partisans d'une révolution du système social tout entier ? Ce discours de rupture, ils le tenaient encore en France il y a quelques années à peine, mais ils l'ont abandonné sans trop de formalités intellectuelles.

Alors, pourquoi chercher querelle sur un mot ? C'est que la crise dans laquelle nous nous trouvons est la conséquence d'un refus de penser, et que le temps de penser a voit haute et revendu. En tout cas, pour nous qui voulons analyser jusqu'aux principes premiers de nos errements, la question du socialisme, même non communiste, s'impose. En politique aussi, le choix du nom qu'on se donne pour identité, du maître mot par lequel on se pense et sous lequel on se présente, est rien moins qu'insignifiant.

Le mot socialisme a, il est vrai, longtemps recouvert les idéaux les plus sympathiques ; la référence suffisait pour se situer moralement et pour symboliser un choix dans les conflits sociaux. Il a donc, comme une illusion et un erreur peuvent le faire, servi l'espérance et les combats des déshérités et des révoltés. Il a, comme on le disait naguère, bien rempli sa fonction idéologique d'idéal et fourni sa norme à la critique sociale. Cela lui est interdit aujourd'hui. Car, désormais, on ne

peut même plus rêver d'un système social sans propriété privée, sans profit, sans inégalités, comme d'un monde de pure justice. Cette utopie ne s'est pas seulement révélée inaccessible, auquel cas elle pourrait du moins servir encore d'idéal critique, elle s'est montrée intrinsèquement pernicieuse.

L'idée de «démocratie sociale» éclaire peut-être le vice initial du socialisme, le plus «démocratique» soit-il. Marx avait bien vu que démocratie et économie de marché obéissent aux mêmes principes. Dès 1844, il dénonçait le lien consubstantiel entre les droits de l'homme, individualistes, et le droit de propriété privée ; entre la démocratie politique et l'économie de marché. Lui préconisait donc de remplacer cette fausse démocratie — politique — par une vraie démocratie sociale — démocratie qui ne serait plus en rien individualiste, puisqu'elle donnerait tout pouvoir en toute matière au producteur collectif.

De cette critique marxiste du lien entre marché et démocratie, les socialistes non communistes ont conclu qu'il fallait plutôt compléter la démocratie politique par une démocratie sociale qui en serait la réalisation vraie. Mais l'erreur fondamentale est de ne pas voir que le corrélat obligé de la vraie démocratie politique n'est pas la démocratie sociale. Car celle-ci suppose qu'on fasse dans le domaine social ce qu'on fait en politique : qu'on partage tout entre égaux. Le socialisme, si le mot a un sens, ne saurait signifier autre chose qu'une association de co-producteurs et de co-propriétaires égaux, comme le sont les citoyens en matière de lois.

Cette socialisation égalitaire de la propriété, qu'elle prenne la forme de l'Etat monopoliste ou celle du kibboutz, comment serait-elle compatible avec le marché, avec la concurrence, le profit, et avec l'inégalité qui leur est structurellement inhérente ?

## Le mur

Le président de la République a annoncé le prochain dépôt, par les aînés du Parti socialiste, d'un projet de loi imposant la publication de la fortune des parlementaires. Un pas, enfin, dans le sens d'une transparence dont personne ne conteste l'urgence nécessaire dans le contexte actuel.

Mais une transparence au niveau des seuls patrimoines, pour quel fêta exactement ? Pour montrer que les parlementaires de droite sont en moyenne beaucoup plus riches que ceux de l'autre bord ? La belle affaire : tout le monde s'en doute suffisamment.

Le vrai problème n'est pas là : la transparence nécessaire, c'est celle qui se rapporte aux gains des parlementaires, gains publics mais surtout gains privés. Qui touche quoi, et de qui ? Tous les citoyens sont en droit de savoir. Tout simplement parce que c'est ça, la démocratie.

Actuellement, verrouillage fébrile. Impossible de savoir, par

exemple, combien de parlementaires — et lesquels — exercent par ailleurs une activité professionnelle, et pour qui ; ou de savoir à quels conseils d'administration ils émergent et à quelle hauteur, etc. Top secret ! Tout est trop secret. Y compris, détail grotesque, le règlement de retraites de nos élus... M. Fabius accepterait-il de le rendre public ?

Ces gens-là ne supportent pas le luminaire. Contre une vraie transparence, c'est l'union sacrée, inébranlable, bien sûr, ceux qui ne cessent de discerner sur les valeurs. En clair, «leleeez-nous magouiller en toute tranquillité».

Retrouvent un peu d'honneur et de panache, le Parti socialiste pourrait briser ce mur qui ne sert qu'à cacher... Il est permis de rêver.

JEAN-JACQUES DUPEYROUX

liée ? Comment le socialisme pourrait-il accepter la propriété privée, en laquelle, depuis Rousseau, il voit la racine absolue du mal ? Si donc nous voulons conserver nos aspirations, jusqu'ici souvent converties par le label socialiste, sans rejeter ni la démocratie ni l'économie de marché, il nous faut tout redéfinir : dire quelles inégalités sont injustes et lesquelles ne le sont pas ; quels moyens de contrecarrer les handicaps et infirmités d'origine sociale sont productifs et lesquels sont démagogiques ; enfin, quelles valeurs et quels objectifs sociaux et culturels ne doivent pas être laissés au jeu du marché, parce qu'ils sont d'une autre nature et relèvent d'autres exigences, sans que pour autant le marché incarne la figure du mal, pas même d'un mal nécessaire.

## Libéraux de caricature

Les défenseurs du mot socialisme aiment à se définir contre des libéraux de caricature, comme si tout ce qui n'est pas socialiste devenait libéral jusqu'au boutiste, livrant sans vergogne à la régulation par le marché tous les problèmes, posés à la société par l'emploi, l'environnement, la justice, les armements, les choix éthiques, sans laisser aucun rôle à d'autres exigences, à d'autres instances, à la collectivité et à l'Etat. Il est vrai que ces caricatures libérales existent. Il est évident que le marché, laissé à lui seul, produit ses effets pervers, comme tout système. On ne peut donc laisser au marché le soin de corriger lui-même les injustices qu'il produit et de promouvoir les valeurs non marchandes.

Mais telle n'est pas la prétention ni la seule logique du libéralisme qui fonde l'économie de marché. Il faut donc renoncer à la fausse opposition entre libéraux et socialistes, qui donne à ces derniers une identité usurpée : la lutte pour la justice, la culture, la beauté ne peut pas, plus que l'argent, l'opposition au libéralisme et aux effets du marché qu'en leur faisant une confiance inconditionnelle. La critique sociale est une exigence constante de nos sociétés inévitablement confrontées aux exclusions, aux injustices, à la bêtise et à la laideur. Mais cette critique — qu'elle soit d'inspiration ouvrière, culturelle, éthique, écologique ou autre — est une dimension interne au système, et doit s'accepter pour telle.

Nous ne retrouvons nos marques et nos idéaux qu'en les repensant à l'intérieur d'une société conflictuelle et que l'on peut corriger. S'il nous faut abandonner, après un si long travail de deuil, l'idée de socialisme, c'est pour situer nos efforts dans la critique interne de nos sociétés, sans plus les référer à un ailleurs illusoire et terrifiant.

Nous ne sommes pas devenus incapables de lutter pour ce que nous aimons, et contre ce que nous haïssons, parce que nous nous retrouvons enfin orphelins de tout messianisme.

► André Senik est agrégé de philosophie ; Michel-Antoine Burnier est journaliste et écrivain ; Guy Tissier est ingénieur ; Henri Vacquin est sociologue d'entreprise.

## Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du Monde » Association Hubert-Beuve-Méry Société anonyme des lecteurs du Monde Le Monde-Entreprises M. Jacques Lesourme, gérant.

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437 ISSN : 0395-2017

PRINTED IN FRANCE Renseignements sur les microfilms et index du Monde au [1] 40-65-23-33

Imprimerie du Monde, 12, r. M.-Gumbourg 94852 IVRY CEDEX

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : 111 40-65-25-99

Tél. : 208.806 F

Le Monde PUBLICITE Jacques Lesourme, président Françoise Huguet, directeur général Philippe Dupuis, directeur commercial

15-17, rue du Colonel-Pierre-Aria 75002 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 46-62-72-72 Tél. : MONOPOL 634 128 F

Tél. : 46-62-96-73 - Société Eclair de la SARL Le Monde et de Régie Presse SA.

Le Monde TÉLÉMATIQUE Composée 38-18 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM

ABONNEMENTS PAR MINTEL 36-15 - Tapez LEMONDE code d'accès ABO

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 49-60-30-10

Tél. : 261.311 F

ABONNEMENTS 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 49-60-32-90

Tarif FRANCE 480 F

SUISSE, BELG. 572 F

AUTRES PAYS 790 F

1 an 1 620 F

2 ans 2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande. Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonné.

## BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐6 mois ☐1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_

Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer sous les enveloppes en expédiant ce bulletin.

111 MON 03 PP Paris, PP

مكتبة من الأصل



سكنا من الاجل

# ÉTRANGER

YOUGOSLAVIE : la poursuite des combats et la recherche d'un règlement

## La présidence néerlandaise de la CEE préconise l'envoi d'une force européenne d'interposition

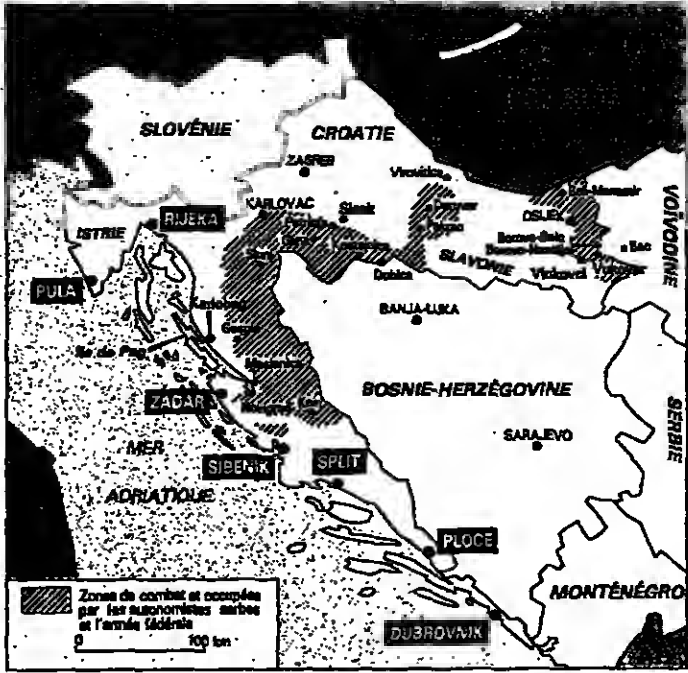
A l'initiative des Pays-Bas, les neuf pays membres de l'Union de l'Europe occidentale (les Douze moins le Danemark, la Grèce et l'Irlande), se réuniront, jeudi 19 septembre, à La Haye pour décider de l'envoi éventuel d'une force de maintien de la paix en Yougoslavie.

### LA HAYE

de notre correspondant  
Assurant la présidence tournante de l'UEO, l'Allemagne a entrepris de convoquer ses huit partenaires, à la demande expresse, lundi 16 septembre, du ministre néerlandais des affaires étrangères, M. Hans Van den Broek, qui est également président en exercice de la CEE. La décision des Neuf sera préparée par les Douze, dont les ministres des affaires étrangères sont convoqués, également jeudi, à La Haye, pour évaluer la situation en Yougoslavie à l'aide notamment du bilan que Lord Carrington dressera de ses entretiens, lundi 16 et mardi 17 sep-

tembre, avec les dirigeants croates et serbes. Les ministres européens feront ensuite le point sur le déroulement de la Conférence de paix, dont la deuxième séance de travail sera alors tout juste achevée, avant de se réunir avec leurs collègues de la défense concernés, dans le cadre de l'UEO.

Cette dernière est la seule institution européenne compétente en matière de défense et de sécurité. Elle a permis aux pays membres de coordonner l'intervention de leurs marines, notamment dans le Golfe persique en 1987, ensuite pendant la crise puis la guerre du Golfe, en 1990 et 1991. L'organisation, sous cette bannière, d'une force de maintien de la paix en Yougoslavie constituerait un triple événement : militairement, ce serait la première opération terrestre de l'UEO ; juridiquement, l'Union se proclamerait comme une véritable organisation régionale de sécurité dotée d'un bras armé ; diplomatiquement, le lien CEE-UEO deviendrait plus évident que jamais, avant même que n'aient commencé à se dérouler les discussions pour la mise en œuvre d'une politique de défense et de sécurité com-



mun et sur le développement, au sein de l'OTAN, d'un « pilier européen » de défense.

Dans l'esprit de M. Van den Broek, la force d'interposition de l'UEO serait calquée sur le modèle des « casques bleus » de l'ONU : « Il ne s'agit pas d'une force d'intervention à des fins offensives mais d'une force de maintien de la paix, composée de militaires légèrement armés et ayant une mission strictement défensive. » Selon le porte-parole du ministre néerlandais, les capitales européennes doivent répondre d'ici à jeudi à deux questions principales : « Est-il possible de constituer une telle force et, si oui, comment faire en pratique ? » Il est attendu à La Haye que le déploiement effectif de soldats de la paix ne pourra pas avoir lieu « sans l'accord de la Yougoslavie ».

Or, M. Van den Broek n'ignore pas que la Serbie refuse toute présence militaire étrangère en Yougoslavie et que la Croatie n'a toujours pas répondu à la proposition de l'envoi de la CEE. M. Henry Wijnaldus, d'instaurer des non-tensions entre les combattants. En l'absence d'informations sur un éventuel revirement de ces deux Républiques, l'initiative du président de la CEE peut s'expliquer par sa volonté de ne pas jeter l'éponge malgré le déclenchement de violence des derniers jours et malgré l'échec du déploiement des observateurs européens en Croatie. « Ce sont des civils, non armés, qui refusent donc de prendre de trop grands risques pour leur sécurité », a expliqué M. Van den Broek, qui estime que l'envoi de militaires pour surveiller le respect du cessez-le-feu aurait « un effet plus décourageant pour les parties en conflit ».

CHRISTIAN CHARTIER

Alors que la situation se dégrade en Bosnie-Herzégovine

## Le premier ministre fédéral lance un appel à l'aide internationale

La situation se dégrade en Bosnie-Herzégovine, République peuplée de Serbes, de Croates et de musulmans. Dans la nuit du dimanche 15 au lundi 16 septembre, la mosquée d'Izid Pacha, située dans un nouveau quartier de Sarajevo, a été endommagée par l'explosion d'une bombe. D'autres attentats ont été signalés dans des villes de Monténégro et de République serbe de Créatoine. Arrivé lundi à Dubrovnik, le représentant européen, Lord Carrington, devait rencontrer, mardi, à Igalo, sur la côte du Monténégro, le président serbe, M. Slobodan Milosevic, son homologue croate, M. Franjo Tudjman, ainsi que le ministre fédéral de la Défense, le général Velko Kadijevic.

### BELGRADE

de notre correspondant  
« Tous les conflits doivent cesser d'urgence (...). Personne n'a le droit de tuer et de détruire les villes (...). Je condamne toute escalade de la violence. Rien ne peut justifier le bombardement des villes et l'assaut de l'aviation de guerre », a déclaré le premier ministre yougoslave, M. Ante Markovic, lundi 16 septembre, à Belgrade.

Constatant que seize jours après la signature du cessez-le-feu en Croatie, la guerre s'est intensifiée, M. Ante Markovic estime que la présidence collective yougoslave, en tant que commandant suprême de l'armée fédérale, a une grande part de responsabilité dans cette escalade de la crise puisqu'elle vient à nouveau de refuser de se réunir et de convoquer, comme l'avait demandé le gouvernement, les signataires de l'accord du 1er septembre sur l'arrêt des hostilités en Croatie.

D'autre part, le premier ministre yougoslave s'est félicité d'avoir joué un rôle de médiateur dans la rencontre, dimanche 15 septembre, entre le chef du gouvernement croate, M. Gligoric, et les dirigeants de l'armée fédérale, les amiraux Brovet et Popovic. Selon M. Markovic, les deux parties se sont engagées à « libérer » les casernes fédérales (encerclées par les forces croates) dans un délai de vingt-quatre heures, à cesser les combats et l'utilisation de la force militaire (dans un délai qui reste à fixer), à échanger les prisonniers et à assurer le fonctionnement normal des liaisons ferroviaires, routières et aériennes, et le transit des trains évacués l'armée fédérale de Slovénie.

Afin d'établir une paix durable, il envisage ensuite le retour de l'armée fédérale dans ses casernes, la démobilitation de tous les groupes armés et formations paramilitaires, et l'application du memorandum de La Haye, prévoyant notamment d'étendre le mandat des observateurs européens à la Croatie. M. Markovic a souligné que certains points restent flous et que les ententes s'établissent progressivement dans la journée de lundi.

Réitérant que sans l'aide de l'étranger, la Yougoslavie n'est pas en mesure d'arrêter la guerre,

M. Markovic invite la CEE à envoyer autant d'observateurs que nécessaire : « un millier s'il le faut. Quelle que soit l'issue des négociations sur l'avenir de la Yougoslavie, nous devons discuter et parvenir à un accord sans faire couler de sang », a précisé le premier ministre.

En dépit des déclarations du chef du gouvernement fédéral, l'armée yougoslave lançait, lundi 16, une offensive contre Draic et Sinj, dans l'arrière-pays dalmate. Les autorités militaires locales affirment que ces attaques « caractérisées par l'usage d'armes lourdes », ont été prises pour « des raisons humanitaires », en l'occurrence pour « libérer » les casernes fédérales. Cependant, que la Croatie a abîmé de la patience de l'armée yougoslave, celle-ci a décidé de passer « à la défense active » et donné l'ordre à ses unités stationnées en Croatie d'entreprendre le déblocage des casernes. L'armée a, de plus, menacé « d'envahir tous ceux qui l'attaquent, valent ou qui lui opposent résistance ».

### Nouvelles alertes à Zagreb

Lundi, à Zagreb, où l'alerte aérienne a été entendue à deux reprises, la situation restait tendue. Des milliers d'habitants ont dû se réfugier dans les caves. Depuis dimanche soir, toutes les lumières de la capitale croate doivent être éteintes et les vols des avions militaires de la capitale croate doivent être évités. Radio Zagreb recommandait aussi aux habitants de reporter les déplacements inoccupés qui pourraient servir, selon le communiqué, aux francs-tireurs.

La guerre s'est étendue au nord de la Bosnie-Herzégovine, notamment dans les zones voisines de la frontière croate. Une large mobilisation des réserves a été entreprise lundi par les autorités militaires locales et, d'après Radio Belgrade, un grand nombre de volontaires de cette région à majorité serbe se seraient enrôlés dans l'armée fédérale. La Krajina de Bosnie, qui englobe cette zone septentrionale de la République de Bosnie-Herzégovine, a, par ailleurs, proclamé son autonomie dans l'après-midi de lundi. C'est donc la deuxième région qui proclame son indépendance. La première avait été, il y a une dizaine de jours, l'entité fédérale orientale, dont le chef-lieu est Trebinje.

FLORENCE HARTMANN  
M. Le Pen a demandé la reconnaissance des indépendances slovène et croate. M. Jean-Marie Le Pen a publié, lundi 16 septembre, une déclaration dans laquelle il affirme que « le communisme continue de nier au cœur de l'Europe », en dénonçant « l'agression dilatoire de la Serbie, appuyée par l'armée fédérale communiste, contre le territoire et le peuple croates ». S'indignant de « la passivité de la CEE et du gouvernement français », et reprochant à ce dernier d'être « plus prompt à intervenir quand il s'agit d'un pays lointain et pétrolier », le président du Front national, « fidèle aux principes des Nations unies et à celui de la préférence européenne », demande que soit reconnue, « dès maintenant, l'indépendance de la Slovénie et de la Croatie ».

Le maire de Zadar aux militaires

## « Vous êtes contents de tirer sur le peuple ? »

### ZADAR

de notre envoyé spécial

Alerte après alerte, Zadar a vécu, lundi 18 septembre, une journée de psychose totale, dans l'attente angoissée d'un bombardement annoncé cinq fois de suite au son plaintif des sirènes. Dès 4 heures du matin, tous les habitants ont été invités à gagner les abris, mais rien n'est venu. Puis, plus tard dans la matinée, les sirènes ont de nouveau retenti. Cette fois-ci, les Mig sont bien venus, survolant Zadar à basse altitude pour aller bombarder un émetteur de Radio Zagreb situé à une vingtaine de kilomètres de la ville. Deux des quatre antennes de ce centre de rémission couvrant l'Europe et l'Afrique ont été détruites. Une deuxième fois, vers midi, les avions fédéraux sont revenus pour bombarder un objectif aux abords de Zadar. A la mi-journée, la ville était totalement déserte, les magasins fermés à 99 %, les autres baissant leur rideau de fer à la première alerte.

Des alertes, à y en a eu tout l'après-midi, forçant la population à passer des heures dans des abris de fortune, sous des porches, dans des caves privées d'électricité. Pleines et ruées deserte sous un ciel bas, dense une atmosphère poisseuse : Zadar est devenue une ville fantôme, ébranlée de temps à autre par des fusillades nourries - fusées d'assaut

et mitrailleuses - dont personne ne connaît au juste l'origine. « Les gens deviennent de plus en plus nerveux et veulent chasser l'armée », explique un officier croate, selon lequel les autorités municipales ont toutes les raisons d'avoir conseillé à la population de rester cloîtrée. Ainsi, dans la nuit de dimanche à lundi, le commandant local de la Garde nationale croate a-t-il reçu une information précise annonçant un bombardement imminent de la cité. Les Mig qui ont survolé Zadar seraient venus de la base aérienne de Biac, au nord de la cité portuaire en territoire bosniaque. Les observateurs croates, raconte l'officier, surveillent la base et préviennent Zadar dès que des avions décollent. Aussitôt, les sirènes retentissent. Système de détection aérienne, à l'image de la défense croate.

### Trois observateurs

De son côté, l'armée fédérale est passée des vols d'avertissement, dimanche, à des opérations plus concrètes, comme la destruction des antennes de Radio Zagreb. En contact téléphonique constant avec le chef de la garnison fédérale de Zadar, le maire, M. Ivo Livjanic, s'est entendu dire par le colonel Triko Zdravkovic que le bombardement du réémetteur avait été directement ordonné par

Belgrade pour « empêcher la propagation de mensonges ». Les conversations entre le maire et l'officier fédéral prennent d'ailleurs l'allure d'un dialogue de sourds. « Vous êtes contents de tirer sur le peuple qui vous a achetés vos armes ? » demande M. Livjanic. Réponse invariable du colonel Zdravkovic : « Ce sont les vôtres qui tirent sur mes soldats ».

L'arrivée, en fin d'après-midi, de trois observateurs n'a pas fait baisser la tension et n'a pas mis fin à la confusion la plus totale dans laquelle s'enfonçait Zadar. Selon le maire, l'envoi de cette mission serait dû à une intervention personnelle du ministre italien des affaires étrangères, M. De Michelis. « Nous allons rencontrer toutes les parties, nous mettre d'accord avec les autorités pour voir ce qui se passe, quel est le problème. » A peine les observateurs - un Canadien, un Italien et un Tchèque - étaient-ils arrivés qu'une nouvelle fusillade éclatait à proximité de l'hôtel où ils sont logés.

Une fois de plus, des combattants croates, ou des civils armés - leur nombre augmente chaque jour - s'en seraient pris à des casernes fédérales. En début de soirée, la rencontre de la mission d'observation avec les autorités locales croates a donné l'occasion à M. Livjanic de lancer une violente diatribe contre l'armée fédérale qu'il a accusée de

« prendre de plus en plus parti pour les terroristes » (serbes). Il a, pour appuyer son propos, présenté aux observateurs un reportage télévisé sur l'attaque aérienne menée le matin contre les antennes de Radio Zagreb.

Tandis qu'à la mairie les discussions s'éternisent entre les observateurs et le maire, la ville était soudain plongée dans l'obscurité, allourdissant encore le climat déjà très tendu. Pour parer à toute éventualité et redoutant toujours un bombardement de la cité, la municipalité et la Garde nationale ont décidé un black-out qui s'ajoute au couvre-feu déjà en vigueur.

Pour la population de cette ville plus habituée aux touristes qu'aux combattants ou aux réfugiés, l'épreuve est de plus en plus dure. Surtout pour ces milliers de villageois qui ont déjà dû quitter leurs foyers, qui ne savent même pas si leur maison est encore debout et qui devront peut-être entamer un deuxième exode. Cloîtrés dans un hôtel de la ville, trois cent cinquante d'entre eux - des vieillards, des femmes et des enfants pour la plupart - tournent en rond toute la journée, peu désireux de s'aventurer dehors. A l'heure des bulletins d'informations croates, c'est la ruse vers la salle de télévision où, entassés dans une atmosphère saturée de fumée de cigarette, ils ont l'œil rivé à l'écran.

YVES HELLER

ALLEMAGNE : ancien chef de l'espionnage à la Stasi

## M. Markus Wolf demande l'asile politique en Autriche

### BERLIN

de notre correspondant


L'élegant Markus Wolf, l'espion sans visage, qui s'était engagé dans les dernières années de la RDA en faveur d'une perestroïka à l'allemande, aux autorités autrichiennes à Vienne où il a demandé l'asile politique (nos dernières éditions du 17 septembre). Bien que déclaré persona non grata en Autriche, l'ancien chef de l'espionnage est-allemand, âgé de soixante-huit ans, y était arrivé le 30 août dernier sans être inquiété. Il venait de Moscou, où les autorités allemandes négocient actuellement avec M. Gorbatchev l'avenir d'un autre exilé célèbre, M. Erich Honecker, l'ancien chef d'Etat de la RDA, inculpé en Allemagne de meurtre pour avoir fait tirer sur les fuyants qui tentaient de franchir le rideau de fer.

La demande d'asile de Markus Wolf a été dans un premier temps rejetée. L'ancien espion, qui a fait immédiatement appel, a maintenant

deux semaines pour négocier son sort avec les autorités autrichiennes et vraisemblablement allemandes. Après avoir été entendu par les services autrichiens, il a été remis en liberté. Il fait l'objet en Allemagne d'un mandat d'arrêt pour espionnage - crime qui ne tombe pas sous le coup de la procédure d'extradition en Europe puisque considéré comme « politique ».

Chef du département espionnage au sein de la fameuse Stasi, l'ex-Sécurité d'Etat est-allemande, de 1958 à 1987, Markus Wolf a été pendant des années une des bêtes noires de l'espionnage occidental. Il avait démissionné en 1987 et passait depuis pour un défenseur de la politique de réforme gorbatchévienne. Au moment de l'effondrement du régime communiste, il a joué, quelques semaines, un rôle de premier plan parmi les réformateurs qui essayaient de sauver les meubles. Il s'était réfugié l'année dernière en URSS, avant la réunification, pour échapper à une arrestation probable.

H. de B.




La guerre du Golfe est terminée. Mais la crise à l'Est s'aggrave.

N'allons-nous pas vers la balkanisation de la planète ?

Editions ECONOMICA - 232 pages, 98 F

LAPLANETE BALKANISEE

Ves Marie L.M. L'AN



isme

as cham-lans des son à un ist astu-hauffage », Sonia ines, du guérilmonde

L'Etat ont pu évené-télevi-Michel, enfants soient

ent de t être Saint-norm, a grad i rait : l Cela cette nos-anant plus vêts, as et

des dits xeur, peu faut AN

S

«prendre de plus en plus parti pour les terroristes » (serbes). Il a, pour appuyer son propos, présenté aux observateurs un reportage télévisé sur l'attaque aérienne menée le matin contre les antennes de Radio Zagreb.

Tandis qu'à la mairie les discussions s'éternisent entre les observateurs et le maire, la ville était soudain plongée dans l'obscurité, allourdissant encore le climat déjà très tendu. Pour parer à toute éventualité et redoutant toujours un bombardement de la cité, la municipalité et la Garde nationale ont décidé un black-out qui s'ajoute au couvre-feu déjà en vigueur.

YVES HELLER

BULLETTIN D'ABONNEMENT



## EUROPE

## Péril pour la Communauté

Suite de la première page

Car, sauf ouverture nouvelle du côté des Serbes - que les déclarations faites lundi soir par leur ministre des affaires étrangères, M. Stjepanovic, ne laissent pas présager, - quel peut-être l'avenir d'une telle proposition ? L'idée n'est pas nouvelle et, si elle n'a pas pris corps plus tôt, c'est qu'elle ne semblait pas a priori réalisable. En l'absence de tout fondement juridique, une telle mission militaire ne peut en effet tirer sa légitimité que de l'accord de toutes les parties au conflit. Or, depuis le début, les Serbes se sont opposés à la venue de militaires européens, même en tant que simples observateurs. Dépeindre des hommes sur le terrain dans ces conditions, c'est les exposer aux agressions, c'est-à-dire, s'ils n'ont pas la possibilité de répliquer, les envoyer au « casse-pipe » ; s'ils ont cette possibilité, c'est faire d'eux non plus une force d'interposition, mais déjà une force d'intervention, ce à quoi la Communauté n'est pas prête.

C'est pour échapper à ces obstacles que la France envisageait de se tourner d'abord vers l'ONU. Les Serbes, estimant-on à Paris, seraient peut-être moins hostiles à des « casques bleus » derrière lesquels ne se profileraient pas l'Allemagne et l'Italie. L'autorité internationale et neutre des Nations unies pèserait peut-être plus lourd lors que viendrait en discussion la question des frontières.

On indiquait lundi à l'Elysée que M. Roland Dumas s'est déjà entretenu à plusieurs reprises à ce sujet avec M. Perez de Cuellar et qu'il avait l'intention de solliciter la semaine prochaine à New-York une résolution dans ce sens du Conseil de sécurité. Le secrétaire général a jusqu'à présent estimé que la crise yougoslave était une affaire intérieure pour laquelle l'ONU n'avait pas compétence. On espérait à Paris faire valoir un article de la Charte qui lui donne compétence lorsqu'une crise intérieure est de nature à menacer la paix internationale.

Paris n'en a pas moins accepté dès lundi l'idée d'une force européenne de maintien de la paix sous l'égide de l'Union de l'éurope occidentale (UEO). Si les Européens sont d'accord, pourquoi pas ? Mais l'initiative est encore une fois bien négligée, car les obstacles précédents demeurent, notamment l'acceptation de toutes les parties yougoslaves, dont la plupart des Européens font une condition préalable. Les difficultés matérielles sont considérables : combien d'hommes et à quels endroits ?

L'Allemagne, qui préside actuellement l'UEO, sera bien mal à l'aise pour promouvoir un tel projet, puisque sa Constitution lui interdit d'envoyer un soldat à l'étranger hors d'une mission de l'OTAN. Enfin, on peut croire au miracle, mais c'en serait un que de voir la Communauté fournir sa plus spectaculaire démonstration de cohésion (une telle opération militaire serait sans précédent) à propos d'une crise qui a priori la menace plutôt d'être démantelée, puisque les Européens ne sont d'accord au fond ni sur l'analyse ni sur l'issue souhaitable.

## Belle cacophonie

Ils se sont livrés, le week-end dernier encore, à une belle cacophonie. Allemands et Italiens brandissant la menace contre les Serbes, tandis que M. Van den Broek, reflétant un avis partagé par plusieurs autres pays membres plus discrets (la Grande-Bretagne et la France notamment), s'en prenait aux « provocations » croates. Contrairement à la crise du Golfe (un pays violait le droit international en envahissant son voisin), l'attribution des responsabilités dans la crise yougoslave est sujette à débat, de même que l'opportunité d'une autre forme d'intervention qui consisterait pour les Européens à reconnaître l'indépendance de la Slavénie et de la Croatie. Les Allemands, les Italiens maintenant, en brandissant la menace sans encore sauter le pas, car laissent que s'y fracasserait l'édifice communautaire.

Le risque est en effet gravissime pour les Douze : au moment où ils prétendent se doter des instruments d'une politique étrangère commune, ils se déchiraient sur une question qui les touche au plus près, au cœur de la vieille Europe, et le réveil de solidarités d'un autre âge ferait échec à leur effort d'intégration.

En poussant un peu loin le scénario catastrophe, on imagine la concertation européenne volant en éclats, l'Italie peut-être, mais en tout cas l'Allemagne, reprenant leur liberté et portant secours d'une façon ou d'une autre à un Etat craint en guerre qu'elle n'aurait reconnu, tandis qu'une

fièvre indépendantiste se propagerait alentour hors de tout contrôle. On n'en est heureusement pas tout à fait là.

Les autorités italiennes ne peuvent paraître insensibles au sort des 15000 Italiens vivant en Slavénie et en Croatie, ni plus généralement à celui de régions dalmates qui furent autrefois sous leur domination. Sur tout, elles aimeraient désamorcer un conflit qui, s'il dure, leur promet un afflux de milliers de réfugiés qu'elles ne pourraient cette fois se permettre de rejeter tels des Albanais.

Elles ne subiraient pas peur autant ouvrir la boîte de Pandore (réveiller les vieux démons à propos de l'Istrie ou, à l'inverse, dans le Haut-Adige) et préféreraient à l'évidence que soit trouvée une solution communautaire. Si M. de Michelis se livre, en compagnie de M. Genscher, à la mensonge vertueuse d'une reconnaissance de l'indépendance croate, c'est essentiellement à des fins dissuasives.

## L'extrémisme allemand

Beaucoup plus difficile est la situation du ministre allemand des affaires étrangères que le chancelier Kohl, assez peu interventionniste dans cette affaire, laisse aller seul au charbon. La crise yougoslave a réveillé en Allemagne un large mouvement de sympathie en faveur des Croates dont la version la plus radicale s'exprime avec une extrême violence dans la presse de droite, où elle réclame depuis le début la reconnaissance de la Croatie.

L'Europe y est accusée de porter la responsabilité des morts yougoslaves et d'entraver une juste politique nationale allemande. M. Genscher y est aussi durement malmené, que M. Van den Broek, Delors ou Mitterrand. Il a tant bien que mal résisté jusqu'ici et différé le moment de rompre le consensus européen. Mais les pressions qui s'exercent sur lui sont énormes, et ses partenaires le savent.

Les Néerlandais, jouant de leur position de médiateur en principe impartial de la Communauté, évitent de se prononcer clairement sur la reconnaissance de la Croatie. Les autres Européens, à des degrés divers, y sont hostiles. L'Espagne, déjà très réservée à propos des indépendances baltes, l'est plus encore à propos des Slovènes et des Croates : déjà les provinces espagnoles frémissent et réclament, sinon l'indépendance, du moins une révision de certains aspects (financier notamment) de leur statut d'autonomie. La Grande-Bretagne n'est guère plus désireuse que la France de mettre le doigt dans l'engrenage des indépendances intempestives et bédées.

Pour Paris, c'est clair : « La reconnaissance de l'indépendance croate n'est pas d'actualité », dit-on à l'Elysée, pour la raison que, dans les circonstances actuelles, « elle ne constitue pas une solution, elle n'est pas le plus court chemin vers la paix ». On distingue soigneusement le cas de la Croatie de celui des Baltes, dont il était à peu près acquis, quand la Communauté a décidé de les reconnaître, qu'ils avaient la capacité d'exercer effectivement leur souveraineté.

La reconnaissance de la Croatie serait, estime-t-on, génératrice de nouvelles violences, elle laisserait ouvert le conflit avec un Etat fédéral qui continuerait d'exister et non résolues des questions aussi vitales que la délimitation des frontières, la circulation des biens et des personnes, le devenir des minorités. Tous ces problèmes, poursuit-on, doivent être résolus « par le dialogue et dans le droit » avant que la Communauté ne souscrive à l'indépendance croate. Autrement dit : la conférence de paix d'abord.

Reste à savoir si cette reconnaissance telle qu'elle est proposée aujourd'hui l'aurait moins été avant le déclenchement des hostilités en Croatie, voire si elle aurait pu avoir des vertus préventives. Vaste terrain pour les jeux polémiques.

CLAIRE TRÉAN

■ IRLANDE DU NORD : membre d'un policier et d'un conseiller du Sinn Féin. - Un policier a été tué et quatre autres blessés, mardi 17 septembre, par l'explosion d'une bombe dans le comté de Londonderry, en Ulster. L'attentat n'a pas été revendiqué pour le moment. Par ailleurs, un groupe paramilitaire protestant, les Combattants pour la liberté de l'Ulster (UFF), a revendiqué l'assassinat d'un conseiller municipal du Sinn Féin (consillier politique de l'Armée républicaine irlandaise, IRA) lundi, dans le même comté. (AFP, AP, Reuters.)

## LES BOULEVERSEMENTS

En visite aux Etats-Unis

## M. Kohl invite les Occidentaux à mieux partager le fardeau de l'aide à Moscou

WASHINGTON

de notre correspondant

Le chancelier allemand, M. Helmut Kohl, a saisi l'occasion d'une brève visite à Washington, lundi 16 septembre, pour renouveler une discrète mise en garde aux Occidentaux : en matière d'aide à l'URSS et à l'Europe de l'Est, l'Allemagne a déjà beaucoup fait et souhaiterait ardemment que d'autres prennent le relais.

Recu durant trois heures par le président George Bush pour faire le point sur la situation en URSS, M. Kohl a répété la politique qu'il met en avant depuis plusieurs mois

déjà : il faut dispenser une aide importante à Moscou et aux Républiques, afin de consolider les évolutions en cours, et « il faut le faire vite parce que demain cela sera encore plus cher ». Il a cependant avoué que l'Allemagne était presque arrivée aux limites de ses possibilités.

Le chancelier a donc laissé entendre à M. Bush, selon de bonnes sources, qu'il revenait maintenant aux Etats-Unis de donner l'exemple et de prendre le relais. Comme on demandait au chancelier quelle avait été la réaction de M. Bush, M. Kohl a répondu : le président « est intéressé ». Le chancelier attend aussi un effort du Japon, pays qui, selon lui,

ne pourra que profiter des événements actuels en URSS.

Quelques chiffres expliquent l'intervention du chancelier. En un peu plus d'un an, l'Allemagne avait déjà versé 38 milliards de dollars à l'URSS. Ce montant comprend les sommes allouées à Moscou au titre du départ des troupes soviétiques du territoire allemand. Il n'en représente pas moins, selon une bonne source, plus de la moitié de l'aide fournie par l'ensemble des autres pays occidentaux à l'URSS.

M. Kohl était de retour d'un voyage privé en Californie, où il a longuement visité le vignoble local. Faisant une concession aux thèmes

américains, il a reconnu qu'une politique d'aide à long terme suppose, pour être efficace, « un cadre économique sain et solide en URSS ». Tout comme les dirigeants américains, il souhaite que les Républiques ex-soviétiques maintiennent une structure fédérale ou confédérale.

Peu bavard, M. Bush n'a rappelé qu'une équipe américaine était déjà en URSS, pour étudier les besoins en aide médicale et alimentaire de la population à la veille d'un hiver que certains spécialistes - mais pas tous, loin de là - annoncent comme devant être particulièrement difficile.

ALAIN FRACHON

La fin de la visite de M. Joxe

## « Gorbatchéviens » et « eltsiniens » ne tiennent pas le même discours sur les questions militaires

L'URSS n'est plus du tout

monolithique. M. Joxe qui devait terminer, mardi 17 septembre, une longue tournée dans l'ancien pays des Soviets, a pu s'en rendre compte après de nombreuses conversations avec autant de « gorbatchéviens » que d'« eltsiniens ». Ce sont bien sûr les questions que l'on se pose à propos de la redéfinition du pouvoir militaire soviétique qui ont dominé, de Moscou à Tachkent en passant par Novosibirsk et Baïkonour, les entretiens du ministre français de la Défense.

TACHKENT

de notre envoyé spécial

Un sujet particulier était au centre des préoccupations de M. Joxe, qui avait quitté Paris le jour de la conférence de presse de M. Mitterrand : le gel des armes nucléaires tactiques françaises et la proposition du président de la République d'organiser une conférence des quatre puissances nucléaires ayant des intérêts en Europe pour étudier et tenter de maîtriser la situation créée par l'effondrement du pouvoir communiste soviétique.

L'idée des Occidentaux est claire : il faut en finir au plus vite avec les armes tactiques sovié-

ques, quitte à sacrifier sans remords leurs équivalents à l'Ouest, tant elles représentent de dangers. Très dissimulées sur tout le territoire de l'URSS, elles dépendent d'une chaîne de commandement aléatoire et peuvent occuper lieu, en ces temps très agités, à des changements ou à des détournements particulièrement dangereux. Les conditions de sécurité du nucléaire étant ce qu'elles sont en URSS, leur rapatriement vers la Russie ne constituerait pas une partie de plaisir. Mieux vaudrait finalement s'entendre le plus rapidement possible sur leur élimination, sous couvert d'une négociation pratiquement fictive destinée à sauver la face des militaires soviétiques, quitte à ce que l'Ouest offre son aide pour mener à bien un processus de destruction fort délicat.

## La proposition de conférence à quatre

Ce discours ne paraît pas avoir été accueilli sans réticence par M. Gorbatchev, qui n'a donné aucune assurance supplémentaire sur le contrôle des armes tactiques et qui aurait tendance, malgré l'assurément considérable de ses pouvoirs et de ceux du « centre », à tenir aujourd'hui le même langage qu'avant les événements du 19 août.

Tout en préconisant le concept de « la suffisance défensive », mais qui pourrait, selon lui, se

situer à des niveaux très différents selon le comportement des Occidentaux - le président soviétique a repris plusieurs des anciennes critiques formulées envers la France : pourquoi, a-t-il demandé, Paris n'a-t-il pas avec les essais nucléaires ? Pourquoi la France, qui se serait beaucoup rapprochée de l'OTAN pendant la crise et la guerre du Golfe, ne clarifie-t-elle pas ses rapports avec cet « instrument de force militaire » qui n'a rien à faire dans l'Europe nouvelle et qui ne peut pas constituer « un élément stabilisateur » d'autant plus que certains pays d'Europe centrale songent à y adhérer ?

Les Occidentaux en tout cas, a-t-il fait savoir, ne doivent attendre aucune décision unilatérale soviétique, même si Moscou est décidé, conscient que l'époque a changé, à diminuer son effort de défense : réduction de la durée de la conscription, des effectifs de l'armée, des programmes militaires et imposition d'une tutelle civile au ministère de la Défense. Le président soviétique a également « accepté et salué » la proposition de conférence à quatre dont il reste à définir les thèmes et le calendrier et dont M. Joxe reste persuadé qu'elle ne sera pas refaisée par Washington en dépit d'une première réaction peu favorable de la Maison Blanche.

Sauver les meubles contre vents et marées, telle est la définition qu'on peut donner du discours gorbatchévien. Le contraste a dû

paraître de taille au ministre français lors de ses conversations avec certains « eltsiniens » dont le général Kobets, éphémère ministre russe de la Défense mais conseiller militaire fort écouté de M. Boris Eltsine (avec le général Rodionov, vice-président russe, Alexandre Iakovlev, éminent grise sans titre mais fort influent du régime transitoire et le général Gratchev, vice-ministre fédéral de la Défense).

## Pas d'acharnement thérapeutique

Le raisonnement des « eltsiniens » est philosophiquement à l'opposé de celui de M. Gorbatchev : conscients que l'ordre européen ancien a vécu et que la priorité des priorités est de survivre au chaos économique, ils ne se livrent à aucune opération d'ajustement thérapeutique sur le pouvoir militaire soviétique mais préconisent au contraire un aggrèvement radical. Pour eux, il est clair que la Russie « n'a pas d'ennemi à l'ouest », qu'il faut réviser la doctrine militaire soviétique, qui doit dorénavant tendre à « la prévention de la guerre et non plus à la défense contre la constance » du territoire soviétique contre une improbable agression.

L'important, dorénavant, est de déterminer d'où peut venir la menace et de déployer des forces redéfinies mais restructurées en fonction de cette menace qui n'est pas autrement identifiée mais qui n'est certainement pas occidentale.

Le propos va encore plus loin : nous devons faire comprendre à l'Occident, dit-on en substance, que le risque qu'il voyait naître en nous est désormais infondé. Pour cela il faut intégrer notre complexe militaro-industriel à l'économie nationale, faire participer les Républiques de l'Union à un système de sécurité européenne, réduire considérablement notre armement nucléaire qu'il soit stratégique ou tactique (on va jusqu'à envisager de ne conserver que 10 %, ce qui représenterait un ralliement au concept français de dissuasion).

Ces dirigeants sont bien sûr favorables à l'élimination rapide des armes tactiques et à la convocation de la Conférence des quatre puissances nucléaires. Tout en tant avec autorité de ces questions, ces « eltsiniens » estiment également que la panoplie nucléaire ne doit dépendre, à ce stade, que du « centre » c'est-à-dire, pour l'instant, de M. Gorbatchev. Ils confirment ainsi que M. Boris Eltsine n'abandonne sa prétention, affirmée peu après l'échec du coup d'Etat, d'obtenir pour la Russie un droit de décision sur l'emploi des armes nucléaires.

Ce nouveau langage, dépourvu de toute ambiguïté, a retenu toute l'attention des experts français qui accompagnaient M. Joxe. Le fait qu'on tienne aujourd'hui deux discours aussi différents à Moscou sur de tels sujets pourrait permettre de contourner bien des obstacles et de réaliser des progrès considérables. A condition que les Occidentaux, eux, ne parlent que d'une seule voix et ne se divisent pas à propos de l'OTAN, cette alliance qui a tant souffert des « malentendus transatlantiques » mais qui est en passe de n'avoir plus d'ennemis sur son territoire de compétence.

MICHEL TATU

JACQUES AMALRIC

Beaucoup de « malades » parmi les généraux

## La moitié du haut commandement soviétique a été renouvelée

Les nouveaux organigrammes de deux importants ministères fédéraux, ceux de la Défense et des affaires étrangères, ont été précisés lundi 16 septembre à Moscou. Les remaniements consécutifs au putsch manqué du 19 août sont particulièrement importants chez les militaires.

Le « collège » du ministère de la Défense (les vice-ministres et commandants de grands corps de troupe) n'a pas été remanié à 80 %, comme l'avait annoncé le général Chapochnikov, nouveau ministre, mais tout de même à plus de 50 %, ce qui ne s'était jamais produit en si peu de temps depuis des dizaines d'années. Ainsi que l'a précisé lundi le général Iouri Rodionov, nouveau chef de la direction des cadres, neuf membres de ce collège en ont été écartés sur dix-sept : il s'agit du ministre de la Défense, le maréchal Iazov, de ses trois premiers adjoints, les généraux Kotchetov, Moïseïev et Chliag, et, parmi les vice-ministres, des commandants de l'armée de terre (le général Varennikov), de la défense antiaérienne (le général Tretjak), de la défense civile (le général Govorov) et de l'ancien chef des cadres (le général Ernakov).

S'y ajoute le général Vladislav Achatlov, qui avait été nommé vice-ministre en décembre dernier, chargé apparemment, avait alors précisé l'agence Tass, de l'adaptat-

ion de l'appareil militaire à la nouvelle doctrine défensive prônée par le pouvoir civil. Parmi les grands commandants, les seuls qui soient restés en place sont : l'amiral Tchernavine (marine) et le général Maximov (fusées stratégiques) conservent leur poste sans interruption depuis les débuts de l'ère Gorbatchev en 1985.

Officiellement, deux seulement des officiers limogés, le maréchal Iazov et le général Varennikov, le sont pour cause de participation au putsch. Tous les autres sont partis soit « à leur demande » (le général Moïseïev), soit parce que leur poste a été supprimé (les généraux Achatlov, déjà nommé, et Chliag, ancien chef de la direction politique de l'armée, connu pour ses opinions conservatrices), soit enfin en raison de leur « âge avancé » (les généraux Tretjak et Govorov).

## Continuité aux affaires étrangères

Mais tous se trouvent avoir de sérieux problèmes de santé : le général Moïseïev, ancien chef d'état-major, doit « se présenter devant une commission de contrôle médical qui statuera sur sa mise à la retraite », et il en ira de même des généraux Chliag et Achatlov, tous deux « à l'hôpital », a précisé le général Rodionov. Mais, toujours selon ce dernier, cela n'empêchera pas une commission spéciale d'enquêter sur « le rôle de chaque officier supérieur pendant le

putsch ». Or cette commission est dirigée par le général Kobets, bras droit de M. Eltsine en matière de défense.

Des précisions sont également apportées au nouvel état-major mis en place au ministère des affaires étrangères par le nouveau ministre Boris Pankine. Après le limogage de M. Kvitsinski, qui a été remplacé par M. Petrovski, un seul des anciens premiers vice-ministres reste en place : M. Anatoli Kovalev, nommé en 1986.

Parmi les vice-ministres, il faut ajouter au limogage, déjà annoncé, du responsable des cadres Valentin Nikiforov, celui de M. Iouri Vorontsov, ancien ambassadeur à Paris, puis à l'ONU, qui ne figure plus dans le nouveau « collège ». En revanche, les huit vice-ministres restant sont ceux qui avaient été nommés par M. Chevardnadze jusqu'à l'an dernier, à deux exceptions près : M. Iouri Deriabine, nommé après le putsch, et Valeri Nikolski, qui avait été recruté, en avril dernier, par l'ancien ministre Besmertnykh.

M. Nikolaenko a reçu pour mission de diriger le secrétariat exécutif du « conseil des ministres des affaires étrangères de l'URSS et des Républiques », un organisme nouveau mis en place pour coordonner les « nouvelles diplomatie » des membres de l'Union. Onze Républiques ont participé à une première réunion de ce conseil, vendredi 13 septembre, a précisé le porte-parole du ministère.



# EN UNION SOVIÉTIQUE

## Inquiétudes en Ossétie du sud

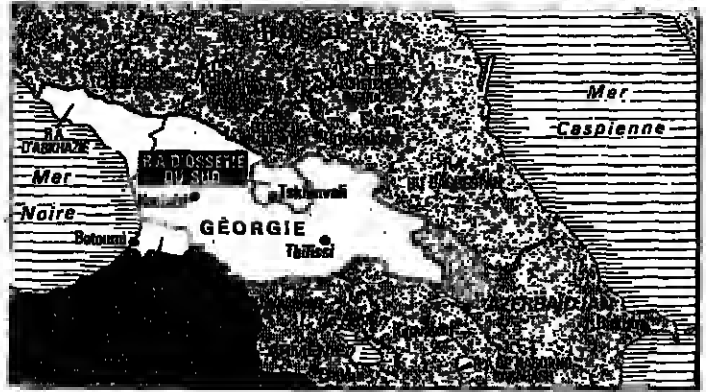
Suite de la première page

Au printemps dernier, une fois le police et les diverses milices géorgiennes repoussées de Tskhinvali, la ville resta aux mains des Ossètes et des soldats géorgiens qui les protégeaient. Les Géorgiens sont donc partis à l'exception des familles mixtes aux drames insolubles - ainsi que la plupart des Juifs, les Arméniens tantant de les suivre.

Mais les Ossètes eux-mêmes ne fuient pas vers l'Ossétie du

tous les deux à trois mois au maximum. En même temps que c'est « parce qu'on ne peut supporter longtemps l'esprit de vengeance et la cruauté qui règnent ici », mais les Géorgiens évoquent souvent leur complicité et le trafic avec les Ossètes.

Une complicité aidée par le fait que les Ossètes, comme beaucoup de minorités au sein des Républiques périphériques de l'URSS, étaient plus russifiés, donc plus soviétiques que, en l'occurrence, les Géorgiens, qui ont



Nord, une République autonome adjacente, mais administrativement rattachée à la Russie. Des deux côtés habitent les mêmes descendants des Albains et des Scythes, majoritairement chrétiens et de langue géorgienne, qui revendiquent pour eux le territoire entier. Quand ceux du Sud ont commencé à parler d'être rattachés à ceux du Nord, les Géorgiens, déjà aux prises avec les velléités sécessionnistes des Abkhazes et des Adjars à l'ouest, des Abkhazes et des Arméniens à l'est, se sont mobilisés pour défendre au nord ce qui, pour eux aussi, est pure terre géorgienne.

Et ils l'ont fait de la manière la plus maladroite possible, venant par milliers en car manifester leur soutien aux Géorgiens de Tskhinvali. L'actuel président Gamsakhouria, alors dans l'opposition, condamnait ces « actions de masse », mais les partis qui forment son opposition actuelle, à de rares exceptions, y avaient aussi participé, de même d'ailleurs que les communistes, alors encore au pouvoir.

Les Ossètes ne l'oublient bien sûr pas, et l'opposition géorgienne se charge elle-même de leur rappeler en se prononçant très largement contre le rétablissement de l'autonomie politique de l'Ossétie du Sud. Et, a fortiori, contre toute sécession réclamée avec plus de force encore depuis ce jour.

Vers, infirmière à Tskhinvali, veut être enrachée à l'Ossétie du nord, à la Russie ou au diable, mais surtout quitter ces Géorgiens qui se conduisent comme des bêtes. Les récits d'actes de barbarie ne manquent ni d'un côté ni de l'autre. Ce sont toujours les « extrémistes » des autres qui les commentent, alors que chez soi il n'y a que le « peuple en armes » qui défend ses maisons.

On ne verra donc pas les combattants ossètes à Tskhinvali même si la lumière d'un bâtiment est brusquement éteinte la nuit parce qu'une patrouille doit passer pour rejoindre son poste de garde aux abords de la ville et qu'il ne faut pas attirer l'attention des troupes géorgiennes, « embusqués sur les collines alentour ». La nuit sera calme, avec quelques coups de feu isolés. Deux jours auparavant, Tskhinvali a été bombardé par des obus, sans interruption de 3 heures à 5 heures du matin : « On pouvait voir une allumette par terre et toutes les maisons trembler. » Les blessés sont à l'hôpital. Le mort a été enterré dans la cour de l'école numéro 5, transformée en nouveau cimetière réservé aux victimes des Géorgiens, car l'ancien est sur les collines, inaccessible sous le feu ennemi. Ce sera ici la quarante-deuxième tombe de l'année 1991.

### Visages tuméfiés

A l'hôpital, il y a aussi une demi-douzaine d'Ossètes pris en otage et libérés ces derniers temps. Gersan se remet de coups de couteau dans le ventre; les côtes et son oreille à moitié détachées se recollent. Orisha, plus âgé, a encore le dos noir, un oedème armé et la figure tuméfiée. Il transportait du ciment vers un village ossète séparé de Tskhinvali par plusieurs villages géorgiens. Sa femme est pourtant géorgienne et il connaît tous les habitants de ces villages pour les avoir approvisionnés des années durant. Mais chaque camp a besoin maintenant d'otages pour les échanges. Les soldats soviétiques et la police géorgienne - ne dépendant plus de Moscou - se font les intermédiaires de ces marchandages.

Les Soviétiques sont présents, avec un bataillon des forces du ministère de l'Intérieur doté d'une vingtaine de blindés. Il y a aussi un groupe d'enquêteurs « qui ne sert à rien en l'absence de procureur ou de lieux de détention », selon un de ses membres. Ces soldats-policiers sont remplacés

des institutions culturelles plus développées. Le pouvoir soviétique y trouve son compte et, dans le centre de Tskhinvali, on trouve toujours l'avenue Staline croisant l'avenue Lénine, alors que le journal local continue à s'appeler *Ossétie soviétique*.

Beaucoup de monde y aurait accueilli avec joie la nouvelle du putsch à Moscou le 19 août, et les scellés posés sur les locaux du Parti communiste semblent bien symboliques. Pourtant, les Ossètes ne sont pas plus communistes dans l'âme que d'autres : leur seul problème est de savoir si Boris Eltsine va les soutenir comme le faisait jusqu'à M. Gorbatchev, même s'ils trouvaient que ce dernier le faisait insuffisamment et que les putschistes auraient été plus fermes.

Le président géorgien, comme il l'avait fait après sa rencontre avec M. Eltsine au printemps, à la frontière entre les deux républiques, a encore affirmé après le putsch que le président russe « soutient totalement la Géorgie sur la question de l'Ossétie », et ses paroles dépassant encore une fois sa pensée - comme l'expliquent ses adjoints aux étrangers - il a évoqué une prochaine « réunion finale » de cette question. Une délégation affolée d'Ossètes s'est rendue auprès de M. Eltsine et en est revenue rassurée.

Trois comités du Parlement de Russie ont publié un texte dénonçant « l'irrespect du président géorgien envers le président russe », évoquant la nécessité du respect des droits de l'homme en Géorgie, et rappelant enfin que le président soviétique pourrait décréter l'état d'urgence dans les zones de Géorgie où des conflits éclatent. Ce fut un tollé en Géorgie.

L'opposition craint avant tout ce prétexte servi à M. Gamsakhouria pour dénoncer dans la Russie de Boris Eltsine un Etat impérialiste opposé à l'indépendance de la Géorgie. Cela lui permettrait de sortir de ses problèmes actuels en lançant moralement toute la Géorgie à la défense de ses frontières, non sans égarer au passage les démocrates géorgiens.

Le Parti national-démocrate géorgien a déjà demandé à M. Eltsine d'observer la plus grande réserve sur cette question, en affirmant que, lorsque l'opposition serait au pouvoir en Géorgie, tout serait réglé démocratiquement. La réserve est certainement nécessaire, mais la promesse un peu rapide d'autant plus que le chef de ce parti, M. Tchakouria, disait encore la semaine dernière qu'il était contre le rétablissement de l'autonomie politique de l'Ossétie du Sud.

Il était en cela moins démocrate qu'un vieil officier de police géorgien, « issu du système communiste », disait-il lui-même, non pour s'en glorifier, mais pour s'excuser d'avoir néanmoins un avis politique, et qui confiait à mi-voix, sur une route de Tskhinvali, qu'il était, lui, en faveur du rétablissement de cette autonomie après un long et patient travail de désarmement des milices des deux bords. Car, disait-il, « si on nous prend l'Ossétie, ce sera la guerre et je crois bien que je la ferais alors moi-même ».

SOPHIE SHIHAB

■ AZERBAÏDJAN : quinze policiers tués dans des combats avec des Arméniens. - Quatorze policiers azerbaidjans ont été tués lors de heurts avec des Arméniens, samedi 14 septembre, près du village de Verichen, à la frontière du Haut-Karabakh, région peuplée majoritairement d'Arméniens qui a récemment proclamé son indépendance vis-à-vis de l'Azerbaïdjan. L'agence soviétique Interfax, qui rapporte ces faits en citant le ministère arménien de l'Intérieur, ne précise pas si les Arméniens ont subi des pertes. - (Reuters).

## La Russie du malheur et de la dignité

SAINT-PETERSBOURG

de notre envoyé spécial

Combien y a-t-il de Russes? Déjà, si l'on quitte Saint-Petersbourg, un peu au hasard, on en trouve une autre, à moins de cinquante kilomètres de la cathédrale Saint-Isaac et du Palais d'Hiver. Aziki est au bord du petit lac de Karkinskale, un peu à l'écart de la route de Mourmansk.

C'est là que vivent Michel Ivanovitch Stepanov et son épouse Sonia Modarissou. Lui est né ici, quand une vingtaine de maisons disséminées composaient le village. Elle, vient de la lointaine Bachkirie, dans l'Oural. Ils ont cinquante-neuf ans.

Ils ne le disent pas, mais ils sont la Russie du malheur et de la dignité. Michel Ivanovitch a perdu les deux jambes à la fin de la seconde guerre mondiale, écrasé par une voiture à Leningrad où il avait survécu au blocus. Tout cela ne faisait de lui qu'un petit, petit panalonné civil : 41 roubles par mois au début, 190 aujourd'hui. Alors il a trouvé un emploi, dès la guerre finie, « en ville », brièvement, puis plus près, au sovkhos, depuis 1949. En travaillant, pour praequa rian, comme tourneur, il a au droit, en 1969, à vingt-cinq ares de terre qu'il exploite encore; c'est « un bon potager ». Le sovkhos, il y travailla toujours. Il reçoit au moyenne 350 roubles par mois. Avant, il avait des bêtes. C'était trop fatigant. Il n'élève plus que des poules mais la nourriture des animaux est un casse-tête : le sovkhos refuse désormais d'en donner.

Les Stepanov ne disent pas que l'argent manque. C'est vrai, ils en ont, avec, en plus, la pension (100 roubles) de Sonia Modarissou.

sovska, elle eussent handicapée par des maladies chroniques. Mais il y a trop de choses « qui n'arrivent pas d'augmenter ». La voiture spéciale pour invalides de Michel Ivanovitch est en panne. On ne le répare pas : trop cher. Avant, si l'un vendait un sovkhos deux tonnes de pommes de terre, à un rouble le kilo, on avait le droit d'acheter des produits subventionnés au magasin d'Etat. Mais deux tonnes, ils n'ont plus la force de les produire et le prix d'achat est dérisoire. Ils font moins de pommes de terre et il les gardent.

Sonia a trait les vaches pendant cinq ans dans un kolchoze puis au sovkhos. Après, elle n'en pouvait plus. Elle a élevé les trois enfants. Le dernier vient de partir au service militaire : c'est ennuyeux car il aide à la maison. Les jeunes rient de Sonia parfois, parce qu'arrachée de l'école par la guerre, elle ne sait pas écrire. Sonia pleure : « Toutes ces choses qui me tourmentent... »

### «Staline c'était l'ordre»

La coupe est pleine en effet depuis longtemps : l'évacuation forcée vers l'Oural, quand Leningrad desserra l'étouffement; le retour longtemps différé, après la guerre; l'appartenance d'avant-guerre occupée par d'autres et impossible à récupérer; la famille de sept enfants dispersée par cette quête sans fin de logement... C'est ainsi depuis quarante ans. Un de ses frères vient de mourir, un autre a supplé les autorités de le laisser occuper l'appartement du mort, mais allas n'ont pas voulu.

Michel et Sonia, eux, se sont débrouillés. Michel a construit lui-même la maison : une

petite pièce de séjour, trois minuscules chambres, avec des rondins récupérés dans des maisons abandonnées. Quand la maison a un peu brûlé, il l'a refaite. Comme il est estuclieux, il a même bricolé un petit chauffage central au bois. Près de la chaudière, Sonia fait sécher de la menthe, des églantines, du millepertuis, « toutes les plantes qui guérissent ». Dans sa famille, presque tout le monde a de l'asthme.

Après la guerre, le village n'a changé. L'Etat a installé l'électricité. C'est ainsi qu'ils ont pu avoir la télévision rapidement. « Les événements », ils les ont vus, bien sûr, à la télévision. « Moi ça ne me touche pas » dit Michel. Sonia s'est inquiétée pour les deux enfants qui vivent en ville : « J'ai eu peur qu'ils soient dans ces manifestations. »

Sonia ne comprend pas la changement de nom de la ville : « Pour moi, ça doit être comme pendant le blocus : Leningrad. Saint-Petersbourg, je ne connais pas ce nom. » Michel Ivanovitch renchérit : « Leningrad ! Leningrad ! le blocus ! Autrefois on criait : pour la patrie, pour Staline, pour Lénine ! Cela nous a donné la force de vivre dans cette période tellement difficile. Il est un peu nostalgique : « Staline c'était l'ordre, maintenant c'est le désordre. Sous Staline, c'était plus calme, maintenant il y a plus de clochards, plus de criminels, on vole même carottes et pommes de terre dans les champs. »

Les maisons sont isolées les unes des autres et entourées d'une foule de petites baraquas bisonnées. En hiver, Sonia a peur. Aujourd'hui, elle est contente d'avoir un peu parlé de « tout ce qui la tourmente ». Il faut revenir, disent-ils, la maison est ouverte.

MICHEL KAJMAN

## NOUVELLE ENCYCLOPEDIA UNIVERSALIS L'EVENEMENT

DECouvrez-LA GRATUITEMENT

Plus que jamais, la plus grande et la plus récente.

Réfonce en profondeur, actualisation de toutes les données, nouveaux thèmes de réflexion à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle... la Nouvelle Encyclopaedia Universalis prend des années d'avance dans le domaine du savoir ! Et ceci tout en conservant ses grandes originalités : sa structure en 3 parties... le niveau élevé de ses 4.000 auteurs : Prix Nobel, membres de l'Institut, académiciens... son service d'actualisation annuelle... Découvrez vite combien elle est pratique et accessible. Combien elle répond à vos exigences de savoir et de culture. Combien elle sait vous surprendre, vous passionner et vous divertir.

### PRIVILEGES ET CADEAUX

Votre documentation vous dit tout, également, sur les nombreux Privileges qui vous sont actuellement réservés : facilités de paiement, livraison gratuite de tous vos volumes en une seule fois dès un premier versement. Privilege d'actualisation annuelle. Privilege Universalis à vie... et même deux cadeaux d'une valeur de 992 F !

CFL-ENCYCLOPEDIA UNIVERSALIS. Libre Réponse 19 75, 75342 PARIS CEDEX 07.

### Votre documentation GRATUITE

vous sera envoyée par la poste. Cette documentation comporte notamment une magnifique brochure de 34 pages, abondamment illustrée en couleurs et imprimée sur un luxueux papier glacé. Elle vous présente en détail la Nouvelle Encyclopaedia Universalis en 30 volumes avec de passionnants exemples d'articles.

SANS ENGAGEMENT

### BON POUR UNE DOCUMENTATION GRATUITE

OUI, envoyez-moi gratuitement, par la poste, une documentation complète sur la Nouvelle Encyclopaedia Universalis en 30 volumes et sur les conditions privilégiées de souscription qui me sont réservées. Il est entendu que cela ne crée aucune sorte d'engagement pour moi.

☐ M. ☐ Mme Nom \_\_\_\_\_  
☐ Mlle Prénom \_\_\_\_\_  
N° \_\_\_\_\_ Rue \_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_ Localité \_\_\_\_\_  
Code postal \_\_\_\_\_

Postez vite ce Bon sous enveloppe non affranchie : CFL-ENCYCLOPEDIA UNIVERSALIS. Libre Réponse 19 75, 75342 PARIS CEDEX 07.



## DIPLOMATIE

En visite pendant trois jours dans les Länder de l'Est

## M. Mitterrand aura l'occasion de mettre un terme à la crise de confiance franco-allemande

M. François Mitterrand se rendra, du 18 au 20 septembre, dans l'est de l'Allemagne pour une visite qui n'aura rien de facile. Non que l'accueil doive manquer de chaleur. Les Allemands de l'ex-RDA, qui ont conscience de devoir rattraper le temps perdu aussi dans le domaine de l'intégration européenne, sont tout disposés à montrer qu'ils peuvent être aussi bons partenaires que les « wessis » de l'ancienne Allemagne de l'Ouest. Mais cette visite intervient alors que les relations entre la France et l'Allemagne réunifiée traversent, vu d'outre-Rhin, une crise de confiance.

BERLIN

de notre correspondant

M. Mitterrand répond à une invitation que lui avait faite M. Richard von Weizsäcker lors de sa dernière visite à Paris. Il vise à montrer que Paris a fini par s'accommoder de l'unification et est intéressé à aider l'est de l'Allemagne à surmonter ses problèmes d'intégration économique et sociale. Car les critiques dont il a été l'objet en France ont conforté certains Allemands dans l'idée que le chef de l'Etat français n'est plus seulement le héros de la construction européenne mais est préoccupé d'endiguer la nouvelle puissance allemande.

M. von Weizsäcker, qui accompagnera M. Mitterrand dans son périple, a essayé la semaine dernière de mettre un peu de baume sur les plaies. Il a affirmé que l'on comprendrait très bien à Bonn que l'unification et l'abandon par la France et la Grande-Bretagne des prérogatives de leur statut de puissances victorieuses de la deuxième guerre mondiale, étaient pour elles un moment difficile à passer.

## Compassion et ironie

Il a souligné que les événements d'URSS et d'Europe de l'Est ne modifieraient pas l'usage de la nouvelle Allemagne dans l'Europe de l'Ouest. Mais il a clairement revendiqué aussi une responsabilité particulière de son pays, en raison de sa situation géographique, dans le nouveau paysage politique européen. Et il a, au passage, ouvertement critiqué le signal négatif adressé aux pays d'Europe centrale par la France, qui a refusé d'entrouvrir les frontières communautaires à leurs exportations agricoles.

M. Mitterrand, le « sphinx » de jadis, auquel on savait gré d'avoir si bien su amadouer un chancelier Kohl affublé d'un titre d'« éti-quette de casseur de porcelaine », a perdu, depuis la réunification, de son prestige. L'ancienne Allemagne de l'Ouest avait besoin de Paris

pour secouer une tutelle américaine devenant bien pesante et s'essayer à plus de liberté. Ayant soif de plus de souveraineté, elle entrevoit de la conquête en tant que dans le cadre européen. La main tendue par François Mitterrand au chancelier Kohl au-dessus des tombes de Verdun était bienvenue.

Le rattachement du président français à la tradition gaullienne, sa défense des valeurs culturelles européennes, son goût pour les mises en scène grandiloquentes, séduisent une opinion publique allemande en quête d'identité. On cra la première brigade mixte franco-allemande et on tenta de contourner le problème de la suprématie nucléaire française en définissant des modes de consultation sur les plans d'emploi de la force de frappe.

Mais, depuis deux ans, depuis l'effondrement du régime communiste est-allemand, les faux pas de la politique mitterrandienne à l'égard de l'Allemagne sont ressenti outre-Rhin avec un mélange de compassion et d'ironie plus que de véritable colère. A la recherche de son nouveau rôle, l'Allemagne a trop peur de son ombre pour ne pas comprendre les méfiances des autres.

## Critiques et proclamations

« Que le président de la France ait essayé après la chute du mur de construire avec Mikhaïl Gorbatchev une barrière contre une unification allemande trop rapide, on peut oser tout le comprendre. Dans la République fédérale non plus, il ne manquait pas de voix qui auraient préféré un rapprochement plus lent à une réunion précipitée des Allemands », écrivait début septembre Christoph Bertram, dans un éditorial de l'hebdomadaire *Die Zeit*.

Mais depuis lors, l'histoire a pris le président français un peu trop souvent à contre-pied, soulignant, en regrettant que l'engagement européen de M. Mitterrand soit « tombé en panne ». Le chef de l'Etat français, estime l'auteur, résumait une opinion répandue, semble « penser plus dans les termes de l'époque de l'entre-deux-guerres que dans ceux de l'an 2000. (...) Mitterrand a tendance à vouloir s'en tenir à l'ancien alors que l'époque demande un ordre nouveau ».

Les critiques ont été relancées ces derniers jours dans la presse allemande, en écho aux attaques dont M. Mitterrand est l'objet en France même. Le président de la République avait pu d'ailleurs se rendre compte que personne de l'état d'esprit ambiant, en juillet, en Bavière. Il s'était alors vivement irrité des questions des journalistes allemands qui lui prétaient l'intention de vouloir, coûte que coûte, s'en tenir au statu quo en Yougoslavie ou chercher à ranimer les vieilles alliances d'avant-guerre avec les Polonais et les Tchèques contre l'Allemagne.

Erreurs de communication ou

maladresses révélatrices, Paris a multiplié ces derniers mois les mauvais signaux, comme les déclarations de M. Cresson à son arrivée à Maastricht sur un « défi allemand » à relever. En matière de défense, le retrait décidé unilatéralement des troupes françaises d'Allemagne avait déçu l'année dernière les plus européens. Bien que relativisée depuis par M. Mitterrand lui-même, la perspective de la mise en service des missiles nucléaires Hades, dont on imagine qu'ils ne pourraient être tirés que sur le sol allemand, est venue relancer les incertitudes sur l'engagement français pour une véritable politique européenne de défense. M. Mitterrand « veut lier l'Allemagne dans une alliance européenne militaire tout en laissant l'engagement de son propre pays dans l'incertitude », écrivait la *Süddeutsche Zeitung*, le 12 septembre.

Les critiques allemandes ne font il est vrai pas toujours dans la nuance. Il est commode pour les éditorialistes de continuer à écrire, sans se soucier des réalités, que le gouvernement de la France centralisatrice ne peut être que favorable à une Yougoslavie jacobine et serbe, ou de brocarder les déclarations françaises sur les exportations agricoles de l'Est. Cela permet de mettre en valeur une Allemagne qui, derrière un activisme incessant et de grandes proclamations, est plus préoccupée pour l'heure de sa propre image que d'une politique vraiment efficace. Le reflet renvoyé par une France qu'on juge enlisée dans ses « préjugés anti-allemands », et dont on pressent qu'elle ne peut plus prétendre au rôle central en Europe, sert de contrepoint aux interrogations sur le poids réel de la nouvelle Allemagne.

Les voix ne manquent pas en Allemagne pour regretter l'apparente paralysie élyséenne du moment. « Sans engagement français, sans une volonté française de tenir le flambeau, la Communauté européenne ne résistera pas à l'épreuve », écrit encore Christoph Bertram. L'intérêt suscité par les spéculations françaises sur l'avenir politique de M. Jacques Delors, crédit d'une bonne compréhension de l'Allemagne et d'un sens des réalités européennes, va dans la même direction.

La visite de M. Mitterrand dans l'est de l'Allemagne peut être une occasion de redresser en partie la barre. Visitant Berlin-Est après l'effondrement du mur en décembre 1989, M. Mitterrand avait donné l'impression de vouloir freiner la réunification en apportant son soutien au dernier chef de gouvernement communiste de l'ex-RDA, M. Hans Modrow. Depuis, l'importance de l'engagement français dans les nouveaux Länder, dans le domaine culturel, et celui des investissements, est cependant venu témoigner que la coopération franco-allemande est plus solide qu'elle en a parfois l'air.

HENRI DE BRESSON

Le ministre-président de Saxe à Paris. A l'occasion d'une visite à Paris, lundi 16 septembre, M. Kurt Biedenkopf, ministre-président de la Saxe, nouveau Land de l'Allemagne unifiée, a rappelé que l'intégration économique de l'ex-RDA et des nouvelles démocraties d'Europe centrale n'était pas seulement un problème allemand mais devait impliquer toute la Communauté. M. Biedenkopf a proposé la création d'une « région économique européenne » comprenant la Saxe, la Silésie et la Bohême, et qui serait sous tutelle française, car, a-t-il ajouté, « l'Allemagne ne peut pas et ne doit pas compter tenu de son passé, s'en charger seule ».

Le président allemand M. Ratzsch reçu par M. Mitterrand. Le président allemand, M. Ratzsch, était attendu mardi 17 septembre, à Paris, pour la signature de la Charte de Paris de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE). Il devait être reçu par M. Mitterrand et par le ministre des affaires étrangères, M. Roland Dumas. L'Allemagne a été officiellement admise au sein de la CSCE lors de la réunion des ministres des affaires étrangères à Berlin, le 20 juin dernier. Elle doit donc signer tous les documents officiels adoptés par les autres participants (l'Europe plus les Etats-Unis et le Canada), depuis l'acte final d'Helsinki du 1<sup>er</sup> août 1975 jusqu'à la Charte de Paris adoptée lors du sommet de la CSCE en novembre dernier.

Outre l'élection d'un nouveau secrétaire général

## Les problèmes posés par l'éclatement de l'URSS domineront la quarante-sixième session de l'ONU

L'assemblée annuelle des Nations unies devait commencer ses travaux mardi 17 septembre, en procédant à l'élection de son président et à l'admission de sept nouveaux pays-membres, dont les pays baltes. Mais le véritable débat s'ouvrira le 23 septembre avec l'intervention de M. Bush.

NEW-YORK (Nations unies)

de notre correspondant

Si la nomination du secrétaire général figure bien dans la liste des 142 points à l'ordre du jour de la quarante-sixième session de l'ONU qui s'est ouverte, mardi 17 septembre, au siège de l'Organisation, le dossier soviétique est officiellement hors-sujet des travaux de l'Assemblée générale.

Et pourtant les quelque trente chefs d'Etat et la centaine de ministres qui vont se succéder à la tribune ne pourront l'éviter. D'abord parce que, après l'avis favorable du Conseil de sécurité, ils devaient se prononcer, dès le premier jour de la session, sur le projet d'admission de la Lituanie, de l'Estonie et de la Lettonie, qui, avec les deux Corées, les îles Marshall et les Etats fédérés de Micronésie, porteront à 166 le nombre des pays membres.

Ensuite à cause des questions vitales que pose, dans toutes les instances de l'ONU, la nouvelle Union soviétique. Qui va occuper le siège de l'Union soviétique au Conseil de sécurité ? Les autres Républiques qui ont réclamé leur indépendance vont-elles également faire acte de candidature ? Dès le 23 septembre, M. Bush donnera le ton. Le président américain devrait prononcer un important discours - le premier devant la communauté internationale depuis les bouleversements intervenus à Moscou - pour expliquer le diplomatie de Washington.

Les pays membres devaient, d'autre part, procéder dès le premier jour à l'élection de celui qui, pendant un an, présidera les travaux de l'Assemblée générale. Après le retrait de la candidature chypriote, et le peu de poids accordé à celle du Yémen (on ne peut pas tant en fonction de la personnalité de l'ambassadeur yéménite à l'ONU que du soutien apporté par ce pays à l'Irak durant la crise du Golfe), seuls

restaient véritablement en lice les ministres des affaires étrangères de Papouasie Nouvelle-Guinée, Sir Michael Thomas Sonare, et l'ambassadeur d'Arabie saoudite aux Nations unies, M. Samir S. Shihabi. En dépit de l'intense activité de sensibilisation à sa cause déployée par ce dernier à l'approche du scrutin, le représentant papou des 3,6 millions d'habitants de cette île du Pacifique sud semblait près de l'emporter.

## Le prince Sadrudine en bonne position

L'élection du nouveau secrétaire général, un poste d'une tout autre importance reposant sur un mandat de cinq ans renouvelable, apparaît, en revanche, beaucoup plus disputée. Depuis que M. Javier Perez de Cuellar, âgé de soixante et onze ans, a confirmé qu'il ne souhaitait pas briguer un troisième mandat, plusieurs noms ont été avancés, mais aucun ne se dégage.

Aut six candidats présentés par l'Afrique, un continent qui n'a encore jamais occupé le poste et parmi lesquels figure M. Boutros Ghali, vice-ministre égyptien des affaires étrangères et l'un des personnalités des accords de Camp David conclus entre Le Caire et Jérusalem, se sont ajoutés d'autres candidatures.

L'une des plus plausibles est celle du prince Sadrudine Aga

Khan, cinquante-huit ans, ancien commissaire aux réfugiés des Nations unies qui a été chargé par M. Perez de Cuellar de la coordination de l'aide humanitaire dans le Golfe. Déjà candidat en 1981, le prince, qui avait le soutien des Etats-Unis - ce qui est toujours le cas - avait recueilli plus de voix que l'ancien ministre péruvien des affaires étrangères à qui le poste devait finalement échoir. Seul un veto soviétique lui avait alors barré la route.

Au-delà des questions de succession, à laquelle devraient participer le père Jean-Baptiste Aristide, qui cherche à resserrer les liens unissant Haïti aux Etats-Unis (et au FMI), et le prince Norodom Sihanouk, à la tête d'une délégation composée des quatre factions cambodgiennes, sera aussi pour Cuba l'occasion de poser la question de l'embargo américain.

En revanche, l'un des traditionnels points chauds de chaque assemblée, le conflit israélo-arabe, ne sera évoqué cette fois que du bout des lèvres. M. Perez de Cuellar l'a d'ailleurs à peine mentionné dans son rapport annuel publié peu avant le début de la session. Signe que le dossier lui semble de peu d'intérêt maintenant qu'il en a été des fois an profit de l'initiative américaine soutenue par Moscou.

SERGE MARTI

## « Optimisme modéré » à New-York à l'ouverture des pourparlers sur la paix au Salvador

Le secrétaire général des Nations unies, M. Javier Perez de Cuellar, a rencontré séparément, lundi 16 septembre à New-York, le président salvadorien Alfredo Cristiani et les chefs de la guerrilla du Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN), pour tenter de relancer les négociations de paix engagées en avril 1990 sous l'égide de l'ONU et bloquées depuis juillet dernier. M. Perez de Cuellar avait proposé « plusieurs idées » sur un ordre du jour des pourparlers et sur un calendrier visant à mettre fin à la guerre civile, qui a fait près de 80 000 morts au Salvador ces onze dernières années. Les entretiens

devaient se poursuivre mardi et pourraient même être prolongés, compte tenu du climat d'« optimisme modéré » dans lequel ils se déroulent.

En cours des derniers mois, les négociations ont permis la signature d'accords sur la protection des droits de l'homme et sur des réformes constitutionnelles mais échouent toujours à la réorganisation des forces armées, selon la guerrilla, qui a décidé une trêve pour la durée des discussions à New-York. Les responsables du FMLN ont estimé « peu probable » la conclusion rapide d'un cessez-le-feu. (Reuters, AFP, UPI)

Le sommet de l'Union du Maghreb arabe à Casablanca

## Le Maroc n'a pu obtenir le soutien de ses partenaires sur la question du Sahara occidental

Il aura fallu plus de deux ans et demi à l'Union du Maghreb arabe (UMA) pour se trouver un siège et un secrétaire général. Hassan II a, en effet, obtenu à l'arraché de ses pairs maghrébins (1), réunis à Casablanca, dimanche 15 et lundi 16 septembre - en l'absence du colonel Kadhafi - qu'il lui combient enfin de doubler vide. C'est ainsi que l'UMA installera son siège au Maroc avec, à sa tête, un secrétaire général tunisien (2).

CASABLANCA

de notre envoyé spécial

La Tunisie, qui cherchait une juste compensation à ses déboires, était candidate pour le tout. N'avait-elle pas accueilli pendant onze ans la Ligue arabe, y plaçant l'un des siens comme secrétaire général, avant que celle-ci ne regagne l'Egypte en début d'année ? Elle n'a dû s'opposer au Maroc, qui a porté l'UMA sur les fonts baptismaux, en 1989 à Marrakech, et qui, au moment où s'engageait de grandes manœuvres autour de la question du Sahara occidental, entendait reproduire l'initiative diplomatique.

Hassan II eût d'ailleurs souhaité que l'affaire du Sahara occidental soit inscrite à l'ordre du jour de ce sommet et que ses pairs de l'UMA se montrent solidaires de la cause marocaine. A cette occasion, la presse locale avait invité le

Maghreb à « prendre une fois pour toutes ses distances avec la dérive sioniste », représentée par le Front Polisario, à gommer les effets d'« affrontements stériles entre les pays de la région », qui ont « entravé le processus unioniste ».

Peine perdue : les partenaires du Maroc se sont sagement retranchés derrière le plan de paix de l'ONU, qui doit aboutir à l'organisation, début 1992, d'un référendum d'autodétermination. On souligne ainsi, dans les milieux autorisés algériens, qu'« il appartient aux Nations unies d'achever le processus de décolonisation du Sahara occidental », étant entendu qu'il convient de « trouver une solution qui donne satisfaction à tous ». On évoque aussi un possible « rapprochement entre les deux parties, qui leur permettrait d'aller ensemble au référendum ».

## Pessimisme pour le Proche-Orient

A propos du Proche-Orient et du plan de paix américain, les chefs d'Etat maghrébins s'en sont tenus à des généralités, jugeant plus sage de connaître au préalable la position de l'OLP, qui réunit, à partir du 23 septembre à Alger, son conseil national. Il leur a aussi paru préférable de ne pas interférer dans la visite que Hassan II, président en exercice de l'UMA, doit rendre au président Bush, le 26 septembre, à la Maison Blanche.

Les Etats-Unis, par la voix du secrétaire d'Etat, M. James Baker, lors d'une récente tournée en Algé-

rie, au Maroc et en Tunisie, avaient offert à l'UMA un siège d'observateur à la conférence de paix sur le Proche-Orient. Mais avant d'accepter cette proposition, les dirigeants maghrébins voudraient y voir plus clair. « Cette participation n'est pas une fin en soi, elle n'est pas essentielle pour faire progresser le processus de paix », explique M. Lakhdar Brahimi, le chef de la diplomatie algérienne. La recherche de ce qu'il appelle un « compromis historique entre les Arabes et Israël » peut, à son avis, « se faire avec ou sans nous ».

S'il la considère comme un « exercice utile », M. Brahimi n'attend pas « grand-chose » de la nouvelle mission de M. Baker au Proche-Orient. Même son de cloche pessimiste du côté marocain. Dans un entretien publié lundi par la *Vie économique*, un hebdomadaire local, Hassan II estime que M. Shamir ne fera pas la paix « parce qu'il ne voudra pas donner l'impression qu'il a trahi sa promotion ; il est de la classe des centurions, il ne voudra pas se dégrader ». Et de conclure : « Shamir n'est pas éternel. Il passera la main à quelqu'un d'autre, plus jeune... »

JACQUES DE BARRIN

(1) L'UMA rassemble l'Algérie, la Libye, le Maroc, la Mauritanie et la Tunisie.

(2) Le sommet a, d'autre part, décidé la réorganisation des différentes institutions de l'UMA : le Parlement en Algérie, l'instance judiciaire en Mauritanie, la Banque d'investissement et de commerce extérieur en Tunisie, l'Université et l'académie des sciences en Libye.

## LE MONDE diplomatique

Septembre 1991

- LA FIN DU POUVOIR COMMUNISTE EN URSS : Reconstruire, par Ignazio Ramonet. - Les batailles à venir, par Jean-Marie Chauvier. - M. Gorbatchev et l'essence de la perestroïka, par Moshe Lewin. - M. Boris Eltsine et l'ordre nouveau, par Amnon Kapeliouk. - Le chandron des nationalistes, par Marc Ferro. - Sons l'œil de Washington, par Paul-Marie de La Gorce.
- PROCHE-ORIENT : Dangereuses colères nées de la dominance, par Jacques Berque. - La Turquie s'embourbe au Kurdistan, par Kendal Nezan.
- CORNE DE L'AFRIQUE : Une région en voie d'éclatement, par Philippe Leymarie. - En Ethiopie, des rivalités ethniques si anciennes, si profondes..., par Gérard Prunier.
- AFRIQUE DU SUD : Le Congrès de l'ANC fait confiance à M. Mandela, par Pierre Beaudet.
- AMERIQUE LATINE : L'Initiative pour les Amériques fait des inquiètes, par Jean-Marie Caroit.
- SOCIÉTÉ : Alerte, Immigrés !, par Philippe Videler.

En vente chez votre marchand de journaux - 18 F

فكرنا من الأصل



حكايا من الاجل

# SCIENCES • MEDECINE

## Pauvres dinosaures

Pour les uns, l'extinction des dinosaures serait due à la chute d'une ou de plusieurs météorites géantes ; pour les autres, de gigantesques éruptions volcaniques en seraient la cause

Les dinosaures et les mammifères sont apparus à peu près en même temps, il y a environ 230 millions d'années. Pendant ces soixante-cinq millions d'années, les mammifères ont vécu sous la forme de toutes petites espèces fort discrètes alors que les dinosaures prospéraient et dominaient même le monde vivant. On en connaît actuellement quelque cinq cents espèces, petites ou grandes, carnivores ou herbivores, bipèdes ou quadrupèdes, qui sont tous à tour apparus et ont disparus. Et on en découvre de nouvelles tous les ans. A la fin du crétacé, le dernier étage de l'ère secondaire, c'est-à-dire il y a 65 millions d'années (plus ou moins 300 000 ans), les dinosaures et d'autres espèces animales et végétales ont disparu alors que survivaient les mammifères, les oiseaux, les crocodiles, les tortues, de nombreux végétaux, etc.

Cette extinction massive, qui marque la fin du secondaire et le début du tertiaire, n'était ni la première, ni la dernière, ni même la plus importante de toutes celles qui, à diverses époques des temps géologiques, ont fait disparaître une bonne partie du monde vivant. On est sûr qu'il s'en est produit d'autres, aux alentours de -570 millions d'années, de -350 millions d'années, de -235 millions d'années, de -195 millions d'années, de -65 millions d'années, de -37 millions d'années. Sans compter celle d'il y a 10 000 ans (à la fin de la dernière grande glaciation) lorsque ont disparu, notamment, les mammouths et divers autres gros mammifères (le Monde du 13 novembre 1989).

L'extinction la plus massive, par le nombre de groupes d'êtres vivants affectés (y compris ceux des animaux marins), est celle de -252 millions d'années. Elle est la plus importante : elle a même été récemment minimisée par J. David Archibald, de l'université de Californie à San-Diego, qui pense que

64 % des espèces animales y ont survécu et donc que 36 % seulement ont alors disparu. On ne sait trop à quoi attribuer ces extinctions répétées. Jusqu'à présent, on ne peut pas les relier à de grandes variations climatiques ou à des régressions marines importantes. Et, curieusement, c'est l'extinction massive de -65 millions d'années - pas la plus importante donc - qui excite le plus d'hypothèses et de controverses. Probablement parce qu'elle a fait disparaître les dinosaures, qui sont, sans nul doute, les animaux fossiles les plus populaires, les plus aimés du grand public de tous âges.

### Des vagues de 500 à 1 000 mètres

En 1978, le physicien américain Luis Alvarez (prix Nobel en 1985) et son fils Walter, géologue, ont proposé l'hypothèse selon laquelle l'extinction massive de -65 millions d'années aurait été provoquée par la chute d'une énorme météorite. Ils avaient trouvé en Italie, en effet, que la mince couche géologique datant de cette époque était anormalement riche en iridium (40 à 55 parties par milliard) et en osmium (45 parties par milliard), éléments très rares sur la Terre (0,3 partie par milliard au maximum dans les sédiments «normaux») mais présents en relativement plus grandes quantités (500 et même plus parties par milliard) dans certaines météorites. Par la suite, la même anomalie a été trouvée dans diverses régions de notre planète dans des minces couches géologiques du même âge. En outre, ces excès d'iridium et d'osmium sont accompagnés de cristaux de quartz ayant incontestablement subi les effets d'un choc très violent.

Dans le même temps, d'autres spécialistes avaient fondé l'extinction massive de -65 millions d'années pouvait avoir pour cause la gigantesque émission de laves (plus

d'un million de kilomètres cubes) qui, à cette époque et en quelque 100 000 ans, ont recouvert 650 000 kilomètres carrés du Décan d'une couche de basalte (les *trapps*) épaisse par endroits d'environ 3 000 mètres. La vapeur d'eau, le gaz carbonique et les composés soufrés, fortement émis en même temps que les laves, auraient pu produire des variations importantes du climat, fatales à nombre d'espèces vivantes.

Bien que la théorie volcanique ne pût expliquer la présence des quartz choqués et l'abondance relative d'iridium et d'osmium, aucune des deux hypothèses n'arrivait à «battre» l'autre. Mais à partir de novembre dernier, plusieurs découvertes sont venues renforcer la théorie de la météorite géante on de plusieurs météorites géantes qui pourraient être les morceaux d'un unique corps céleste.

On a d'abord trouvé dans le nord de la péninsule mexicaine du Yucatan la structure de Chicxulub, d'un diamètre probable de quelque 170 kilomètres, qui semble bien être la trace d'un impact d'une énorme météorite d'un diamètre de 10 kilomètres, trace qui est d'ailleurs située à cheval sur la terre ferme et sur les fonds voisins du golfe du Mexique. Aux alentours de -65 millions d'années, le nord de la péninsule du Yucatan était sous quelques centaines de mètres d'eau. La chute d'un gigantesque corps céleste dans la mer engendrerait forcément un monstrueux tsunami (une onde qui, à l'approche de certaines côtes, s'élève en vagues démesurées). Dans le cas d'une météorite de 10 kilomètres de diamètre, les vagues pourraient être hautes de 500 à 1 000 mètres.

Or, en 1988, Joanne Bourgeois, de l'université de Washington, avait trouvé sur les rives d'un petit cours d'eau du Texas les traces d'un énorme tsunami. Mieux encore, on a découvert que, dans le sud de Haïti, la fameuse couche enrichie en iridium

et en osmium contenait beaucoup de microtectites, c'est-à-dire de minuscules billes de verre provenant des effets d'un très violent impact sur des roches terrestres. Les tectites de Haïti sont les plus grosses connues à ce jour (jusqu'à 8 millimètres de diamètre) parmi celles qui sont liées à l'événement de -65 millions d'années : elles ont pu, en effet, être datées avec une bonne précision : 64,5 millions d'années (plus ou moins 500 000 ans). Enfin, des études de la couche à iridium, osmium et tectites ont montré que sa texture est le résultat de plusieurs événements successifs : impact d'une énorme météorite et peu après quelque chose qui pourrait être le défilement d'un gigantesque tsunami.

### Deux autres structures

On connaît aussi dans l'Etat américain de l'Iowa la structure Manson, qui ne mesure «que» 35 kilomètres de diamètre mais à laquelle les données faites au début de 1989 ont donné un âge de -65,7 millions d'années (plus ou moins 1 million d'années). Et on vient de réviser la datation de la structure de Popigai (en Sibérie) : de -30 millions d'années, on est passé à -65 millions d'années.

La conjonction de ces nouvelles arguments ne convainc pas tous les tenants de la théorie volcanique, ni tous les paléontologues. Ces derniers, même s'ils ne peuvent dire en combinaison de temps (de 0 à 500 000 ans) s'est produite l'extinction massive de -65 millions d'années, font remarquer que les énormes quantités de poussière, forcément projetées dans la stratosphère par l'impact de gigantesques météorites, sont non seulement retombées après un délai relativement bref, pas assez long en tout cas pour avoir provoqué un «hiver météorique» suffisamment long pour faire disparaître de nombreuses espèces vivantes.

Mais il ne faut pas oublier qu'à l'obscurcissement plus ou moins long - ou plus ou moins bref - du ciel sont sûrement venus s'ajouter les ravages monstrueux faits par le tsunami sur les continents, les incendies planétaires dont on retrouve les traces incontestables dans la couche à iridium et les répercussions qu'une ou plusieurs chutes de météorites géantes ont dû avoir dans l'atmosphère basse et haute.

A l'International Conference on Near-Earth Asteroids, qui s'est tenue en Californie du 30 juin au 3 juillet, P. Hirt (Institute of Advanced Study of Princeton), Eugene M. Shoemaker (US Geological Survey), Walter Alvarez et A. Montanari (université de Californie à Berkeley) ont fait une communication très intéressante sur l'éventuelle multiplicité de chutes de météorites géantes. Pour ces quatre chercheurs, on peut imaginer qu'une comète de 20 kilomètres de diamètre s'est divisée en nombreux fragments - comme cela arrive à 3 % des comètes connues - et que des morceaux sont tombés sur la Terre à des intervalles de temps rapprochés (de un jour à plusieurs années). D'énormes projections de poussière se seraient ainsi succédées. Les auteurs de la communication reconnaissent honnêtement que le scénario qu'ils proposent doit être fort rare, même à l'époque la plus ténébreuse de l'ère secondaire (-245 à -65 millions d'années) puisque l'essentiel des chutes des énormes météorites qui ont contribué à la formation de la Terre s'est produit entre -4,6 milliards d'années (période où s'est constitué le système solaire) et -3 milliards d'années.

Certes, trois impacts seulement ont été retrouvés à ce jour pour les alentours de -65 millions d'années. Mais il ne faut pas oublier que les océans couvrent la plus grande partie de la planète (71 % actuellement) et donc que, mathématiquement, il tombe plus de météorites dans l'océan que sur les continents. En outre, les fonds

océaniques se renouvellent constamment : les nouveaux se créent, tandis que les anciens disparaissent dans les profondeurs de la Terre. Enfin, sur les continents, les cratères marquant l'impact des météorites sont peu à peu effacés par l'érosion : les traces des «vieux» cratères sont difficilement repérables.

Une dernière découverte «troublante» a été annoncée dans le numéro du 22 août de l'éphéméride britannique *Nature* par David Brice (Environment Canada) et Dennis R. Brannan (Royal Tyrrell Museum, Drumheller, Alberta) : ces deux chercheurs ont trouvé, dans la couche à iridium d'un site de la province canadienne de l'Alberta, des diamants minuscules (de 3 à 5 millimètres de diamètre) comme on en connaît dans les météorites carbonées. Pour Claude Perron (Muséum national d'histoire naturelle), la présence de ces diamants pourrait être justifiée par la relative proximité des impacts du Yucatan et de l'Iowa.

Toutes ces récentes découvertes et observations ne permettent pas - tout en nous laissant encore - d'avoir des certitudes sur les causes de la disparition des dinosaures... et de quelques autres espèces. Mais elles ont apporté un séduisant faisceau de présomptions concordantes. Espérons qu'au cours des mois ou des années prochains d'autres éléments d'informations seront versés au dossier. Ce qui obligera peut-être les spécialistes à réviser complètement leurs théories et leurs hypothèses... Mais, de toute façon, n'oublions pas que, même si la cause de la disparition des dinosaures est un jour élucidée, il restera à comprendre les raisons des autres extinctions. Enfin, il faut se rappeler que, sans ces extinctions massives qui, toutes, ont eu l'effet bénéfique de libérer des niches écologiques, des espèces vivantes n'auraient pas eu les conditions indispensables à leur «succès» ultérieur.

YVONNE REBEYROL

## Les squelettes du désert de Gobi

«Vous voyez un bout d'os qui affleure. A la main, vous débarrassez le sable très fin, on pourrait dire fluide. Et peu à peu apparaît un squelette complet, long parfois de plusieurs mètres, dont tous les os sont encore en connexion, dans la position même où le dinosaure est mort. Vraiment, le désert de Gobi de Mongolie est la paradi pour les amateurs de dinosaures...» L'enthousiasme de Philippe Taquet, directeur de la chaire de paléontologie au Muséum national d'histoire naturelle, fait plaisir à voir. Tout comme celui de Donald et Denise Russell (CNRS), dont les «objets» sont nettement moins spectaculaires, puisqu'il s'agit de crânes minuscules de tout petits mammifères.

### Nouveaux partenaires

On sait depuis 1923 que tout le sud désertique de la Mongolie est une des régions du monde les plus riches en fossiles de dinosaures et de petits mammifères contemporains des «terribles lézards». Cette année-là, en effet, une expédition américaine était allée dans le désert de Gobi à la recherche... du baron de Humboldt. Elle n'y avait rien trouvé dans le domaine de la paléontologie humaine, mais avait découvert d'innombrables restes de dinosaures, ainsi que ceux de petits mammifères. Après la seconde guerre mondiale, l'URSS, puis la Pologne (à partir de 1963), en coopération avec les paléontologues mongols, ont envoyé plusieurs expéditions très fructueuses dans le désert de Gobi (le Monde du 27 juin 1973).

Les changements politiques survenus au cours des années récentes en URSS et en Mongolie - qui se démarquent peu à peu du communisme depuis plus d'un an - ont amené les spécialistes mongols à chercher de nouveaux partenaires. Dès le printemps de 1990, les Mongols ont donc demandé au Muséum national d'histoire naturelle et au Centre d'études et de recherche de la fondation Ligabue (Venise), d'une part de leur envoyer plusieurs de leurs paléontologues qui travailleraient



Un fossile de tarbosaurus long d'une douzaine de mètres

sur le terrain avec les leurs, d'autre part d'étudier avec la Mongolie l'organisation d'une exposition qui présenterait d'abord à Venise puis à Paris, quelques-uns des plus beaux dinosaures et mammifères du désert de Gobi. L'expédition a eu lieu du 1<sup>er</sup> au 31 juillet (1). L'exposition se tiendra à Venise de janvier à septembre 1992 et au Jardin des Plantes de Paris d'octobre 1992 à mars 1993.

Cette richesse paléontologique extraordinaire s'explique parce que l'histoire géologique a divisé le

désert de Gobi en hauts bassins continentaux, isolés et fermés depuis 230 millions d'années (le milieu du Trias). Cette situation exceptionnelle a fait que des sédiments continuent à s'y accumuler depuis lors - avec leurs fossiles - et s'y sont conservés d'autant mieux que la région est désertique ou semi-désertique et n'est donc le siège d'aucune grande et régulière érosion fluviale. En plus, les très rares pluies sont parfois violentes et les vents sont

très fréquents et très forts, ce qui dégage naturellement les fossiles.

L'expédition du mois de juillet dernier dans le sud de la Mongolie, comme toutes celles qui l'ont précédée, a été fructueuse, même sur des sites qui avaient déjà été explorés. Les fossiles mis au jour - dont certains ont été confiés pour étude par les Mongols à la France et à l'Italie - sont assez variés pour des dinosaures puisqu'ils datent du crétacé inférieur (-135 à -95 millions d'années) et supérieur (-95 à -65 millions d'années).

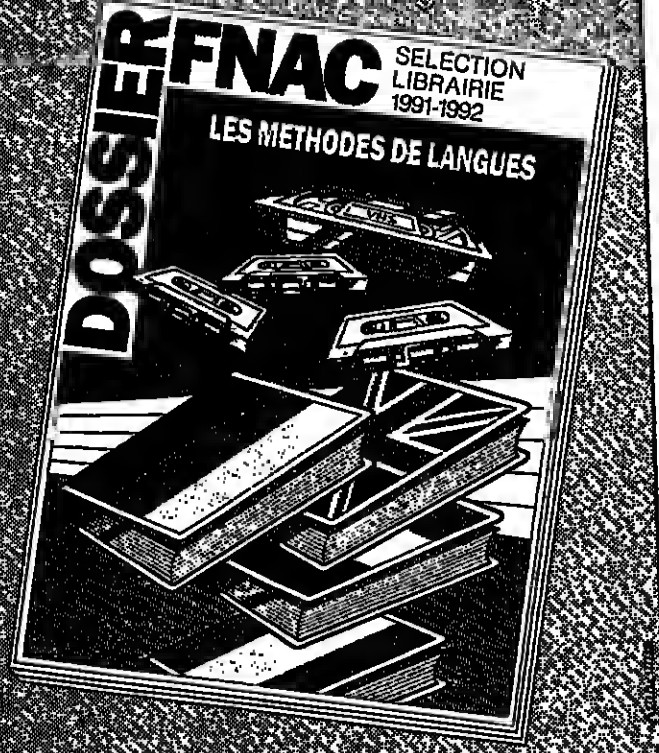
### Une main complète d'iguanodon

Ont été découverts cette année une main complète d'iguanodon, qui permettra d'étudier la parenté avec les iguanodonts d'Europe, deux nids de saurapodes avec leurs œufs, deux crânes complets de petits mammifères avec leurs dents «multituberculés», comme on en connaît déjà des cousins d'Amérique du Nord, un crâne complet de protocératops (un gros herbivore), des squelettes complets de tarbosaurus (d'énormes carnivores longs d'une bonne quinzaine de mètres comme leurs contemporains tyrannosaures d'Amérique du Nord), la première empreinte connue de la peau granuleuse d'un tarbosaurus. Pour ne parler que des découvertes les plus importantes.

Tout au long de l'expédition, des études de terrain ont été faites, des photos et un film ont été pris. Ce qui permettra de remettre dans leur cadre ancien et actuel les dinosaures de Mongolie présentés aux expositions de Venise et de Paris.

Y. R.

(1) Ont participé à cette expédition de juillet 1991 Bernhard Riechen (directeur de l'Institut de paléontologie de Mongolie et... depuis), Kishilevina (Togobazar) (conservateur du musée de paléontologie d'Oulan-Bator), Philippe Taquet, Donald Russell, Bernard Batist (paléontologue au Muséum national d'histoire naturelle, qui parle très bien mongol et un peu mongol), Giancarlo Ligabue, Sergio Manzoni et Viviano Domegnici (tous trois de la fondation Ligabue).



Dans le brouhaha des méthodes de langues la Fnac vous aide à choisir celle qui vous parle le mieux.

Parler parfaitement une langue étrangère, comprendre et se faire comprendre, c'est aujourd'hui une nécessité, mais aussi un plaisir. Seul problème : trouver la bonne méthode parmi toutes celles qui existent sur le marché, et elles sont nombreuses ! Pour vous aider dans ce choix difficile, les libraires spécialistes de la Fnac ont sélectionné parmi près de 100 méthodes les 56 meilleures. Ils les ont testées et analysées selon des critères précis et les ont réunies dans un dossier. Vous pourrez constater que les plus connues ne sont pas forcément les plus performantes... Le dossier Fnac : la bonne méthode pour choisir la meilleure méthode de langues.





## SCIENCES • MEDECINE

## Les protéines à la ferme

La production de protéines humaines dans le lait d'animaux transgéniques pourrait passer, dans les prochaines années, à un stade industriel

**A** quand les fermes «moléculaires»? La production industrielle de protéines humaines à usage thérapeutique dans le lait des chèvres, des brebis, ou même des vaches, deviendra-t-elle, dans les prochaines années, une réalité? Cette perspective apparaît suffisamment réaliste aux industriels de la pharmacie pour qu'ils collaborent à de nombreux programmes de recherche.

En 1987, une équipe de chercheurs britanniques démontait pour la première fois qu'un souris «transgénique» pouvait produire dans le lait une protéine étrangère, en l'occurrence une bêta-lactoglobuline de mouton.

Depuis, une dizaine d'équipes ont travaillé à travers le monde sur différents mammifères pour aboutir à la production de protéines humaines. Trois équipes de chercheurs viennent de faire état dans l'édition de septembre de la revue britannique *Bio-technology* de résultats particulièrement encourageants pour le passage à un stade industriel. Deux d'entre elles rapportent notamment la production à des taux «économiquement viables» de protéines humaines produites dans le lait de brebis et de chèvre.

La «transgénèse» permet de créer des animaux capables de cette alchimie. Au prix de manipulations génétiques complexes, les mammifères inté-

grent, dans leur patrimoine héréditaire, un ou plusieurs gènes, qui leur sont normalement étrangers. Il faut adjoindre au gène de la protéine humaine qu'on souhaite voir produire par l'animal un «promoteur», c'est-à-dire une séquence génétique particulière. Son rôle est de contrôler le fonctionnement du gène et de déterminer dans quel tissu (foie, glande mammaire...) il doit «s'exprimer». Ensuite, plusieurs copies du gène sont injectées avec une micropipette directement dans l'embryon, qui a été prélevé sur une femelle après fécondation *in vivo*. Enfin, les œufs sont implantés chez une femelle «pseudo-gestante» (1).

Selon les travaux publiés dans *Bio-*

technology, une brebis transgénique a pu ainsi produire plus de 60 grammes d'alpha-1-antitrypsine par litre de lait, une protéine humaine prescrite dans le traitement de l'emphyseme. Cette production s'est ensuite stabilisée aux alentours de 35 grammes par litre. Ce «record» incombe à la société Pharmaceutical Proteins (Edimbourg, Royaume-Uni). An total, l'équipe écossaise a réussi à obtenir quatre brebis transgéniques produisant toutes plus d'un gramme par litre de lait de cette protéine. Un niveau considéré comme rentable par les industriels de la pharmacie.

## L'alchimie des gènes

Une autre équipe associant l'université de Tufts (Grafton, Massachusetts) et la société Geunzyme Corporation (Framingham, Massachusetts) a réussi à produire une autre protéine, le tPA (activateur tissulaire du plasminogène), à partir du lait d'une chèvre transgénique. Cette enzyme, capable de dissoudre les caillots sanguins, est utilisée dans le traitement des infarctus du myocarde. Les niveaux de production atteignent 3 microgrammes par millilitre, une quantité négligeable. Mais les chercheurs annoncent, dans leur article, que ce niveau a été, depuis lors, dépassé par un autre animal qui produit 2 à 3 grammes par litre de lait de cette protéine (les technologies actuelles ne permettent pas de maîtriser le site d'intégration du gène dans le génome, qui influence la production de la protéine).

Enfin, une troisième équipe, néerlandaise, associant l'université de Leyde et la société Gene Pharming Europe, a produit un bovin transgénique, porteur du gène de la lactoferrine humaine, une protéine qui transporte le fer et aurait des propriétés antibactériennes. Toutefois, le mâle ne produira pas cette protéine, qui doit normalement «s'exprimer» dans la glande mammaire d'une femelle. Mais sa future progéniture pourrait avoir plus de chances.

Actuellement, les rendements de ces

opérations restent faibles. En manipulant cent embryons de souris, on peut espérer obtenir de deux à cinq souris transgéniques. Cette proportion chute pour les autres mammifères. Ainsi, dans l'étude de l'équipe écossaise, 549 embryons de moutons ont dû être manipulés pour obtenir cinq animaux transgéniques. Ces techniques deviennent particulièrement onéreuses avec les bovins, qui sont pourtant, par leur production de lait, des animaux intéressants.

Des estimations portent à 30 000 francs le prix de revient d'un lapin transgénique obtenu par la méthode de micro-injection, contre 300 000 francs pour un mouton et 2 500 000 francs pour une vache. Dans l'étude hollandaise, les chercheurs ont réussi à abaisser le prix de revient de leurs vaches transgéniques en prélevant des ovocytes sur des vaches d'abattoir. Ces ovocytes ont ensuite fait l'objet d'une maturation et d'une fécondation *in vitro* et non *in vivo*.

## Des lapins transgéniques

En France, l'Institut national de recherche agronomique (INRA) avec la société Transfusion Médecine Innovation (TMI) et l'Institut national de transfusion sanguine, s'attache à la production, par des lapins transgéniques, de facteur VIII, une protéine essentielle à la coagulation, et d'érythropoïétine, une protéine qui stimule la production des globules rouges. La production de lait de ces lapines, autour de 200 millilitres par jour, en font des prétendues honorables à la production de certaines protéines nécessaires en quantité limitée. Leur rapidité de production et leur prix de revient bon marché plaisent également en leur faveur.

«Avec trois cents femelles allaitantes», explique M. Louis-Marie Houdébine, directeur de recherche à l'INRA, on peut espérer obtenir un kilo de protéines recombinantes (2) par an. Mais il nous faut trouver des formules d'associations adéquates avec des

industriels si nous voulons développer cette méthode à grande échelle. Nous souhaiterions d'ici la fin de l'année 1992 avoir obtenu des lapins fondateurs de lignées capables de produire plusieurs grammes par litre de lait d'érythropoïétine ou de facteur VIII». Pour l'heure, les lapins de l'INRA se limitent à la production d'alpha-1-antitrypsine dans le sang, qui constitue un «fluide biologique» nettement moins intéressant que le lait, facilement renouvelable.

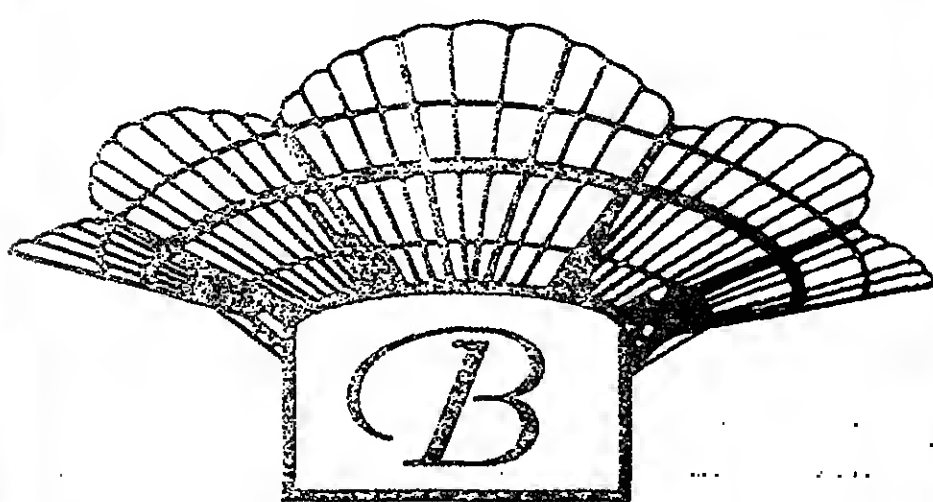
Dans les années à venir, on estime que trente-cinq protéines humaines pourraient être candidates à une production à partir du lait d'animaux transgéniques. Parmi les mieux placés figurent l'alpha-1-antitrypsine, l'érythropoïétine, l'hormone de croissance humaine, le tPA, les facteurs VIII et IX, la protéine C, ou encore l'albumine. Actuellement, les protéines humaines sont obtenues à partir de différentes techniques, issues du génie génétique ou non. Elles peuvent pour certaines, comme le facteur VIII, être extraites du plasma de sang humain. D'autres, comme l'érythropoïétine, sont produites à partir de cultures de cellules de mammifères. D'autres encore à partir de cultures de bactéries ou de cellules d'insectes. Dans cette panoplie de techniques, chacune à ses avantages et ses inconvénients, les protéines considérées. Et le coût devrait être le facteur déterminant dans le choix de l'une ou de l'autre.

Pour l'heure, on se concentre donc sur la phase industrielle. Même si les travaux de certaines équipes sont très avancés, il faut encore passer la phase des essais cliniques, qui risquent d'être longue et complexe, pour aboutir à l'implantation de mise sur le marché.

MARTINE LARONCHE

(1) Il s'agit d'une femelle préalablement accouplée avec un mâle vasectomisé afin d'être prête hormonnellement à accueillir l'embryon manipulé.  
(2) Une protéine recombinante est une protéine fabriquée par un génie qui a été transférée dans un organisme étranger.

Du 17 au 23 Sept. 1991



Essayer  
Une gamme d'exception  
à la Grande Cascade

À la Grande Cascade du Bois de Boulogne,  
vous pourrez essayer  
les modèles de la gamme Renault 25  
et les dernières nouveautés:  
la Clio Baccara  
la Clio 16 Soupapes  
la Renault Espace  
la Renault Alpine  
et la toute nouvelle Renault 19 Cabriolet.



Si vous souhaitez prendre  
un rendez-vous d'essai,  
téléphenez au  
NUMERO VERT 05 25 19 92

RENAULT  
LES VOITURES  
À VIVRE

## Les chemins de Bibracte

Les fouilles du site gaulois du mont Beuvray sont l'un des «grands chantiers» présidentiels

**D** EPUIS 1984, le mont Beuvray - l'ancien oppidum de Bibracte de la tribu gauloise des Eduens, où Vercingétorix a été élu par les représentants des diverses tribus chef des armées gauloises, où César a écrit ou dicté, pendant l'hiver de 52 avant notre ère, ses Commentaires sur la guerre des Gaules - est un «site national» et un des «grands chantiers du président». Des crédits annuels d'environ 3 millions de francs lui ont ainsi été attribués pour une période de dix ans. Depuis six ans, une équipe d'archéologues français et étrangers, dirigée actuellement par Jean-Paul Guillaumet (CNRS), fouille le site à 821 mètres d'altitude et étudie les innombrables trouvailles (100 mètres cubes, soit quelque 10 millions d'objets divers, dont les neuf dixièmes sont des tessons de céramique) dans la base archéologique voisine de Glux-en-Glenne (Nièvre).

Abandonné quelques décennies après la conquête romaine au profit d'Aulun avec laquelle il a été longtemps confondu, le site de Bibracte était tout de même vaguement resté dans la mémoire populaire locale. Mais il a fallu attendre les premières fouilles faites de 1867 à 1895 par Jacques-Gabriel Bulliot, puis de 1897 à 1907 par Joseph Déchelette, pour que le mont Beuvray soit formellement identifié comme étant le site de Bibracte.

Les fouilles actuelles sont, bien évidemment, beaucoup plus rigoureuses que celles de Bulliot et de Déchelette et elles s'efforcent, comme c'est maintenant la règle absolue en archéologie, de retrouver les modes de vie : développement de l'urbanisation en Gaule et organisation spatiale de la ville, structure de la société gauloise, économie de l'oppidum, processus de la romanisation, jalons chronologiques qui mettent en concordance les vestiges matériels et les sources écrites.

Les vestiges matériels ne sont pas très spectaculaires, comme c'est presque toujours le cas avec les Gaulois : l'essentiel des constructions, en effet, était alors édifié en bois et terre. Même le rempart, long de 5,230 kilomètres, large de 5 mètres et haut de 4 mètres, qui entourait complètement l'oppidum

et qui n'est plus visible que par un talus à peu près continu mais informe.

Les fouilles ont montré que le rempart gaulois - qui a été construit en plusieurs phases et qui a succédé à une simple palissade - était conforme aux descriptions de *muris gallicis* données par César : de la terre armée de poutres en bois non équarries, entrecroisées à l'horizontale et clouées à leurs croisements ; le tout habillé d'un simple parement de pierres sèches. La porte du Rebut, celle par où entre la route moderne à sens unique qui traverse le site, est en cours de reconstruction avec 4 mètres de rempart. Ce travail expérimental utilise, autant que faire se peut, les pierres d'origine et une terre aussi semblable que possible à la terre «gauloise», qu'il a fallu aller chercher à 20 kilomètres. La porte du Rebut se composait de deux portes successives décalées en tenant l'une par rapport à l'autre. Elle était large de 12 à 20 mètres - un record pour tous les oppida connus. Sa reconstruction permettra aux visiteurs d'avoir une bonne idée de ce qu'était un *muris gallicus*.

## Comprendre la civilisation gauloise

Les fouilles actuelles ont montré que l'oppidum de Bibracte avait été fondé vers 150 ou 120 avant Jésus-Christ et que les 135 hectares de la ville forte des Eduens étaient organisés en quartiers spécialisés : au milieu, résidences aristocratiques dont subsistent de grandes caves et parmi lesquelles une maison «romaine» (avec atrium et péristyle) est en cours de fouille ; au nord-est et au sud-ouest, artisanat et commerce ; au sud, marchés ; sans oublier des lieux de culte au moins dans trois endroits différents.

Bibracte a continué à jouer un rôle important jusqu'au début de l'ère chrétienne. Ce qui permet de voir les premières influences de la conquête romaine. Ainsi, la voie gauloise, qui traverse tout l'oppidum, a-t-elle été recouverte par une voie gallo-romaine pavée, large de 15 mètres qui devait être bordée de portiques en bois.

De cette époque aussi date proba-

blement le bassin de pierres long d'une douzaine de mètres qui occupait le croisement de cette voie avec une «rue» de moindre importance et qui a été découvert en 1987. Ce bassin est fait de pierres trapézoïdales de granite jointoyées par une argile plastique très pure. Ce granite ne vient pas de l'oppidum, mais probablement d'une carrière située à 7 ou 8 kilomètres. Les blocs ont été apportés à l'état d'ébauches : les débris de la taille finale ont été retrouvés tout près du bassin.

Tout récemment encore a été faite une découverte fort intéressante : dans la fontaine Saint-Pierre, antique certes mais restaurée au dix-neuvième siècle et visitée très longtemps comme lieu de pèlerinage chrétien, les archéologues ont trouvé un énorme et long pilier de bois sculpté d'un décor géométrique. Cela montre que les Gaulois, qui étaient de superbes orfèvres, savaient aussi faire des architectures de bois soignées et artistiques.

L'oppidum des Eduens n'a pas été complètement abandonné au début du premier siècle de notre ère. Une foire très importante s'y est tenue le premier mercredi de mai jusqu'au dix-neuvième siècle. En outre, un couvent de cordeliers, construit en grande partie avec les pierres du parement du *muris gallicus*, l'a occupé du quatorzième au dix-huitième siècle. L'abside ronde de la chapelle a été dégagée en 1990. Ce qui a permis de mettre au jour des restes d'enduit des murs et de pavage de terre cuite.

Ces vestiges sont peu spectaculaires. Mais les visiteurs devraient bientôt comprendre la civilisation gauloise, brillante et pourtant méconnue. A un endroit qui reste à préciser, mais qui sera situé en contrebas de l'oppidum, sera construit un musée de la civilisation celtique. Là seront exposés des objets trouvés à Bibracte et des copies d'objets découverts sur d'autres sites celtiques français et étrangers et seront expliqués les modes de vie de «nos ancêtres les Gaulois». Depuis le mois de juin, une petite exposition, installée au bord de la route d'accès au site, donne déjà une idée de ce que devrait être le futur musée.

Y. R.

فكرنا من الأصل



هكذا من الامل

# AFRIQUE

Un colloque francophone à Cotonou (Bénin)

## Les moyens élémentaires du «renouveau démocratique»

Réunis sur le thème «L'Etat de droit au quotidien», les participants à un colloque international de la communauté francophone, qui s'est achevé samedi 14 septembre à Cotonou, ont défini quelques propositions pratiques pour développer et renforcer la démocratie, notamment en Afrique, où une «révolution» comparable à celle de l'Europe de l'Est est en train de gagner le continent. Juristes et parlementaires pour le plupart, les délégués ont contribué à la préparation du quatrième sommet de la francophonie, qui aura lieu fin novembre à Paris, leurs recommandations devant être soumises aux chefs d'Etat et de gouvernement des quarante deux pays membres de l'organisation.

COTONOU

de notre envoyé spécial

«Qu'il est long le chemin de la liberté et de la démocratie...» Déclaré à l'ouverture du colloque, ce poème ne pouvait mieux en introduire les travaux. Il avait été composé en janvier 1989 par les étudiants de l'université de Cotonou, dont la grève allait sonner le glas du régime dictatorial du président Mathieu Kérékou. Mais, deux ans et demi après, il traduisait encore les espoirs et les inquiétudes du Bénin, qui a lancé en Afrique - jusqu'au Zaïre, en passant, entre autres, par la Côte d'Ivoire et le Niger - le phénomène des «conférences nationales». Ces «états généraux» devenus, avec plus ou moins de réussite pour le moment, la recette d'une transition en douceur vers la démocratie dans des pays auparavant en proie à des systèmes politiques autoritaires de parti unique.

Pour beaucoup membres actifs de ces assemblées, les congressistes de Cotonou n'ont pas craint d'affirmer que le mouvement de liberté qui

d'étend actuellement sur le continent africain est «irréversible», alors qu'il connaît bien des aïeux et des difficultés. Le secrétaire général de l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT), organisation intergouvernementale de la francophonie, M. Jean-Louis Roy, a même déclaré que, «aujourd'hui, c'est le multipartisme qui est la règle et son contraire l'exception». A en croire le rapport final du colloque, l'ensemble de la communauté francophone est unanime pour admettre l'avènement d'une «Internationale de la démocratie libérale et pluraliste». Pourtant de notables «exceptions» demeurent. Les délégués ont définitivement tourné la page de l'histoire sur le marxisme-léninisme, devant un représentant impassible du Vietnam, tout comme ils ont annoncé la fin des dictatures et des régimes où sévit l'arbitraire, en présence de leurs collègues zairois et marocains.

Là où le changement s'est produit, une fois les fondements constitutionnels de la démocratie établis dans un grand moment d'euphorie, on peut dire que les ennemis commencent... Les Béninois peuvent en témoigner, alors que leur pays subit maintenant des graves en série, qui mettent en péril une économie déjà exsangue et risquent de déstabiliser le nouveau gouvernement. «Renouveau démocratique»? Encore faut-il avoir les moyens les plus élémentaires de l'assurer et de le développer, voire tout simplement de le préserver. Les pays africains sont fort démunis.

Le nouveau président d'une République du Bénin qui a rayé son adjectif «populaire», M. Nicéphore Soglo, a souligné, à l'ouverture du colloque, les «exigences de la démocratie», en précisant qu'il ne saurait y avoir de «liberté sans «pain». «La crise économique, révélatrice des errements et faiblesses des systèmes africains a rendu évidente l'urgence d'une action coordonnée pour le développement politique et développement socio-économique», a-t-il déclaré, ajoutant que le «tableau», pour l'ensemble de la région est «déplorable»: «Une économie délabrée et sous programme d'ajustement structurel au-

jourd'hui imposé par les créanciers et bailleurs de fonds], un tour de «changement galopant (L.), un pouvoir d'achat faible exaspérant l'impopularité».

Le rapport général du colloque ajoute qu'il faut redouter que les «espoirs légitimes des peuples» puissent «être déçus» et «se transformer en cauchemar».

### Protéger les droits

Au chapitre des «actions concrètes», les experts réunis à Cotonou indiquent que tous les Etats qui ne l'ont pas fait devraient être amenés à ratifier les différentes conventions internationales ou régionales sur les droits de l'homme et recommandent la création au sein de la communauté francophone d'une «structure» chargée de la «protection» de ces droits, ainsi que de la réception des plaintes collectives ou individuelles ayant trait à leur violation. Les participants au colloque souhaitent «la définition du statut - ou l'élaboration d'une charte - des partis politiques», qui porterait aussi sur leur financement, et posent la question de leur éventuel caractère ethnique ou confessionnel, sans se prononcer sur ce problème épineux.

Estimant que le travail des parlements est souvent déprécié et mal connu des citoyens, ils dénoncent le «manque criant» de moyens en matériel et en personnel administratif qualifié, surtout au niveau de la documentation - bien que des initiatives internationales aient été prises dans ce domaine. Ils conseillent un accroissement des efforts déjà réalisés en matière de formation et de coopération interparlementaire. Jugant que la démocratisation va de pair avec une «large décentralisation» du pouvoir, ils insistent sur le besoin général d'une administration publique «efficace» et «transparente». «Mal formés, mal payés, peu considérés, les fonctionnaires méconnaissent fréquemment les règles les plus élémentaires de leur déontologie», déclarent les rapporteurs, qui évoquent, bien sûr, ces maux endémiques: le «clientélisme» et la corruption, en rappelant la devise «ser-

vir et non se servir». Ils préconisent l'inspection périodique des services et un «audit» régulier de l'action publique pour mieux l'adapter à l'attente des citoyens et des gouvernements.

Ainsi que l'avait fait au début le président Soglo en parlant de la nécessité de la «réhabilitation de la justice comme pilier de l'Etat de droit», le colloque a mis l'accent, cinq jours durant, sur les carences des appareils judiciaires mis en sommeil sous des régimes de non-droit. Une visite de la cour d'appel de Cotonou révèle un dénuement complet, tout à fait semblable, selon les magistrats étrangers présents dans la capitale béninoise, à celui de nombreuses juridictions dans les autres pays africains: manque de machines à écrire et même du mobilier nécessaire pour ranger les dossiers; des photocopieuses scieries presque à l'usage; L'ACCT, qui a mis à l'étude une banque de données informatiques commune pour la francophonie, a déjà lancé un programme destiné à fournir matériel et documentation de base (souvent, et depuis de nombreuses années, codés et recueils n'ont plus été mis à jour et les journaux officiels ont cessé de paraître). Là aussi, un effort accru est absolument indispensable pour assurer le «quotidien» de l'Etat de droit.

FRANCIS CORNU

ANGOLA: M. Bush souhaite des élections en plus tôt. - Le président George Bush a appelé, lundi 16 septembre, le président José Eduardo Dos Santos à «œuvrer rapidement» à la mise en application des accords de paix en Angola, qui prévoient, notamment, des élections fin 1992. Les Etats-Unis n'établiront des relations diplomatiques qu'avec un gouvernement issu d'un scrutin «libre, juste et sous supervision internationale», a précisé la Maison-Blanche, à l'adresse du président Dos Santos, dont c'était la première rencontre avec un président américain depuis l'indépendance de l'Angola en 1975. - (AFP)

Un concert pour les enfants d'Afrique. - La chanteuse sud-africaine Miriam Makeba a annoncé, lundi 16 septembre, à Lagos, au Nigeria, l'organisation d'un concert «pour les enfants d'Afrique», qui devrait réunir, fin novembre, quelques-uns des grands noms de la diaspora africaine de la musique, dont Manu Dibango, Salif Keita et peut-être Prince et Michael Jackson. Ce concert, retransmis dans le monde entier par satellite, sera la première «initiative africaine en Afrique par des Africains», a souligné le président de l'association privée Enfants d'Afrique, l'homme d'affaires nigérian, M. Onwuka Kalu, qui finance le projet. - (AFP)

TUNISIE: ancien premier ministre et opposant

## M. Mohammed Mzali voit sa propriété mise aux enchères par l'Etat

TUNIS

de notre correspondant

L'Etat devait procéder, mercredi 18 septembre, à la mise en vente aux enchères publiques de la propriété de l'ancien premier ministre, M. Mohammed Mzali, située à La Soukra, dans la banlieue de Tunis: une grande villa et ses bâtiments annexes entourés de quelque trois hectares, en partie plantés d'orangers. Ce domaine est mis à prix à un million de dinars (environ six millions et demi de francs).

Dans les milieux officiels, on affirme que cette affaire n'a aucun caractère politique et que la procédure judiciaire n'a fait que suivre son cours normal depuis le jugement rendu par contumace au printemps 1987 contre M. Mzali. Accusé de «mauvaise gestion des deniers publics, abus de pouvoir et malversations», l'ancien premier ministre du président Bourguiba avait été condamné, quelques mois avant la destitution de ce dernier, à quinze ans de travaux forcés, diverses amendes et à la mise sous séquestre de ses biens.

Lorsqu'il arriva au pouvoir, M. Ben Ali annonça que tous les exilés politiques ayant fait l'objet de condamnations pouvaient ren-

trer en Tunisie sans risquer de se retrouver en prison. Il s'en portait garant. Tout juste devaient-ils régulariser leur situation en faisant appel du jugement prononcé à leur encontre. La plupart se pliarent à cette procédure qui fut respectée. Mais M. Mzali la rejeta, estimant avoir été victime d'un «procès inique».

Depuis lors, M. Mzali est entré en opposition ouverte au régime de M. Ben Ali et semble avoir fait cause commune avec les islamistes puisqu'en mai, il a signé un communiqué avec le chef du mouvement Ennahdha, M. Rached Ghannouchi. Selon des sources diplomatiques arabes et occidentales, l'ancien premier ministre entretiendrait de longue date, mais surtout depuis son exil, des rapports étroits avec les pays du Golfe. Tout récemment, un journal de Tunis a publié le texte d'une lettre qu'il aurait adressée à une notabilité de la région pour lui demander une aide d'un million de dollars afin de constituer «un lobby très puissant grâce aux trois millions d'Arabes vivant en France» et «d'entretenir un réseau de relations dans les secteurs politiques et médiatiques» français.

MICHEL DEURÉ

(Publié)

### IRAK • SADDAM HUSSEIN: ECHEC MAIS PAS MAT

Comment et pourquoi le maître de Bagdad est toujours au pouvoir, bien qu'il ait été et reste l'homme à abattre pour les Etats-Unis. Dans ARABIES du mois de septembre en kiosque et en librairie.

Tél.: 47-66-46-00  
Minitel 3617 ARABIES

Paris-Singapour non-stop.  
Ça laisse peu de temps pour s'entraîner.



Paris-Singapour non-stop 4 fois par semaine.

Il vous faudra désormais être très rapide pour apprendre à manier les baguettes. Jugez plutôt. UTA vous emmène de Paris Charles de Gaulle 2 à l'aéroport Changi 2, plaque tournante de l'Asie du Sud-Est, sans la moindre escale. Et ce, 4 fois par semaine avec 3 allers et 4 retours de nuit, ce qui permet de dormir pendant le vol. Alors tant pis pour les baguettes, et vive la fourchette! Pour plus d'informations, composez le 40.17.46.46 ou contactez votre agent de voyages.

GROUPE AIR FRANCE

UTA

Aller très loin pour être plus proche de vous.



## PROCHE-ORIENT

Les entretiens de M. Baker à Jérusalem

### Américains, Israéliens et Palestiniens auraient fait quelques progrès

Trois heures et quart de discussions avec les Israéliens, trois heures et demies avec une délégation palestinienne : la nouvelle visite de M. James Baker à Jérusalem, qui devait s'achever mardi 17 septembre, pourrait aboutir à quelques progrès dans le processus de paix engagé par le secrétaire d'État, sans qu'aucune concession américaine nouvelle ait été faite sur l'affaire des « garanties » bancaires demandées par Israël.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Le secrétaire d'État, qui devait revoir mardi matin ses interlocuteurs israéliens pour une dernière session de travail, aurait accepté de fournir à chacune des deux parties une sorte de « mémorandum » ou de « lettre d'assurance » aux termes duquel ni Israël ni les Palestiniens n'auraient à accepter ce que les uns et les autres rejettent par avance. Pour les Israéliens, cela signifierait surtout de ne pas être contraints de s'asseoir à une table de négociation avec des gens qu'ils n'ont pas acceptés ; pour les Palestiniens, il s'agirait de leur droit de choisir leur propres délégués.

Officiellement qualifiés d'« amicaux », les entretiens entre le secrétaire d'État américain et les trois hommes-clés du gouvernement israélien, MM. Itzhak Shamir, premier ministre, Moshe Arens, responsable de la défense, et David Levy, chef de la diplomatie, n'ont cependant pas suffi pour remettre au beau fixe le baromètre des relations entre les

deux alliés. Les entretiens, préalablement assombris par la question des garanties bancaires que réclame l'État hébreu pour emprunter et que refuse, pour l'instant, le président Bush, devaient reprendre mardi dans la matinée, les deux parties étant au moins parvenues à un accord sur la nécessité de « résoudre » leurs « différends » et de garder, en attendant, le silence face à la presse.

« J'espère que nous parviendrons mardi à un accord sur cette affaire », déclarait lundi soir M. Levy. « Nous sommes allés si loin, nous avons tant investi d'efforts, aurai-je dit un peu plus tôt le ministre à M. Baker, qu'il serait idiot de gâcher tout pour une question qui n'est pas politique. » M. Baker aurait dit, sans s'engager outre mesure, que « les États-Unis ne cherchaient en aucun cas une confrontation » avec l'État hébreu sur cette affaire.

Arrivé d'URSS, lundi en début d'après-midi, le chef de la diplomatie américaine s'est immédiatement rendu chez le premier ministre. Son cortège a bien reçu une ou deux tomates en passant devant un petit groupe de manifestants protestant contre l'attitude de M. Bush, mais il n'y a pas eu d'incident sérieux. Un peu plus tôt dans la matinée, c'est M. Yossi Ben Aharon, directeur général de la présidence du conseil, qui, en dépit des appels au calme lancés la veille par M. Yitzhak Shamir, avait fait encore un peu monter la tension en déclarant, à la radio de l'armée, que ceux qui estiment « pouvoir parvenir à un résultat par des pressions sur Israël se trompent lourdement ».

M. Aharon, qui est considéré comme le plus écouté des conseillers de M. Shamir, avait ensuite

précisé que, en ajournant l'étude des demandes israéliennes de garanties, le président Bush avait, sans aucun doute, « projeté une ombre sur le processus de paix en cours ». Cette ombre, que M. David Levy s'emploie énergiquement à dissiper, n'aurait cependant pas empêché les deux parties d'enregistrer « des progrès sérieux », selon la radio nationale.

#### « Espoir et satisfaction »

Le « mémorandum » — ou la « lettre de garantie » — réclamé par Israël se subdiviserait en trois chapitres : les questions de procédure de la conférence de paix (participation, invitations, commissions, etc.) ; la composition de la délégation jordan-palestinienne (pas d'OLP, pas de résident à Jérusalem-Est, pas de Palestine de l'extérieur) ; l'assurance américaine qu'en cas d'échec des négociations israélo-arabes la conférence ne se poursuivra pas automatiquement dans le cadre des Nations unies, ce dont Israël ne veut pas entendre parler, jugeant l'ONU par trop favorable à ses adversaires.

De source américaine, on confirmait seulement mardi matin que Washington et Moscou, par l'intermédiaire de la future conférence de paix, n'envoieraient aucune invitation à quiconque sans consultation avec Jérusalem.

La partie palestinienne, qui a enregistré « avec espoir et satisfaction » la position de M. George Bush sur l'affaire des garanties bancaires — et surtout son attaque contre le lobby juif américain — souhaite, elle aussi, obtenir quelques engagements américains, notamment pour que les négociations avec Israël soient bien basées sur les résolutions 242 et 338 des

Nations unies, celles qui prévoient la restitution « de » ou « des » territoires arabes occupés, en échange de la paix.

Selon M<sup>me</sup> Hannan Asbrawi, l'une des trois personnalités désignées pour rencontrer M. James Baker, il y avait encore, sur cette question, des « clarifications » américaines à obtenir. Selon d'autres sources, les Palestiniens étaient, mardi matin, sur le point d'obtenir satisfaction, au moins en ce qui concerne l'interprétation américaine de la résolution 242.

Pour le reste, les Palestiniens se montraient assez satisfaits de leur rencontre avec M. Baker et laissaient entendre que leur participation à la prochaine conférence ne dépendait plus que du prochain Conseil national palestinien, qui se réunira la semaine prochaine à Alger. « Les documents de cette nuit ont été transmis à l'OLP, disent-ils de source palestinienne, et ils sont en principe approuvés ».

PATRICE CLAUDE

Un hélicoptère américain s'abîme dans le Golfe : six morts. Un hélicoptère de la marine américaine s'est abîmé dans les eaux du golfe Persique au cours du week-end et les six membres de son équipage ont été tués, a annoncé lundi 16 septembre le Pentagone. L'accident s'est produit peu après que cet appareil de la 1<sup>re</sup> escadrière d'hélicoptères anti-mine eut décollé d'un navire d'assaut amphibie, au large des côtes de Bahreïn. Il effectuait une mission de transfert de vivres et de courrier. — (AFP, AP)

## AMÉRIQUES

CUBA

### La Havane prépare la population à des sacrifices supplémentaires

Le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Boris Pankine, a eu beau affirmer que l'intention de Moscou, annoncée le 11 septembre par le président Mikhaïl Gorbatchev, de retirer une unité de 3 000 hommes relevait surtout du symbole, celui d'une « ère nouvelle », Cuba n'en continue pas moins d'envisager le pire. Et le pire a déjà reçu un nom officiel à La Havane : « l'option zéro », c'est-à-dire l'arrêt total des livraisons soviétiques de pétrole, de marchandises agricoles, de produits manufacturés et autres pièces détachées.

Craignant que l'aide soviétique, économique plus que militaire, ne diminue davantage, les dirigeants cubains préparent la population, qui endure déjà de sévères restrictions depuis la fin de l'an passé, à d'autres sacrifices, tout en essayant d'obtenir des États-Unis qu'ils lèvent l'embargo économique décrété en 1960.

Les Cubains sont informés que l'utilisation du pétrole (importé à 90 % d'Union soviétique) à des fins domestiques pourrait être interdite et l'électricité sévèrement rationnée, en plus du gaz en bouteilles et des cigarettes qui viennent de subir le même sort. Aussi, les militaires, les réserves et les cantines s'entraînent-elles à utiliser du charbon de bois en lieu et place du pétrole.

La population, qui se déplace de plus en plus souvent sur des bicyclettes chinoises — fiant de carburant ou de pièces détachées pour

les transports en commun — et les agriculteurs, qui troquent les tracteurs contre les charrettes tirées par des bœufs, seront appelés à se familiariser davantage avec l'écologie.

Le gouvernement a lancé plusieurs expériences de production d'électricité grâce à l'énergie éolienne et a entrepris la construction d'une trentaine de « villes nouvelles » à la campagne, qui pourront accueillir, peut-être dès le début de l'an prochain, des centaines de milliers de citoyens réquisitionnés pour les travaux agricoles, afin que l'île atteigne une relative autosuffisance en matière alimentaire.

De nombreux fonctionnaires et ouvriers ont déjà été envoyés dans les champs mais les augmentations de la production de fruits, légumes et viande, dont se targuent les autorités, ne se sont pas traduites sur les étals des magasins.

À l'annonce de la prochaine réunion de troupes soviétiques, M. Raúl Amado Blanco, économiste en chef de la Banque de Cuba, a évoqué de possibles « restrictions substantielles dans les secteurs de la santé et de l'éducation », les deux domaines où le régime castriste est le plus fier de ses réalisations.

Le prochain congrès du Parti communiste cubain, qui doit s'ouvrir le 10 octobre, a pour thème « la préparation de la société pour la défense de la patrie et de la révolution ». Les menaces qui appellent cette défense seront-elles plus extérieures qu'intérieures, à un moment où la population manque de tout, y compris de savon, depuis plusieurs mois ?

M. J.

## OCÉAN INDIEN

ILE MAURICE : lors des élections législatives

### La coalition gouvernementale a remporté une victoire écrasante

L'Alliance gouvernementale, dirigée par le premier ministre, Sir Anerood Jugnauth, s'est assurée une victoire écrasante lors des élections législatives, organisées dimanche 15 septembre, ce qui emportait cinquante-sept des soixante-deux sièges de députés, selon les résultats officiels, rendus publics lundi soir à Port-Louis. L'Organisation du peuple de Rodrigues (OPR), principal partenaire du gouvernement mauricien, a obtenu deux sièges.

Quant à l'opposition, elle doit se contenter de trois élus : le Dr Navin Ramgoolam, fils du premier chef du gouvernement d'après l'indépendance en 1968 et principal dirigeant de l'Alliance de l'opposition, le Dr Arvin Boolell et le Dr Vasant Bunwara. Parmi les candidats malheureux, figurent le dirigeant du Parti mauricien social-démocrate

(PMSD), Sir Gaëtan Duval, l'ancien ministre des finances, M. Vishnu Lutchmeharadoss, et l'ancien vice-premier ministre et ministre des affaires étrangères, Sir Satnam Boolell.

Ce scrutin, marqué par une très forte participation des quelque 600 000 électeurs, constitue un quasi-référendum pour le régime en place. Selon les observateurs, la campagne virulente des partis de l'opposition — dénonçant la « dictature » de Sir Anerood Jugnauth — n'a pas suffi à convaincre la population mauricienne. Il est vrai que personne, y compris dans les rangs de l'opposition, ne conteste le libéralisme économique, patiemment mis en œuvre par l'actuel premier ministre, au pouvoir depuis 1982. Cette politique — marquée par le développement du tourisme de luxe et la création de

zones franches — a remporté des succès indéniables. En moins de dix ans, le pays est passé d'un état de crise économique à celui d'une nation en réel développement.

Le futur parlement devra être composé de soixante-deux députés. La commission électorale doit se réunir jeudi, afin de désigner les huit députés restants, selon le système des « meilleurs perdants », qui permet d'assurer une répartition équilibrée entre les communautés ethniques au sein de l'Assemblée. — (AFP, Reuters)

## ASIE

HONGKONG : après le premier scrutin démocratique

### Le succès des libéraux marque une défaite symbolique pour Pékin

Le régime communiste chinois a subi une défaite symbolique dans le premier scrutin démocratique significatif jamais organisé à Hongkong en cent cinquante ans d'administration coloniale. La victoire des libéraux est cependant ternie par un faible taux de participation (40 %), dont Pékin va jouer.

PÉKIN

de notre correspondant

Seize sièges sur les dix-huit du Conseil législatif de soixante sièges soumis au scrutin universel, les autres étant attribués d'office par le gouvernement colonial : le verdict est, en apparence, catégorique. Les candidats qui réclamaient une plus grande démocratie pour Hongkong, quoi que puisse dire Pékin, ont reçu un mandat populaire certain. Mieux, plusieurs candidats, proches, soutenus massivement par Pékin, qui leur a fourni une logistique de campagne importante par le biais de ses relais dans la colonie, ont mordu la poussière.

L'âme damnée des communistes, l'avocat Martin Lee, chef de file des Démocrates unis, a recueilli sur son nom 10 % du total des votes exprimés. Ce record sera interprété par la Chine populaire comme un claque. M. Lee est partisan de renégocier l'accord sino-britannique prévoyant une démocratisation très limitée des institutions de Hongkong d'ici la rétrocession de 1997. Près de vingt-quatre heures après l'annonce des résultats, les médias officiels de Pékin n'en avaient toujours pas fait état. C'est un signe de gêne manifeste.

#### Intimidation chinoise

Cependant, le faible taux de participation renforce le cliché de l'apathie politique traditionnelle de la population hongkongaise. Moins de 40 % des 1,9 million d'électeurs sont venus aux urnes, alors que le gouvernement colonial en attendait 50 % et que certains sondages — nécessairement imprécis faute de pratique solidement établie — prévoyaient jusqu'à 70 %.

Ce chiffre apporte de l'eau au moulin de la Chine, qui considère que la population de Hongkong, d'abord soumise de faire de l'argent, n'est pas intéressée par le débat démocratique.

En fait, Pékin semble avoir réussi à intimider l'électorat par sa tactique de la grosse voix dans les jours ayant précédé le scrutin. La Chine a distillé, par le biais des organes de presse qu'elle contrôle

à Hongkong, son fiel contre les libéraux, accusés de manquer de « patriotisme » — reproche signifiant qu'ils ne sont pas à la botte du Continent.

Deux jours avant le scrutin, la représentation officielle du régime communiste dans la colonie qualifiait de « fantasme irréaliste » l'idée que la composition de l'Assemblée législative — qui n'a jamais eu, dans le passé, qu'un rôle de chambre d'enregistrement des décisions du gouverneur — puisse être modifiée avant 1997 pour inclure un nombre plus important que prévu de députés élus.

La satisfaction affichée à Londres sur la qualité démocratique des élections de dimanche est, en soi, suspecte, si on la rapproche de la tradition de décolonisation britannique. Selon certains, la population hongkongaise a manqué sa dernière chance de prendre plus fermement en main son avenir.

FRANCIS DERON

Un commentateur politique en vue, Lee Yee, estime que, Londres ayant largement perdu son pouvoir de négociation face à Pékin, toute accélération de la démocratisation est compromise par ce scrutin. Celui-ci, de fait, apparaît davantage comme un geste donné à une opinion publique majoritairement réticente à voir le continent communiste faire main basse, avec ses méthodes autoritaires, sur la quatrième place financière du monde.

La satisfaction affichée à Londres sur la qualité démocratique des élections de dimanche est, en soi, suspecte, si on la rapproche de la tradition de décolonisation britannique. Selon certains, la population hongkongaise a manqué sa dernière chance de prendre plus fermement en main son avenir.

FRANCIS DERON

Les perspectives de négociations en Afghanistan. — Le Pakistan a annoncé lundi 16 septembre que le gouvernement afghan était prêt à entamer des discussions avec des représentants de l'opposition, sans que le président Najibullah y prenne part en personne. M. Najibullah avait proposé dimanche un cessez-le-feu unilatéral aux rebelles afghans. — (AFP)

**4 ESPACES CONSEILS AU CŒUR DE PARIS**

3, RUE LA BOÉTIE • 112, BD ST-GERMAIN • 132, BD ST-GERMAIN • 18, BD DE SÉBASTOPOLE

9 990 F.T.T.C. • 9 990 F.T.T.C. • 6 950 F.T.T.C.

CANON PC 11 Photocopieur sans entretien, agrandissement et réduction, palette fixe

CANON STARWRIGHT 80 Traitement de texte portable, impression bulles d'impression, traitement silencieux

CANON FAX 268 F Télécopieur agréé PTT 84 minutes de grés

DEMANDEZ NOTRE CATALOGUE GRATUIT

BUREAUTIQUE **DURIEZ** INFORMATIQUE

### VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66  
MINTEL 36.15 CODE A37 puis OSP

Vie. S/vis. Pal. Just. CRETEIL (94) JEUDI 26 SEPTEMBRE 1991 à 9 h 30  
**PROPRIÉTÉ À VILLEJUIF (94800)**  
43, rue Desseins Lemaire Cx 707 m² - sur 2 étages - 5 Pces Princs  
COUR DEVANT  
ET JARDIN AUTOUR M. à Px. 580 000 F  
S'adr. M. TEL MAGLO avocat à CRETEIL (94000) 4, allée de la Toison d'Or.  
Tél. : 49-80-01-85. - Vis. s/pl. le 23-09-91 de 11 h 30 à 12 h 30.

Vie. S/vis. Pal. Just. NANTERRE (92) JEUDI 26 SEPTEMBRE 1991 à 14 h  
**APPARTÈMENT À ASNIÈRES (92600)**  
10, rue Louis-Mollet - sur 1<sup>er</sup> ét. - entrée - 3 Pces - Cx  
Salle de Bain W.-C.  
CAVE N° 6  
M. à Px. 300 000 F  
S'adr. M. M. WISLIN avocat à NEUILLY-SUR-SEINE (92200)  
7, avenue de Madrid - M. J.-C. ABADIE avocat à PARIS 4  
23, boulevard Henri-IV - Tél. : 42-72-07-41 (avant 16 h)

Vente au Palais de Justice de NANTERRE, le JEUDI 3 OCTOBRE 1991 à 14 h  
**APPARTÈMENT de 3 PIÈCES**  
entrée, cuisine, salle d'eau  
**LEVALLOIS-PERRET (92)**  
9, rue Marjolain - MISE A PRIX : 350 000 F  
S'adresser à M<sup>me</sup> BOUCHÉRY-OSANNE, avocat au Barreau des Hauts-de-Seine,  
12, boulevard du Sud-Est (92000) NANTERRE - Tél. : 47-21-49-95 (le matin).  
Sur les lieux pour visiter le LUNDI 30 SEPTEMBRE 1991 de 11 h à 12 h.

Vie. S/vis. Pal. Just. CRETEIL (94) JEUDI 26 SEPTEMBRE 1991 à 9 h 30  
**MAISON AVEC JARDIN À L'HAY-LES-ROSES (94240)**  
44, rue Eugène-Olivier - compt. : entresol (Cave et Réserve) Rez-de-Ch.  
1<sup>er</sup> et 2<sup>es</sup> étages - 10 Pces Principales Tout confort - Garage indépendant -  
Petit bâtiment en annexe  
M. à P. : 1 600 000 F  
S'adr. M. S. TACNET avocat à CHAMPIGNY-SUR-MARNE (94500)  
20, rue Jean-Jaures - Tél. : 47-06-94-22. - M. J.-C. ABADIE avocat  
à Paris 4, 23, boulevard Henri-IV - Tél. : 42-72-07-41 (avant 16 h).

مكتبة من الأصل



# POLITIQUE

Devant les petits patrons réunis à Bordeaux

## M<sup>me</sup> Cresson présente les mesures en faveur des PMI-PME comme « la première étape du programme Maignon »

En s'exprimant, lundi 18 septembre, à Bordeaux, lors d'une réunion exceptionnelle du comité directeur de la Confédération générale des petites et moyennes entreprises (CGPME), M<sup>me</sup> Edith Cresson a expliqué que le « plan global » pour les PME-PMI qu'elle présentait n'est que « la première étape du programme Maignon », c'est-à-dire du programme de gouvernement en matière économique, dans lequel devraient figurer aussi, a-t-elle annoncé, l'ouverture du capital des entreprises publiques et des mesures pour l'emploi et la formation, présentées avant la fin de l'année.

BORDEAUX

de notre envoyé spécial

Si ce 16 septembre n'a pas été la « fête » de M<sup>me</sup> Cresson, c'est parce que le premier ministre n'a pas voulu. Tout, pourtant, avait été mis en place, à Bordeaux, pour que la Sainte-Edith fût dignement fêtée. Pas seulement parce que M. Jacques Chaban-Delmas a accueilli, en sa mairie, son lointain successeur à l'hôtel Maignon avec une gigantesque gerbe de roses, trop heurtée que sa ville eût été choisie pour un événement national en ce jour anniversaire de son discours sur la « nouvelle société » (1). « Cette idée, a-t-il dit, que j'ai lancée avec M. Jacques Delors [...], reste toujours d'actualité. » Le maire de Bordeaux a couvert d'éloges le ministre préféré du chef du gouvernement, M<sup>me</sup> Mariette Aubry, fille de M. Delors.

Non, si ce 16 septembre aurait pu être la fête du premier ministre, c'est parce que le « patron » des petits patrons aurait aimé que ses ouailles fissent un triomphe à ce chef d'un gouvernement socialiste si compréhensif avec elles. Ce n'était pas par intérêt politique qu'il souhaitait lui faire cette fleur. M. Lucien Rebuffel est un élu parisien du RPR et n'a rien d'un crypto-socialiste, mais parce qu'il était trop heureux qu'un premier ministre donne enfin satisfaction à bon nombre de revendications de son organisation, que tous

ses prédécesseurs, de droite comme de gauche, avaient pas voulu prendre en compte, et parce qu'il était particulièrement satisfait que ce plan ait été négocié avec la CGPME, ce qui ne peut que renforcer celle-ci dans sa perpétuelle lutte d'influence avec le CNPF.

M. Rebuffel avait donc décidé d'offrir un triomphe à M<sup>me</sup> Cresson. Il avait organisé une réunion exceptionnelle du comité directeur de la CGPME, ouverte à tous ses adhérents, pour que le premier ministre puisse présenter son « plan PMI » devant ses bénéficiaires. Surtout, il avait préparé un discours dithyrambique pour M<sup>me</sup> Cresson et les ministres qui l'accompagnaient : M. François Douhin, le ministre délégué à l'artisanat, au commerce et à la consommation, a « notre confiance totale », a-t-il dit, car ses idées « rejoignent les nôtres pour l'essentiel ». M. Dominique Strauss-Kahn, le ministre délégué à l'industrie et au commerce extérieur, agit avec « un calme qui lui permet sa compétence reconnue ». M<sup>me</sup> Aubry a su dissiper la « confusion », en assurant qu'elle ne voulait pas que des délégués syndicaux extérieurs à l'entreprise puissent pénétrer à l'intérieur de celle-ci (un engagement que M<sup>me</sup> Cresson a repris à son compte en assurant qu'il n'a « jamais été question » d'une telle réforme).

### Les félicitations de M. Rebuffel

Le plus beau florilège de compliments a pourtant été pour M<sup>me</sup> Cresson et tellement appuyé qu'il aurait probablement fait rougir même un premier ministre de droite : ce plan « témoigne de la cohérence de votre pensée », a déclaré M. Rebuffel, ajoutant : « Jamais un tel plan global ne nous a été proposé. » Et, comme par hasard, les demandes incessantes du président de la CGPME portées sur les revendications dont il savait qu'elles allaient être satisfaites, alors que, par avance, des excuses étaient trouvées à la omission en compte des autres. Il s'est amusé, même, à faire applaudir des formules dont il n'a avoué qu'après coup qu'elles étaient de

M<sup>me</sup> Cresson. Il fallait bien, d'ailleurs, une telle ruse pour faire applaudir un premier ministre par les plus de mille cinq cents patrons pour qui, manifestement, un socialiste reste un socialiste, même quand il leur accorde ce qu'ils réclament.

Ces applaudissements, apparemment, M<sup>me</sup> Cresson ne les souhaitait pas trop. Elle n'a rien fait, en tout cas, tout au long de son discours, pour les faire jaillir. Laisant de côté le texte écrit qui lui avait été préparé, et dont plusieurs formules étaient aptes à soulever l'enthousiasme de ses auditeurs, elle s'est fîée à sa connaissance du dossier pour improviser une présentation assez froide du catalogue des mesures de son plan (le Monde du 17 septembre). Certes, le premier ministre a pris plaisir à souligner que « les difficultés des PME viennent, dans une large mesure, de ce que, en France, elles n'avaient jamais été traitées ni considérées en tant que telles » et qu'un plan tel que le sien, qui tend à mettre fin à cette situation, était « indispensable à la cohésion nationale ». « Je suis venue vous apporter ce que, je crois, vous attendez, c'est-à-dire mon soutien résolu et durable », a assuré le premier ministre, notant qu'il se traduit par des mesures visant, « à la fois [a] exhorter les entreprises et [b] les renforcer ».

Sans demander vraiment des efforts en échange de ce qu'elle offre à ces petits patrons, M<sup>me</sup> Cresson a souhaité établir avec eux un « contrat de confiance », car « rien ne se fera sans vous », leur a-t-elle lancé : il faut donc que, « toutes ces mesures, vous vous en empariez ». A l'intention, non de ses auditeurs, mais des militants socialistes de la Gironde, qu'elle a rencontrés avant d'aller à la mairie, M<sup>me</sup> Cresson a tenu à préciser : « Il ne s'agit pas d'émanciper les individus, mais de renforcer les entreprises ».

Le « paradoxe de Bordeaux » est ainsi apparu clairement. M<sup>me</sup> Cresson venait faire plaisir aux petits patrons, mais elle ne tenait pas à ce que son plan apparaisse comme ayant cela pour objectif premier. D'où son souci de le replacer dans le plan économique de son gouvernement, ce qu'elle appelle dorénavant le « programme Maignon ». D'où son insistance, dans son discours oral, à expliquer qu'il s'agit de remédier au tissu économique de la France pour lui permettre de faire face à la mise en place du marché européen, et pour lutter contre le chômage.

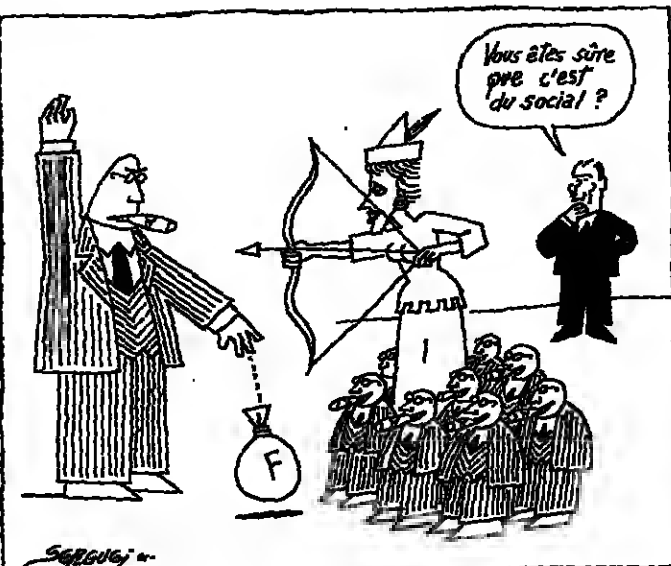
Comment donner de l'espoir au patronat sans désespérer les militants socialistes, dont la mine des échos présents à Bordeaux — MM. Henri Emmanuelli, Christian Piretti et Jacques Roger-Machart — suffisait à montrer que certaines conclusions sont dures à avaler ?

THIERRY BRÉNIER

(1) Prononcée le 16 septembre 1989 à l'Assemblée nationale et approuvée, le lendemain, par 369 voix (gauchistes, socialistes et centristes) contre 85 (communistes et Fédération de la gauche), la déclaration de politique générale de M. Chaban-Delmas, premier ministre de Georges Pompidou, dressait un diagnostic de la « société bloquée » et proposait de construire une « nouvelle société », voulue « prospère, jeune, généreuse et libérée ». Trois ans plus tard, le 5 juillet 1992, M. Chaban-Delmas, bien qu'ayant reçu de l'Assemblée un nouveau vote de confiance (368 voix contre 96) le 24 mai précédent, était prêt par le président de la République de présenter la démission de son gouvernement.

M. Madelin : « Pas à la hauteur ». — M. Adolphe Madelin, vice-président de l'UDF, ancien ministre de l'Industrie, a déclaré, mardi matin 17 septembre, sur Europe 1, que le plan en faveur des PME-PMI « va dans le bon sens », mais « n'est pas à la hauteur de l'enjeu et représente une sorte de bricolage de mesures qui passent peut-être à côté de l'essentiel ». « D'un côté, a-t-il dit, on annonce une baisse des impôts sur les sociétés, mais, de l'autre côté, on augmente d'autres impôts sur les sociétés [...], ce qui fait qu'on bout du compte [...] cela n'aura pas d'effet significatif sur l'emploi ».

Le PS : « une avancée importante ». — M. Pierre Mauroy a déclaré, lundi soir 16 septembre, que les mesures annoncées par M<sup>me</sup> Edith Cresson pour les PME-PMI constituent « un plan de grande ampleur » en faveur de ces entreprises, qui « assurent 59 % des investissements et 67 % de l'emploi total ». Le premier secrétaire du PS estime que « par son financement, ce plan encourage l'initiative et la prise de risques » et « privilégie l'économie réelle plutôt que la spéculation financière ». C'est pourquoi, a ajouté M. Mauroy, « le Parti socialiste considère donc cette étape comme une avancée importante et en attend avec confiance les prochains développements », tout en attendant « avec espoir, dans le prolongement de ces mesures structurelles, le plan pour l'emploi annoncé pour la fin du mois de septembre ».



## Des réactions professionnelles et syndicales en demi-teinte

Le plan global en faveur des PME-PMI, révélé lundi 16 septembre à Bordeaux, a suscité des réactions en demi-teinte. Le président de la CGPME (Confédération générale des petites et moyennes entreprises), M. Lucien Rebuffel, a salué « la double ambition hexagonale et internationale de ce plan ». Pour le ministre délégué à l'industrie et au commerce extérieur, M. Dominique Strauss-Kahn, les mesures annoncées « ne sont pas directement des mesures qui créent des emplois du jour au lendemain ». S'exprimant sur France-Inter, M. Strauss-Kahn a toutefois ajouté que les dix-neuf mesures destinées aux PME-PMI allaient leur donner à terme des marges de manœuvre supplémentaires « dont l'effet sur l'emploi sera important ».

Les critiques les plus vives sont venues du CNPF. M. François Perigot a qualifié le plan PME-PMI de « plan en trompe-l'œil » qui n'était « pas à la mesure des enjeux ». Pour le président du CNPF, « des dispositions essentielles pour les PME sont insuffisamment traitées, comme les mesures d'incitation aux augmentations de capital, la transmission des entreprises, ou totalement absentes comme le décalage d'un

mois des délais de paiement ». La Chambre de commerce et d'industrie de Paris (CCIP) estime de son côté que le plan présenté est insuffisant et qu'il y manque le volet essentiel de l'innovation technologique. Les experts de la CCIP réclament, entre autres, une aide durable à la création d'emploi « avec, par exemple, la réduction des charges sociales pour l'embauche des deuxième et troisième salariés ».

Du côté des organisations syndicales, c'est le scepticisme qui domine. La CFDT juge « qu'un pas important vient d'être franchi au niveau économique », mais souhaite « qu'un même pas soit franchi au niveau social ». Elle demande que « des mesures concrètes soient prises pour permettre la représentation collective dans les PME et assurer aux salariés des droits équivalents à ceux des autres entreprises ». La CGT estime, dans un communiqué, que « pour l'essentiel les crédits vont permettre des allègements fiscaux d'importance, sans que soit mentionnée la moindre contrepartie contraignante ayant trait aux créations d'emplois ». Enfin, le secrétaire général de FO, M. Marc Blondel, doute que le plan « réponde au problème posé ».

## Manifestation des salariés de Dassault

BORDEAUX

de notre correspondant

Environ huit cents salariés des usines Dassault de la base aéronautique et spatiale de Gironde (Aérospatiale, SEP, SNPE, CAEPE, Thomson, Sextant-Avionique, CEA et CEL) ont manifesté, lundi 16 septembre, à l'occasion de la visite à Bordeaux de M<sup>me</sup> Edith Cresson. La CGC, d'un côté, la CGT, la CFDT et FO, de l'autre, ont bloqué en deux cortèges différents, pendant quelques heures, la route autour de l'agglomération bordelaise. Les manifestants se sont rendus jusqu'aux abords du Palais des congrès, où M<sup>me</sup> Cresson présentait son plan en faveur des PME.

Les réductions du budget et des commandes militaires suscitent l'inquiétude au sein du complexe militaro-industriel aquitain. Vingt-sept mille emplois directs ou indi-

rects dépendent, en effet, de cet ensemble. Or les salariés de l'usine Dassault de Mérignac redoutent la baisse des commandes de Mirage 2000 en 1991 et leur suppression en 1992, ainsi que le retard du programme « Rafale-Air ». L'abandon des « missiles à roulettes », les S 45, risque d'entraîner, en outre, quatre cents suppressions d'emploi, soit le quart des effectifs de l'Aérospatiale à Saint-Médard-en-Jalles. Cent cinquante autres suppressions sont envisagées, pour la même raison, à la Société européenne de propulsion, également à Saint-Médard-en-Jalles, où sont fabriqués les tuyères de missile.

Les diminutions des commandes militaires auraient des répercussions sur les carnets de l'emploi d'une multitude de sous-traitants, dont l'activité dépend exclusivement des grands groupes aéronautiques implantés dans le Sud-ouest.

G. de M.

le journal mensuel de documentation politique après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

**AFRIQUE CULTURELLE**

Envoyer 40 F (timbres à 2,50 F ou chèque) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en joignant le dossier demandé ou 150 F pour l'abonnement annuel (60 F d'abonnement, qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro

## M. Barre approuve « toutes les mesures » qui renforcent les entreprises

Iovité, lundi 16 septembre, du Club de la presse d'Europe 1, M. Raymond Barre a estimé que le plan en faveur des PME présenté par M<sup>me</sup> Edith Cresson était « un plan utile » et qu'il fallait « approuver toutes les mesures qui tendent au renforcement des entreprises ». L'ancien premier ministre n'a toutefois ajouté que ces mesures n'auront pas d'effet immédiat et a souhaité qu'elles soient effectivement « appliquées ».

M. Barre s'est prononcé pour une privatisation de « toutes les entreprises du secteur concurrentiel », tout en reconnaissant que, « dans certains cas extrêmement limités », l'Etat doit détenir une minorité de contrôle. Il a jugé « très fâcheux de vendre des participations de l'Etat dans des entreprises pour se donner des recettes

budgétaires ». Avant d'alimenter le budget de l'Etat, il est indispensable de laisser la privatisation bénéficier d'abord aux entreprises », a-t-il poursuivi, qualifiant la situation actuelle de « ni-ni amélioré ».

Le député du Rhône a estimé que la France « ne part pas vers une catastrophe économique », mais qu'elle « n'utilise pas suffisamment ses atouts ». La reprise sera, selon lui, « progressive et modérée ». M. Barre a rendu hommage à la politique de M. Pierre Bérégovoy « qui consiste à défendre les grands équilibres ». Enfin, M. Barre s'est montré optimiste sur l'évolution de la société française, jugeant qu'elle était « en train de se déverrouiller ». « Les partis étant écoulés », l'avenir appartiendra, selon lui, « aux hommes qui acceptent de travailler ensemble aux problèmes du pays ».

Pendant Apple Expo, tous les hommes ont la parole, mais chacun à leur tour.

CONFÉRENCES	11 H 00	14 H 00	15 H 00	16 H 00
MERCREDI 18 SEPTEMBRE	Information électronique : - Des bornes interactives au Multimédia pour tous -	- Rencontre avec Système 7 -	- Macintosh et les Grands Comptes : la preuve par l'exemple d'Entremont -	Education : - Le Macintosh à l'école -
JEUDI 19 SEPTEMBRE	Gestion : - Améliorer la gestion de son entreprise grâce à Macintosh -	- Rencontre avec Système 7 -	- Couleurs : le traitement de l'image de qualité photographique passe par Macintosh -	Réseaux : - Macintosh, un réseau pour travailler ensemble -

Pour connaître le programme complet des conférences, venez à Apple Expo ou tapez 3614 code Apple. Apple Expo est au Cnit/La Défense, du 18 au 21 septembre 1991.

Apple Expo





## POLITIQUE

Après la Fête de l'Humanité

## Le PS oppose une fin de non-recevoir à la « confrontation d'idées » proposée par le PCF

Le porte-parole du Parti socialiste, M. Jean-Jack Queyranne, a affirmé, lundi 16 septembre, qu'une rencontre PS-PCF n'est pas à l'ordre du jour. « Le PC doit d'abord tirer toutes les conséquences de la fin du communisme dans les pays d'Europe de l'Est, a-t-il souligné. Le dogme ne peut pas rester entier et la direction du PC n'en a pas encore pris la mesure. » Le porte-parole du PS réagissait ainsi par la négative au discours prononcé dimanche à La Courneuve, par M. Georges Marchais, dans

lequel le secrétaire général du PCF avait estimé opportun de « confronter, dans une initiative publique, les idées du Parti socialiste et du Parti communiste, comme cela avait été envisagé au printemps dernier. »

Les communistes contestataires et les socialistes critiques réunis depuis le 16 avril dernier par le manifeste « Refondations » devaient tenir, de leur côté, mardi matin, une conférence de presse pour exposer comment ils entendent développer leurs activités en vue de « refonder une perspec-

tive, une culture, une pratique de transformation sociale. »

Au nom du Mouvement des élus progressistes (MEP), M. Gaston Viens (ex-PC), et des communistes « restructurateurs », M. Claude Poperan se proposent d'annoncer, mercredi, à Orléans, d'autres initiatives « en vue d'un rassemblement qui puisse avoir une réalité opérationnelle dans la vie politique, y compris dans sa dimension électorale. »

« La fête a parlé. » Sous ce titre, à la « une » de l'Humanité, mardi 17 septembre, le quotidien du PCF se réjouit du succès de sa kermesse de La Courneuve. Il y voit la confirmation que les communistes français « ne sont ni marxis ni stalinistes ». Commentaire, d'autre part, les élections partielles du week-end, qui ont fait perdre au PCF un siège de conseiller général dans l'Allier mais qui ont mis en évidence un regain de son audace en Loire-Atlantique, l'éditorial de l'Humanité se refuse à toute « conclusion hâtive » tout en affirmant que « l'on peut tout de même y déceler le désir (des électeurs) de ne pas se laisser gouverner par la politique gouvernementale au moment où Edith Cresson annonce de nouveaux et somptueux cadeaux financiers aux patrons. »

Le fait que l'effondrement du communisme en Union soviétique et dans les pays de l'Est n'ait pas affecté le traditionnel succès populaire de la Fête de l'Humanité et la bonne tenue des candidats communistes aux derniers scrutins locaux sont évidemment de nature à conforter la direction du PCF dans sa ligne.

Ce double constat n'introduit pourtant aucun élément vraiment nouveau dans le paysage politique. Paris n'étant pas Moscou et l'histoire de France n'étant pas celle de l'Union soviétique, l'effet « repoussoir » que l'effondrement des régimes communistes de l'Est peut susciter dans une partie de l'opinion publique française aux dépens des communistes français ne peut qu'être tempéré par l'image nuancée qui demeure celle du PCF, compte tenu de son passé, au sein de l'électorat de gauche, invité à débattre à la fête de l'Humanité, le vice-président de la SFRES, M. Jérôme Jaffré, soulignait ainsi : « Les gens savent que le PCF est très attaché au multipartisme et aux valeurs républicaines. Mais il reste beaucoup à faire pour que les communistes fassent percevoir ce qu'ils sont, ce qu'est leur projet de société. »

Quant à la dimension protestataire qui caractérise souvent les votes en faveur du PCF, elle est

aussi vieille que le communisme et la captation des réflexes protestataires par le Front national, depuis que la politique des gouvernements mitterrandiens a commencé à décevoir l'électorat majoritaire de 1981, n'a pas été étrangère, loin de là, au déclin de la formation de M. Georges Marchais. A partir du moment où le PS a spontanément tendance à s'engager davantage dans la voie de la social-démocratie, sous la pression des votes venus de l'Est, il devient inéluctable que le PCF, qui dénonce cette dérive, recouvre son rôle naturel de réceptacle des mécontentements. M. Marchais a eu effet beau jeu d'observer, comme il l'a fait dimanche à La Courneuve, à propos des dernières déclarations de M. François Mitterrand : « Réaffirmer son identité de gauche tout en allant plus loin dans une politique de droite est une contradiction qui devient de plus en plus intenable. »

Flou général

Ces évidences ne modifient en rien, toutefois, les questions qui sous-tendent les débats internes au PCF. Elles se réduisent par la portée des arguments des communistes critiques qui, tels M. Charles Fitermao ou M. Philippe Herzog, soutiennent que leur parti se condamne lui-même à une impasse s'il s'engage dans une attitude d'opposition systématique au pouvoir sous des formes illusoires d'actions purement revendicatives, au risque de se retrouver surtout en concurrence, sur ce terrain, avec M. Jean-Marie Le Pen. Au mieux, le PCF se cantonnerait alors dans la gestion d'un fonds de commerce aux débouchés forcément marginaux.

La tâche de tous les partisans d'une « refondation » de la gauche en sera néanmoins rendue encore plus difficile, et surtout celle des « refondateurs » du PCF, car dans une telle perspective la direction du PCF interpréterait assurément un simple arrêt de son déclin électoral comme une grande victoire et la promesse d'un renouveau suf-

fisant pour justifier le maintien de ses positions.

En l'état actuel des choses la situation paraît donc figée. La direction du PS a changé son fusil d'épaule. Elle refuse aujourd'hui de s'associer à l'état-major du PCF. La fin de non-recevoir opposée lundi par son porte-parole, M. Queyranne, ou disons de M. Marchais, qui avait relancé l'idée d'organiser un colloque public où pourraient débattre tous les socialistes et tous les communistes, semble refermer la parenthèse ouverte le 6 juin par les retrouvailles de MM. Pierre Manroy et Georges Marchais. Il n'est plus question, pour le moment, au PS, d'ouvrir « un dialogue nouveau » avec le PCF. Quand il invite à l'autorité la direction du PCF et en appelle aux « hommes de progrès » au sujet des prochaines échéances électorales, le PS mise clairement sur la démarche des communistes « refondateurs ». Mais, dans la mouvance où se situent les communistes contestataires, personne ne juge sérieux, pour l'instant, de s'en remettre au PS pour rénover

la gauche. Qu'il s'agisse de la nouvelle « entente démocratique » préconisée par les « refondateurs », du « rassemblement des forces progressistes » souhaité par les « restructurateurs », de « l'autre futur » cultivé par les inspireurs du manifeste « Refondations », le plus grand flou subsiste sur les suites opérationnelles de toutes les démarches engagées pour essayer de ressusciter une sorte d'union de la gauche au moment où ce concept est lui-même frappé d'archaïsme. Sur ce terrain, les censeurs du PCF ne sont pas plus avancés que M. Marchais et ses partisans qui s'en remettent, eux, à l'intervention des « forces populaires » pour pousser les uns et les autres à jeter les bases d'un changement « de politique, de pouvoir, de société », selon l'expression du secrétaire général du PCF. L'avenir appartient peut-être à ceux qui, les premiers, sauront clarifier par quels chemins politiques ils espèrent parvenir à leurs objectifs.

ALAIN ROLLAT

A l'Assemblée nationale

## Premières auditions publiques de la commission d'enquête sur le financement des partis

La commission d'enquête sur le financement des partis politiques et des campagnes électorales, présidée par M. Jean-François Deniau, député (UDF) du Cher, organisée, mardi 17 et mercredi 18 septembre, ses premières auditions publiques (1). Elle a convoqué à cette occasion les trésoriers de campagne des six principaux candidats à la dernière élection présidentielle, dans l'ordre suivant : M. Pierre Sotura pour M. André Lajoinie, M. Dominique Cibocho pour M. Jean-Marie Le Pen, M. Etienne Tête pour M. Antoine Waechter, M. Gilbert Beaux pour M. Ray-

mond Barré, M. Henri Nallet pour M. François Mitterrand, M. Dominique Peillon pour M. Jacques Chirac. Au-delà, le programme des travaux de la commission n'est pas encore connu.

Lors de la dernière réunion préparatoire, mercredi 11 septembre, les députés n'ont pu se mettre d'accord sur les noms de la vingtaine de personnalités qui, compte tenu de la durée de vie de la commission, pourraient être entendues d'ici à la fin du mois d'octobre prochain. Mesurant chaque jour un peu mieux les effets de la publicité

des auditions, certains députés redoutent que des responsables politiques ou économiques soient en quelque sorte « jetés en pâture » à l'opinion publique, tandis que des auteurs d'ouvrages sur les affaires, tel l'inspecteur Antoine Gaudin, pourraient en profiter pour se faire de la publicité à bon compte. Face à la perspective de tels dérapages, des membres de la commission ont alors imaginé de renoncer à la publicité des auditions, au risque de paraître vouloir cacher la réalité de certains financements.

La commission d'enquête est également partagée entre ceux qui veulent aborder certaines affaires pour mieux démontrer le sérieux de leur travail et ceux qui souhaitent s'en tenir, d'une façon plus générale, à l'étude des mécanismes de financement des partis pour déboucher sur de nouvelles dispositions législatives. Enfin, les députés se heurtent à l'article 141 du règlement de l'Assemblée nationale, selon lequel la commission ne peut aborder des faits qui font actuellement l'objet de poursuites judiciaires.

Dans ces conditions, la proposition de loi (co-signée par MM. Laurent Fabius, Jean Anvo, pour le PS, Bernard Pons, RPR, Charles Millon, UDF et Pierre Méhaignerie, UDC) visant à instaurer la publicité des auditions ainsi que son application, pour la première fois, à la commission d'enquête sur le financement des partis risquent de déboucher sur des résultats décevants. En décidant de se rendre personnellement devant la commission d'enquête alors qu'il n'y a pas été invité, le président du Front national, M. Jean-Marie Le Pen, montre d'ailleurs qu'il est déjà prêt à exploiter toutes les failles de la nouvelle procédure.

J.-L. S.

(1) La commission est composée de quinze députés socialistes, sept RPR, cinq UDF, deux UDC, un PC.

M. Mazaud (RPR) s'oppose à l'audition de M. Le Pen. — M. Pierre Mazaud, député (RPR) de la Haute-Savoie, vice-président de la commission d'enquête de l'Assemblée nationale sur le financement des partis politiques et des campagnes électorales, a indiqué, lundi 16 septembre 1991, que « M. Le Pen n'est pas convoqué ». Le président du Front national

La préparation des élections régionales

## M. Le Pen s'installe dans les Alpes-Maritimes

Bien avant d'annoncer officiellement, le 7 septembre, sa candidature aux élections régionales dans les Alpes-Maritimes, M. Jean-Marie Le Pen avait élu domicile à Nice. L'équipe de campagne du président du Front national est en place, et le calendrier de ses principaux meetings est arrêté.

NICE

de notre correspondant régional

Amateur d'images, M. Le Pen s'était présenté, le 7 septembre, comme un « amiral » venant « mettre sa flamme de guerre sur le bâtiment le plus important de l'escadre ». Bien avant une bataille, probablement peu conforme aux règles de la Navale et qui doit être, selon lui, « décisive », le président du Front national avait loué un deux-pièces dans un immeuble de grand standing, avenue Gay, au centre de Nice, près de l'église russe.

Dès la fin du mois, il devrait disposer de bureaux de campagne, d'une superficie de 150 mètres carrés à 200 mètres carrés, qui se situeront sur l'une des principales artères de la cité (1). Ce « PC » sera complété par les deux permanences nicoises du Front national, situées, également, dans les quartiers centraux République et Gambetta.

Le « staff » de M. Le Pen sera constitué de six cadres et élus locaux de son parti : MM. Max Baza, Jacques Peyrat, Albert Peyron, Jean-Pierre Gbost, Claude Scampicco et Jean-Paul Ripoll, à

l'exclusion de toute autre personnalité extérieure au département. D'où l'idée directrice de la campagne : « Pour la Côte d'Azur, une équipe locale avec un leader national (2). » Un comité de soutien au président du Front national est en cours de création dans les Alpes-Maritimes. Présidé par M. Baza, porte-parole du Front national dans le département, il sera formé de quatre collèges (élus, décorés, société civile et mouvement associatif).

Selon M. Baza, quarante-cinq titulaires de la Légion d'honneur, dont trois commandeurs, ayant tous des attaches dans les Alpes-Maritimes, ont décidé d'en faire partie. Parmi les élus figureraient d'anciens membres du RPR et de l'UDF.

M. Le Pen a donné quelques indications sur son programme, dont les principaux thèmes seront, sans surprise, ceux de la sécurité et de l'immigration, ainsi que ceux de l'emploi, de la formation et de « la préservation de la beauté de la région ». Après une première campagne d'affichage (« Le Pen, vite ! », qui annonçait la venue du leader du parti d'extrême droite, deux autres vagues devraient suivre d'ici au 1<sup>er</sup> décembre, date à laquelle les candidats ne seront plus associés par la loi à utiliser les panneaux commerciaux. Le Front national a reçu, en l'occurrence, le renfort d'une partie des anciens agents électoraux méditerranéens, lesquel, a précisé M. Baza, « ne viennent pas en mercenaires, mais pour le plaisir de travailler avec M. Le Pen ».

Cinq

grands meetings

La première manifestation de la campagne dans le département sera organisée le 27 septembre, sous la forme d'une conférence donnée par le président du Front national à l'initiative des « décideurs locaux », sous les auspices de l'Institut français national, un organisme qui regroupe les intellectuels membres ou proches du mouvement lepéniste. Il est prévu, d'autre part, que M. Le Pen anime cinq grands meetings dans les principales villes des Alpes-Maritimes (Nice, Antibes, Cannes, Grasse et Menton). Il participera à des réunions dans les chefs-lieux des cinq autres départements de la région (Marseille, Toulon, Digne, Avignon et Gap).

L'équipage du « vaisseau amiral », c'est-à-dire la liste du Front dans les Alpes-Maritimes, ne sera connue qu'à la fin du mois de novembre. M. Baza et les deux autres députés d'extrême droite du département, MM. Peyrat et Peyron, devraient en occuper, dans cet ordre, les premières places derrière leur chef de file. Lors de sa conférence de presse du 7 septembre, M. Le Pen avait évoqué la participation de plusieurs personnalités départementales « de premier plan ». Il est probable, enfin, que des tentatives de débordement seront faites en direction d'élus municipaux nicois (sans exclure des ralliements spontanés).

Conscient de ce risque, M. Martine Dangreilh, députée (RPR) et adjoint au maire de Nice, a allumé un contre-feu en résumant, le 10 septembre, une trentaine de ses collègues de la majorité municipale (sur cinquante et un) qui ont prêté une sorte de serment d'union de la droite locale contre « la venue de prédateurs parisiens, de M. Le Pen à M. Tapie ». Pour les élections cantonales, le Front national s'apprête, néanmoins, à rendre public le nom d'un élu méditerranéen, conseiller général sortant et maire d'une commune du littoral, qui vient de solliciter et d'obtenir son soutien.

GUY PORTE

(1) Le lieu (avenue Jean-Médard, avenue Malmaison ou cours Saleya) n'est pas encore défini. Le loyer de ces locaux serait de l'ordre de 10 000 F à 12 000 F par mois.

(2) Le Front national revendique un peu plus de cinq mille adhérents dans le département.

## DIAGONALES

UN des premiers produits français prêts à envahir les nouveaux marchés de l'Est sera, paraît-il, la Loto. Pour le panache, on aurait préféré une reprise de contact plus conforme à notre prestige dans l'ordre de l'esprit. Il va nous falloir changer de fierté : avec l'apaisement et autres loteries cliniques, la paire des droits de l'homme fourguera aux néophytes du paradis capitaliste ses derniers attraits rigoureux en matière d'égalité des chances.

Nous aurions pu exporter une autre spécialité nationale, et les pays de l'Est n'y étaient pas étrangers et n'en avaient, on l'espère, soupé : l'épuration. Là-dessus, la France bat tous les records des démocraties libérales. Comme nulle part à l'Ouest et à l'Est, l'effondrement du communisme a ravivé chez nos intellectuels le guet-apens civil et les incursions tardives par quoi ils cherchent périodiquement à se redonner une importance perdue.

Quarante-cinq ans après les batailles d'excubations, la chasse aux ax-cacos est ouverte. La vindicte a changé de camp, mais les méthodes restent sinistrement les mêmes. La presse anticommuniste espère réintroduire du rationalisme dans une « victoire » par trop miraculeuse, et sauver son fonds de commerce, en publiant des listes nominatives de suspects, comme aux pires jours de proscription. Les agendas des anciens sympathisants sont épluchés, passé leur degré de compréhensibilité, leurs « bouts de chemin » avec la Mal. La visite à Moscou ou à Cuba vers 1960 remplies, dans le catalogue des hontes, le voyage à Weimar en 1942.

Comme en 1945, comme toujours, les repentis sont les plus acharnés à succéder, croyant ainsi faire mieux oublier leurs propres torts, et ce d'autant plus qu'ils se sont ravisés tard, tels les résistants de la dernière heure devenus épureurs sans merci.

## Épuration

La manie de la curée s'allant volontiers, chez nous, au respect des flûtes et au sens du copinage, les dénonciateurs d'aujourd'hui, comme ceux d'hier, épargnent les effarités et ceux des intellectuels qui les ont rejoints ou servis. La prime aux traîtres, une vieille histoire ! Et toujours la même prétexte pour assouvir l'instinct ravenchouillard : nos tarifications agrippant contre l'annéisme, pour l'édification de nos chères stèles blanches ! Elles vont être édifiées, en effet !

Bel exploit de mémoire courte, en vérité ! Certains des éroisés anticommunistes d'aujourd'hui se sont plaints de tels procédés, en tant que procédés, quand ils eurent à les subir de la part des résistants. Leur attachement aux principes était donc de pure circonstance, comme la justice qu'ils réclamaient. Encore les combattants antizéus avaient-ils payé de leur sang la victoire, au lieu que celle-ci semble tomber du ciel, et y avaient-ils laissé des frères d'armes...

Un macabre à retardement et à la française est en train de se mettre en place, avec la violence des frousses rétrospectives, l'ironie jusqu'aux procès en due forme ? Lois et ordonnances existent, concernant la démolition ou l'intelligence avec l'ennemi. Lors de la décolonisation, certains écrivains fêlés d'éclatance et brouillés avec notre justice depuis l'épuration n'ont pas craint d'appeler ses foudres sur la tête du voisin.

Mais on ne met pas Valterra en prison, comme la rumeur de Gaulle à propos de Sartre ; et les intellectuels, pour leurs castagnas, ont basculé mieux que les tribunaux. Ils se couvrent mutuellement d'opprobres, pensant se

rajeunir la plume. Ils obligent le suspect à se justifier, vieille jouissance à laquelle les artistes américains eux-mêmes n'ont pas renoncé, dans les années 50. On va voir, miam ! comment Untel se défend d'avoir signé l'appel de Stockholm, tel autre d'avoir chanté à Sofia, tel autre d'avoir été traduit en kirghiz... Fini le silence des clercs ! Le renouveau français leur s toujours redonné du poil de la bête : elle va leur tenir lieu, une fois de plus, de débat d'idées.

Les noies charrées aux individus n'ont guère plus d'importance que les coups tordus de portachas sous les prétextes. On s'en ramène, tant qu'il ne sera pas question, comme ce serait logique, de réhabiliter le LVF comme pionnière du combat aujourd'hui gagné...

Plus redoutable est la chasse faite aux idées et aux idées. Jouant insolamment sur les mots, les soi-disant libéraux assimilent toutes les formes de socialisme au légalisme qu'elles ont combattu dès l'origine, bien plus utilement que le conservatisme lanceur d'enthousiasmes. Déjà, des militants maiguillés en experts déboulent le marxisme qui serait tapi dans la moindre de nos institutions scolaires ou culturelles. Les soviets morts, on va en voir partout. Ne sera démocrate bon teint et lavé de soupçon que la droite, y compris l'extrême...

Ces amalgames et procès truqués contre la social-démocratie rappellent la mauvaise foi avec laquelle certains résistants se présentent la mauresse comme une pépinière de calibres, alors que l'AF produisit son moins autan de gaullistes que de vichystois. Qui, de ces derniers, aura la scrupule de s'en souvenir ?

Maurice, en juin 1946 : « La haine est une patrie où les frères ennemis se rejoignent sans se voir. »

فكرنا من الأصل



# SOCIÉTÉ

## MÉDECINE

Dans un rapport préliminaire du National Institute of Health américain

### Le professeur Gallo est accusé d'avoir « censuré » l'article sur la découverte du virus du sida

Les pressions exercées sur lui pour qu'il ne parle pas avant d'être vaincu : Mikulas Popovic, le virologue en chef du laboratoire du professeur Robert Gallo (National Cancer Institute, Bethesda) au moment de la découverte du virus du sida, a craqué. Il n'a pas voulu porter seul le chapeau des irrégularités commises dans ce laboratoire à cette époque. Et, du même coup, le débat commence enfin à apparaître dans ce qui constitue la plus incroyable polémique scientifique du siècle.

En effet, selon un rapport préliminaire du National Institute of Health, dont la teneur a été révélée par le *Chicago Tribune* du 15 septembre, le professeur Gallo a tout simplement « censuré » son principal collaborateur, l'empêchant d'écrire dans l'article annoncé qu'il avait découvert le virus du sida (1), qu'il avait utilisé pour ce faire comme « virus de référence » celui que le professeur Montagnier (Institut Pasteur, Paris) lui avait adressé quelques mois plus tôt. Si le professeur Gallo avait publié dans *Science* l'original de l'article qu'il avait rédigé pour son collègue Mikulas Popovic en mars 1984, il n'y aurait pas eu d'affaires. Tout aurait été clair, et personne n'aurait contesté la paternité des chercheurs français sur la découverte du virus du sida.

A ce croire Mikulas Popovic (qui avait pris soin d'envoyer une copie du manuscrit original à sa sœur qui demeure en Tchecoslovaquie), des dissensions pour le moins animées auraient eu lieu à l'époque entre lui-même et Robert Gallo. « Je n'ai pas pu accéder », déclare aux enquêteurs du NIH le docteur Popovic, « pour que nous omissions de citer les références de notre travail. Nous avons eu tort de

ne pas indiquer plus clairement quelle a été la contribution du groupe de Luc Montagnier. » Pour les experts du NIH, il ne fait pas plus de doute que le professeur Gallo a exercé une « censure » caractérisée, contrevenant ainsi aux règles les plus élémentaires de la communication scientifique.

#### Une accusation très grave

Et par la suite, des années durant, il a cessé de mentir, affirmant qu'il n'avait pas fait pousser le virus de Pasteur comme il le prétendait. Au terme de ce rapport préliminaire de 200 pages, les experts du NIH s'en tiennent donc à l'accusation de censure, estimant que l'on ne peut encore parler formellement de « mauvaise conduite » scientifique. Une accusation très grave qui contraindrait la direction du NIH à prendre des

sanctions à l'égard de son chercheur vedette.

On saura donc dans quelques semaines, à l'occasion de la publication du rapport définitif du NIH — après que ce document aura été une dernière fois revu par Robert Gallo, Mikulas Popovic, le Département of Health and Human Services et les deux groupes d'experts indépendants nommés par le NIH, si l'on peut ou non conclure que le professeur Gallo a délibérément « volé » le virus de l'Institut Pasteur. Pour sa part, par l'intermédiaire de ses avocats, Mikulas Popovic a rejeté toutes les accusations de fraude et de falsification dont l'accusait, il y a quelques semaines, un précédent rapport préliminaire du NIH (*Le Monde* du 17 août).

FRANCK NOUCHI

(1) Publié le 4 mai 1984 dans la revue *American Science*.

## CORRESPONDANCE

### Le dopage dans les courses hippiques

Notre enquête sur les inculpations relatives à l'utilisation de médicaments interdits et de substances dopantes dans le monde des courses hippiques et de l'élevage des pur-sang (*Le Monde* du 4 septembre) a suscité plusieurs réactions de lecteurs.

Le président de la Fédération nationale des sociétés de courses, M. Bernard Le Quellec, reconnaît que nous avons reproduit ses propos selon lesquels « il faut faire le maximum pour que l'institution des courses soit au-dessus de tout soupçon ». Il regrette toutefois que « par une suite de faits divers dont seule la conclusion des instructions en cours permettra de mesurer la gravité », l'article « donne de l'institution des courses une très mauvaise image qui n'est pas méritée ». En matière de contrôle et de lutte antidopage, précise-t-il, « la réglementation française est la plus rigoureuse qui soit » : « les gagnants de toutes les courses supports d'es-

jeux arborés sont systématiquement l'objet de prélèvements fins d'analyse », ajoute-t-il.

Pour sa part, le président du Syndicat des éleveurs de chevaux de sang de France, M. Michel Henochberg, indique que « si la honneur des courses et de l'élevage vit parfois avec difficulté en confrontation avec les progrès des techniques sportives et médicales, et s'il est soumis à des lois et réglementations parfois en retard, voire inadéquates, par rapport aux pratiques modernes », le syndicat des éleveurs est favorable à une amélioration de la fiabilité des contrôles et à un aménagement « parallèle de la législation ».

Enfin, voulant « éviter tout amalgame », M. François Boulton, entraîneur à Chantilly, nous a déclaré avoir été « mis en cause de façon présumée » puisqu'il ne fait pas, à ce jour, l'objet d'une inculpation. « En vingt-cinq ans d'activité, je n'ai non seulement jamais

fait l'objet de la moindre inculpation, mais encore jamais connu le moindre problème qui puisse se pencher sur ce soit à l'égard de mon intégrité professionnelle, nous tenons à toujours exercer notre métier avec la plus grande rigueur (...) ». Faut-il ajouter que j'entraîne des chevaux qui me sont confiés sur leur valeur intrinsèque et non en recourant à des drogues (...) ? Je suis lasé dans mes intérêts les plus légitimes — les miens et ceux de mes collaborateurs — et l'entraîneur que je dirige est une entreprise de cent personnes, à la réputation sans tache. Tout cela est décevant, injuste et, permettez-moi, scandaleux. » Notre article se contentait d'indiquer que le parquet de Sens avait pris des réquisitions pour inculpation à l'égard de M. Boulton. Tout prévenu, faut-il encore le rappeler, présumé innocent.

(Publicité)

## TV CÂBLE ET VISIOPASS

### Une nouvelle culture télévisuelle

Avec France Télécom comme partenaire, Lyonnaise Communications-TV Câble lance la nouvelle génération du câble. Parmi ces destinataires, les 100 000 premiers abonnés de Paris et de sa périphérie, bénéficiant de la télévision du XXI<sup>e</sup> siècle.

Après vingt ans, le câble a très vite partagé les téléspectateurs entre ceux « qui l'avaient » et ceux « qui ne l'avaient pas ». Avec Grand Ecran, les « câblés » accèdent déjà à 22 chaînes, nationales (TF1, A2, M6) diffusées avec la netteté d'image et les qualités propres au câble, internationales dont l'américaine CNN, l'allemande ZDF, la BBC, l'italienne RAI, ou l'europeenne RTL, et thématiques comme Paris Première, TV Sport, Eurosport ou Canal J. Aujourd'hui, deux programmes supplémentaires viennent allonger la liste : Planète, chaîne spécialisée dans les programmes documentaires de qualité, et Canal Jimmy, pour les nostalgiques des années 60-70.

#### La révolution tranquille de la vie audiovisuelle

L'année 1991 marque le franchissement d'une nouvelle étape, avec la mise en place de nouveaux programmes : les options Ciné-Cinéma et Ciné-Cinéma, qui pourront choisir les passionnés du septième art ; la première, consacrée aux grands films des années 80, la seconde aux chefs-d'œuvre du cinéma d'autrefois. À noter, jusqu'au 31 décembre prochain, les nou-



veaux abonnés se verront offrir, en cadeau de bienvenue, l'équivalent de trois mois de l'une de ces options. C'est de ces options, un petit décodeur, fourni avec l'abonnement : le Visiopass, conçu par France Télécom. Autres nouveautés de l'année, Canal Plus sans décodeur supplémentaire et à moindre prix, mais aussi la nouvelle norme européenne D2-Mac, offrant des couleurs plus contrastées et un son hi-fi sur un choix de trois chaînes (pour l'instant) qui se prêtent fort bien à ce nouvel esprit : MCM Euro Musique, MTV et, surtout, la Sept, chaîne culturelle remarquable par la qualité de ses programmes. Et ce, naturellement, sans avoir à changer

de téléviseur... Cette nouvelle phase pour le Grand Ecran Plus. En enrichissant Grand Ecran (proposé au prix de 157 francs) par le lancement de Grand Ecran Plus (pour 183 francs) avec Visiopass, Lyonnaise Communications-TV Câble et France Télécom matérialisent leur avancée. A court terme, Paris sera l'un des plus grands réseaux câblés d'Europe branché sur D2-Mac. En effet, le câble continue sa rapide implantation : à la mi-1991, 40% de la capitale est câblée. Fin 1994, elle le sera en totalité. Comme Boulogne, Neuilly, Levallois, Vincennes, Saint-Mandé, qui, d'ores et déjà, peuvent accéder aux nouvelles formules du câble. Déjà câblé ou non ? Chacun peut connaître l'état des travaux dans son quartier ou dans son immeuble, en composant le 36 15 code TV CÂBLE ou en téléphonant au 44.25.80.00. Vous êtes déjà câblé, pour changer de registre, 44.25.89.99. Et, bientôt, c'est à d'autres réseaux de l'Hexagone que Lyonnaise Communications-TV Câble sera en mesure de proposer des formules semblables. Télévision de demain, le câble répond dès aujourd'hui aux attentes des téléspectateurs les plus exigeants.

Henri DELEUSE

Après la mise en vente du sumatriptan en Grande-Bretagne

### Le coût d'un médicament antimigraineux retarde sa commercialisation en France

Les autorités britanniques viennent d'autoriser la multinationale Glaxo à commercialiser au Royaume-Uni le sumatriptan, un nouveau médicament contre la migraine, souvent efficace mais très coûteux. Cette décision a pour effet de poser de manière concrète en France les problèmes financiers liés à la prochaine commercialisation de ce médicament.

Après les Pays-Bas et la Nouvelle-Zélande (en mai dernier), le Luxembourg, le Portugal et le Royaume-Uni ont, ces dernières semaines, décidé d'autoriser la commercialisation sur leur territoire du sumatriptan, le nouveau médicament antimigraineux de la multinationale pharmaceutique Glaxo. Le sumatriptan est une

molécule de la famille des agonistes de la sérotonine. Elle a une action spécifique sur certaines catégories de récepteurs présents au niveau des vaisseaux crâniens et directement impliqués dans la physiopathologie de la crise migraineuse. S'il se peut, en aucune façon, être présenté (cela a déjà été le cas) comme un traitement miracle de la migraine, le sumatriptan a bel et bien démontré, au travers de plusieurs études expérimentales, qu'il pouvait élever, voire dépasser, l'efficacité des meilleurs « cocktails médicamenteux » pouvant être utilisés aujourd'hui contre cette pathologie fréquente, chronique, douloureuse et souvent très handicapante (*Le Monde* du 30 septembre-1<sup>er</sup> octobre 1990 et du 14 juillet 1991).

#### En fonction des prescriptions

Bénéficiant d'un traitement médicamenteux souvent très louangeur, cette molécule pose un problème délicat aux responsables de santé publique. La multinationale Glaxo a décidé de demander à la fois le remboursement du produit par les organismes de Sécurité sociale et un prix de vente très élevé, souvent perçu comme prohibitif. Depuis le 17 juin dernier, par exemple, le sumatriptan est commercialisé aux Pays-Bas sur la base de 195,75 francs l'injection sous-cutanée et de 79,80 francs le comprimé (traitement proposé pour une crise). Pour les responsables de Glaxo, il s'agit de références pour un « prix européen » qu'ils entendent obtenir dans l'ensemble des pays de la Communauté. Or, les Pays-Bas, le seul état à déjà acquis au Luxembourg et en Grande-Bretagne (pour la forme sous-cutanée).

Quelle sera l'issue de ce bras de fer en France, où les médecins spécialistes de la migraine attendent depuis plusieurs mois déjà la commercialisation du produit, d'ores et déjà réclamé ici ou là par le « lobby » des migraineux ?

Aucune difficulté technique — à l'exception de la liste précise des contre-indications (pathologies hypertensives et coronariennes) — n'existe pour ce qui est de l'autorisation de mise sur le marché. Tout le problème, en revanche, réside ici dans le prix demandé par la firme, étant entendu que plusieurs études dignes de foi situent à environ 12 % la proportion de la population française souffrant de migraine à l'année, en moyenne, d'une crise ou plus par mois.

« Nous sommes prêts à discuter avec les pouvoirs publics du prix du sumatriptan », nous déclare, en juillet dernier, M. Edwin Nathan, PDG de la filiale française de Glaxo. Tous les échanges sont possibles en termes de recherche, d'investissements industriels, voire même de ristournes si nous dépassons les volumes prévisibles des ventes de ce produit. Interrogé ces dernières semaines sur l'état d'avancement du dossier, l'attaché de M. Bruno Durieux faisait savoir que le ministre délégué à la Santé avait décidé, d'une manière générale, de ne plus faire accorder d'autorisation de mise sur le marché avant que le pays où le médicament avait été mis au point n'ait accordé une telle autorisation et, le cas échéant, un remboursement. C'est désormais chose faite pour le sumatriptan, et l'on voit mal les pouvoirs publics français attendre encore très longtemps avant de prendre une décision.

Dans ce contexte, le sumatriptan constituera le premier et fort délicat dossier de la future politique pharmaceutique que le gouvernement souhaite au plus vite mettre en place (*Le Monde* du 28 août). Une politique qui cherche notamment, grâce à la future Agence du médicament, à organiser un système contractuel, le cas des nouvelles substances, « à l'apogée » étant fixé en fonction des volumes prévisibles des ventes, c'est-à-dire en fonction du nombre des prescriptions médicales.

JEAN-YVES NAU

(Publicité)

De la recherche suisse

### BONNES NOUVELLES POUR CELUI QUI PERD SES CHEVEUX

BALE - Adieu à la chevelure ? Il semble qu'il s'agisse là de la plus grande préoccupation de celui qui perd ses cheveux (en France, il s'agit d'une véritable multitude).

Prête à rassurer ceux qui perdent vite l'espoir de conserver leur chevelure, voici une nouvelle qui arrive de Suisse. Les chercheurs des laboratoires d'une société (Cosprophar Labo) de Bâle ont mis au point une préparation cosmétique à base de Nicotéonil (association de deux molécules et d'un vasodilatateur à usage topique).

Testée par le professeur Ernst Fink de l'Institut de Recherche et de Développement à Zurich, la préparation a montré une efficacité particulière sur pratiquement l'ensemble des sujets soumis au test. En appliquant la préparation pendant 4 mois, les volontaires ont rencontré qu'une seule gêne : une légère rougeur de la durée d'une heure environ au point d'application.

Cette découverte, commercialisée sous le nom de Labo, arrivera aussi dans les pharmacies françaises, après que leurs collègues suisses aient eu du mal à se protéger contre la vague des marchés de la chevelure déshabillés dans leur recherche de la préparation.

## ENVIRONNEMENT

Feu vert gouvernemental pour la ligne à très haute tension dans les Hautes-Pyrénées

### M. Lalonde pris à contre-pied

Le feu vert du gouvernement pour la construction d'une ligne à très haute tension entre la France et l'Espagne (*Le Monde* du 15-16 septembre) tombe en plus mal pour le ministre de l'environnement, M. Brice Lalonde. Le ministère de l'Industrie a en effet annoncé la nouvelle alors que l'enclencheur des Amis de la Terre réussissait les siens dans l'île de Bardet (Morbihan) pour une deuxième à univariété européenne de l'environnement, et au moment même où le ministre exaltait la fructueuse coopération entre l'Etat et les collectivités locales en alignant le cantier de vallées du Scarff, samedi 14 septembre.

M. Antoine Weachter, porte-parole des Verts, a beau jeu aujourd'hui de demander la démission du ministre, qui se voit ainsi définitivement désavoué sur un dossier qu'il n'a jamais réellement défendu. Depuis mars 1990, en effet, le premier ministre, M. Michel Rocard, avait tranché en faveur d'EDF. Et comme les vallées de la Neste, de la Têt et du Lézou (Hautes-Pyrénées) sont très peu habitées — ce qui en fait leur beauté sauvage — peu de protestations se sont fait entendre de la part des élus, au

moins côté français. S'ils les écologistes, à commencer justement par M. Weachter, venu plusieurs fois sur le site, avaient protesté et proposé un tracé alternatif.

M. Lalonde n'a évidemment pas de chance avec les Pyrénées. Il s'est mis à dos les chasseurs en interdisant une zone à ours, sans pour autant se rallier les défenseurs du plantigrade, qui protestent contre l'ouverture de nouvelles pistes forestières. Le Conseil de l'Europe a retiré son label au parc national des Pyrénées, bien que le ministre de l'environnement ait obtenu que la construction du tunnel du Somport n'empêche pas sur le territoire du parc. Et voici maintenant une des dernières vallées préservées des Pyrénées livrée aux pylônes d'EDF et aux câbles de 400 000 volts. Même l'adjoint au maire de Tarbes, M. Arlette Dubelsen, pourtant membre du mouvement Génération écologie de Brice Lalonde, a jugé sévèrement ce « coup de force inadmissible dans un Etat de droit ».

R. C.

## FAITS DIVERS

Vol d'un appareil radioactif sur un chantier dans le Vaucluse. — Le Service central de protection contre les rayonnements ionisants (SCPRI) a publié, lundi 16 septembre, un communiqué de mise en garde à la suite du vol d'un appareil radioactif sur un chantier à La Palud (Vaucluse). Il s'agit d'un dispositif de mesure à rayons gamma de la dimension d'un petit

moteur électrique, frappé du « trèfle », symbole de la radioactivité. La source d'iridium 192 qu'il contenait se présente comme un ressort d'une vingtaine de centimètres. Elle « est pas dangereuse tant qu'elle reste dans son contenant ». En revanche, elle pourrait provoquer de graves brûlures si elle en était extraite », précise le SCPRI.



## SOCIÉTÉ

## TAUROMACHIE

Toreros français en quête de statut

## La corne d'abondance de la corrida

Alors que la saison taurine s'achève en France avec la feria nîmoise des vendanges qui aura lieu du mercredi 18 au dimanche 22 septembre, adversaires et partisans de la corrida s'affrontent à propos de la fiscalité appliquée aux courses de taureaux, dont le succès médiatique ne cesse de croître. Une manière de relancer la question du statut de la tauromachie en France.

Le débat est d'autant plus passionné que les arènes de l'Hexagone connaissent une fréquentation jamais égale. Ainsi, selon le syndicat des toreros français, la nombre de spectacles organisés en 1989, du Var aux Pyrénées-orientales, a augmenté de 36 % par rapport à 1988. On estime à environ 1 million de francs le bénéfice laissé en 1990 dans les caisses des arènes de la région de la Méditerranée (Gers) et à plus de 4 millions dans celles de Nîmes. Sans compter les retombées sur la commerce local pour qu'il ne soit pas une énorme bouffée d'oxygène.

Depuis 1984, les organisateurs de corridas sont soumis à la TVA au taux de 16,50 %. Les associations de défense des animaux réclament son augmentation, les responsables des arènes demandent sa diminution. Ces derniers fondent leur argumentation sur le fait que la course de taureaux appartient, entre Bayonne et Fréjus, à une tradition culturelle, et est reconnue comme telle dans les régions où elle est autorisée. Rappelons, à ce propos, que la corrida a été introduite en France au dix-neuvième siècle par l'Andalouse Eugénie Marie de Montijo de Guzman, qui venait

d'épouser l'empereur Napoléon III. La mise à mort « à l'espagnole » a trouvé un terrain naturellement favorable à son expansion sur ces vieilles terres brûlées du Sud où, depuis des siècles, Languedociens, Provençaux, Lorrains et Basques « courent » le fauve mythique.

## Aucun projet à l'étude

Certains spectacles sont imposés au taux réduit de 5,5 %. C'est le cas pour le théâtre, le cirque, les concerts et les expositions. « Pourquoi pas la corrida ? », font remarquer les aficionados. C'est le dossier qu'a pleidé, récemment à Paris, M. Simon Casas, directeur des arènes de Nîmes. Au ministère du budget, où l'ancien torero a été reçu par un membre du cabinet de M. Michel Charasse, on affirme : « Aucun projet visant à augmenter ou à diminuer la TVA perçue sur les corridas n'est à l'étude ». On est loin des propos de M. Jack Lang qui déclarait au Monde, le 13 novembre 1982 : « Le ministère de la culture est prêt avec l'ensemble des parties concernées à examiner les problèmes en suspens, qui ont trait, en particulier, à la législation et à la fiscalité des courses taurines et au statut social des toreros ». Cette prise de position, qui place officiellement la corrida dans le giron des affaires culturelles, n'a été suivie d'aucune initiative ministérielle pour engager le dialogue.

A travers ce débat est posée la question du statut de la tauromachie en France, dont l'irruption au grand jour ne doit pas faire oublier qu'elle est toujours sous influence espagnole. Le syndicat des toreros français qui organisera cet automne les premiers « états généraux de la cor-

rida » axaminera, bien sûr, les modalités d'application de la TVA mais tentera aussi de combler un vide juridique en définissant un statut professionnel pour les matadors, picadors et banderilleros nés de ce côté-ci des Pyrénées. « On ne assimiler ces toreros à des artistes du spectacle et sa référer ainsi aux règles édictées par le code du travail et le code de la sécurité sociale », demande le syndicat. Voici les acteurs du drame taurin à la recherche d'une politique administrative, sociale, économique et fiscale pour que chacun en sa juste part du gâteau. Mais peut-on enfermer dans un strict carcan les serviteurs d'un « art qui consiste à se battre avec grâce de la mort » ?

## Une mode éphémère

L'agitation qui a gagné les coulisses de la tauromachie, sortie de la clandestinité, envahit également les gradins. Un déferlement médiatique sans précédent, et peu toujours heureux, projette cap et mulet dans les derniers salons où l'on cause. La publicité, la télévision, la presse écrite s'emparent de l'ultime liturgie paternelle et de la vie des hommes chamarrés d'or. La politique n'y échappe pas. M. Alain Maréchal, député (RPR) au Parlement européen, a créé à Strasbourg un intergroupe favorable à l'affrontement de l'homme et de la bête. Et comme toutes les modes, celle de l'arène est superficielle, injuste et éphémère. A la Pentecôte, l'empêchement romain de Nîmes est devenu le temple du paraître. Peu importe

de savoir l'origine des taureaux qui jaillissent du toril, l'important est d'être présent éprave avoir été vu avant-hier à Cannes et hier à Roland-Garros. Heureux homme de lumière qui sait aussi bien toréer le public que le fauve à la corne menaçante. Cette situation, à Nîmes ou ailleurs, ne va-t-elle pas donner un argument de poids aux adversaires de la corrida ? Car si sur la Croisette ou porte d'Auteuil on peut faire le beau, peut-on raisonnablement avoir la même attitude dans une arène où le sable est dur et le soleil coruscant, la « dame blanche » officie dans le sang ?

Romain Gery affirme : « La fiesta brava est une fête espagnole. Je ne trouve rien de plus étonnant que le spectacle de quelques milliers de touristes germaniques ou anglo-saxons gueulant «olé». Dans le contexte ibérique, je m'incline. Dans le contexte touristique et voyeur, je trouve cela dégueulasse. » Fréquentée à la télévision ou dans les arènes par un public peu averti et envoûté par le geste des toreros drapés de soie précieuse, la corrida ne va-t-elle pas subir l'assaut de ces nouveaux convertis pour réclamer son humanisation ? Dans le Figaro du lundi 9 septembre, M. Antoine Wacziarg, le leader des Verts, condamne la tauromachie, mais montre le bout de l'oreille. Il conclut, en effet : « La corrida n'appartient plus à notre siècle : elle doit évoluer en un jeu sans violence entre l'animal et l'homme ou disparaître. » Peu amateurs des courses de vaches, les aficionados qui du printemps à l'automne pègrinent de places en places ont déjà répondu : « La corrida sera ou ne sera plus. »

JEAN PERRIN

## JUSTICE

Incarcé pour tentative d'assassinat depuis février

## Le docteur Jean-Bernard Pinaud a été remis en liberté

Le docteur cannois Jean-Bernard Pinaud, qui était inculpé de tentative d'homicide volontaire contre une retraitée et était incarcéré à la prison de la Santé à Paris depuis février dernier (le Monde du 29 août), a été remis en liberté lundi 16 septembre sur décision de la chambre d'accusation de la capitale.

Chirurgien spécialiste des mains et des pieds, Jean-Bernard Pinaud, âgé de cinquante-deux ans, était accusé d'avoir essayé de tuer dans la nuit du 11 au 12 janvier, à Paris, M. Geoclivé Martin, soixante-cinq ans, à laquelle il avait acheté un appartement en viager. Cette nuit-là, un homme, coiffé d'une perruque et portant des lunettes de soleil, s'était introduit dans la chambre de la clinique de l'Alma où M. Martin était hospitalisé à la suite d'une opération du genou. L'inconnu avait tiré trois coups de revolver en

direction de la septuagénnaire, qui fut atteinte par deux balles, au cou et à la tête.

Arrêté peu de temps, le docteur Pinaud avait nié être l'auteur de cette tentative d'assassinat affirmant, sans pouvoir le prouver, qu'il était au moment des faits avec son épouse à la station Isola 2000 (Alpes-Maritimes). Aucun des témoins de la tentative d'assassinat n'avait pu formellement identifier le médecin. Des expertises balistiques contradictoires avaient été rendues sur la nature de l'arme utilisée par l'auteur de la tentative d'assassinat.

Le docteur Pinaud s'était présenté dans un premier temps aux élections municipales à Cannes en mars 1989 sur la liste du Front national. Destiné par Jean-Marie Le Pen de son rôle de tête de liste, il avait démissionné de cette formation et avait présenté une liste dissidente.

■ Décès d'une déteone à Nancy : ouverture d'une information judiciaire.

Après le décès de Corinne Hellis (le Monde daté 15-16 septembre), une déteone de la maison d'arrêt Chénier-III de Nancy (Meurthe-et-Moselle), le procureur de la République de Nancy, M. Georges Garrigues, a annoncé lundi 16 septembre, qu'il avait ordonné l'ouverture d'une information judiciaire pour non assistance à personne en danger.

■ De huit à vingt ans de réclusion contre les adolescents de Rumilly. — Les cinq mineurs, originaires de Rumilly (Haute-Savoie), qui avaient participé à plusieurs agressions et meurtres contre des personnes âgées dans la région d'Aooc, entre novembre 1987 et juillet 1988 (le Monde du 11 septembre), ont été condamnés, lundi 16 septembre, à des peines de huit à vingt ans de réclusion par la cour d'assises des mineurs de Haute-Savoie.

■ Un conseiller général socialiste du Gard inculpé d'escroquerie et d'abus de confiance. — M. Bernard Castagnet, conseiller général (PS) du Gard, a été inculpé, lundi 16 septembre, d'escroquerie et d'abus de confiance par le conseil à la cour d'appel de Nîmes (Gard), M. Chérif Beoyogocof. L'enquête ouverte par la section de recherches de la gendarmerie de Nîmes, à la suite d'une plainte, a établi de nombreuses irrégularités dans le fonctionnement de l'association hypermarchés Auchan, citée par des organes de presse après le suicide du maire de Saint-Sébastien-sur-Loire (le Monde du 15 septembre), et affirmé, lundi 16 septembre, dans un communiqué, ne pas être concernée dans cette affaire. « En 1986, au moment des faits relatés par la presse, la société Auchan n'avait aucune implantation ni aucune négociation en cours dans la région de Nantes. Auchan n'est présente que depuis 1989 dans la région nantaise, après avoir acheté un projet de distribution, comprenant toutes les autorisations nécessaires. »

## ÉDUCATION

## L'école en otage

L'école communale de Varnègues (Bouches-du-Rhône), 687 habitants, ne devait pas accueillir d'élèves, mardi 17 septembre, pour cause de prise d'otages. La veille, à l'issue d'une réunion, une quarantaine de parents s'étaient enfermés dans l'établissement, retenus de force les trois instituteurs, afin de protester contre le refus de l'académie de créer un poste supplémentaire. Une des classes accueillies, en effet, trente-deux élèves, du CE 2 au CM2.

Les parents et sacs de couchage ont transféré dans une salle au-dessus de l'un des « otages », M. Philippe Batoux, directeur de l'établissement, assure avoir été bien traité, malgré les rudes de nuit de ses collègues d'un soir. Les instituteurs soutiennent les revendications des parents, même s'ils n'apprécient pas forcément les méthodes employées. Le maire de la commune, M. Patrick Aperiolo, avait passé la nuit avec ses administrés, au-dessus de son bureau, puisque l'école occupe le premier étage de la mairie.

L'inspecteur d'académie de Marseille restait serin, choisissant mardi matin le Cid comme seul commentaire : « Laisse faire le temps, ta vaillance est ton roi. » L'envisageait pas alors de se rendre à Varnègues.

M. A.

## REPERES

## DÉFENSE

## Dissolution de trois régiments et de douze formations militaires

Les réductions d'effectifs dans l'armée de terre présentées récemment par M. Pierre Joxe, ministre de la défense, devraient donner lieu à la dissolution de trois régiments et de douze formations militaires d'ici à l'été 1992. La suppression de l'un des régiments — le 9<sup>e</sup> régiment du génie de Meur-Brisach (Haut-Rhin) — était connue depuis la mi-août. Deux autres devaient disparaître : le 61<sup>e</sup> régiment d'artillerie de Morhange (Moselle) et la 1<sup>re</sup> groupe de chasseurs de Reims (Meuse).

Sont également concernés par ces mesures : les centres mobilisateurs 39 et 109 de Saint-Valéry-en-Caux et Rouen (Seine-Maritime), 100 de Valenciennes (Nord) et 63 de Vitry-le-François

(Mame) ; les annexes d'établissement régional du matériel (ERM) couvrant une zone de Nîmes à Perpignan ; l'établissement de réserve générale du matériel (ERGM) couvrant une zone de Poitiers à Limoges ; l'établissement régional du matériel de Sarrebourg (Moselle) ; le commissariat de l'armée de terre (CAT) 411 ; le centre technique d'administration et comptabilité (CTAC) 991 de Strasbourg ; le centre de traitement informatique de Rennes (Ille-et-Vilaine) ; l'établissement des subsistances de Nevers (Nièvre) et le groupement médical de Sedan (Ardennes), qui sera transféré sur Metz.

## ESPACE

## Le satellite Olympus de nouveau opérationnel

Le satellite de télécommunications européen Olympus, dont le contrôle avait été perdu le 29 mai à la suite d'une fausse manœuvre, est de nouveau opérationnel. Depuis le début du mois de sep-

tembre, les quatre charges utiles de ce satellite expérimental ont été réactivées après un sommeil de soixante-quatre jours pendant lequel l'engin a été plongé dans un froid terrible pour ses circuits électroniques (− 60 degrés). Selon M. René Collette, directeur des programmes de télécommunications à l'Agence spatiale européenne (ESA), ce n'est pas avant la fin de novembre qu'Olympus sera de nouveau à la disposition des utilisateurs (BBC, RAI, Universitäts, CERN, ESA). L'ESA et British Aerospace, le constructeur principal de l'engin, souhaitent en effet procéder à de nombreuses essais avant de déclarer « bon pour le service » ce satellite dont le sauvetage spectaculaire et quel que peu miraculeux a coûté 10,5 millions de francs.

## POLICE

## La « grève des P V » largement suivie

Lancé pour une durée « illimitée » et dès lundi 18 septembre

en province, le mouvement d'interruption des contrevenants, organisé par la Fédération autonome des syndicats de police (FASP), semble avoir bien commencé. Plus de 80 % des policiers en tenue ont participé à cette action dans les Bouches-du-Rhône, la Rhône ou en Haute-Garonne. Les gardiens de la paix ont cherché le dialogue avec les automobilistes, leur demandant de signer une pétition pour que « la sécurité intérieure soit déclarée priorité nationale ». A Lyon, au lieu de verbaliser des délits mineurs comme le non-bouclage de la ceinture de sécurité, ils ont distribué des tracts aux contrevenants.

Ce mouvement de suspension des PV exclut naturellement les infractions graves, les chauffards et les récidivistes. Jeudi 19 septembre, les policiers en poste à Paris, dans trois départements limitrophes (Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne) et dans les DOM-TOM se joindront à l'action revendicative (le Monde du 13 septembre).

**ATLASECO**  
ATLAS ECONOMIQUE MONDIAL  
202 PAYS ETUDIES

364 pages, format 110 x 175, chez votre marchand de journaux

**110 F**

# ATLASECO

1991-1992

## Atlas Economique Mondial

### 202 Pays Etudiés

**Parution Annuelle**

388 pages, format 110 x 175, chez votre libraire

**160 F**

Je désire recevoir un exemplaire d'ATLASECO et vous envoie ci-joint un chèque à l'ordre :

LES EDITIONS DU SERAIL : 9, rue d'Aboukir - 75002 PARIS

ATLASECO de poche : 160 F + 18 F de port 178 F

ATLASECO broché : 110 F + 18 F de port 128 F

NOM : \_\_\_\_\_ Adresse : \_\_\_\_\_

Code Postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_

مكتبة من الاصل



صحة من الامم

SCIENCES • MEDECINE

Aux frontières de la vie

Suite de la première page

Et, en gros, le passage de la chimie moléculaire à la chimie supramoléculaire, que nous pratiquons maintenant, correspond un peu au passage d'un intérêt pour les structures et les propriétés, vers une approche différente, qui porte plutôt sur les systèmes et les fonctions. On s'efforce avant tout de contrôler les facteurs dont les molécules interagissent les unes avec les autres, se transforment, s'accroissent, se reconnaissent, et peuvent ainsi donner lieu à un certain nombre de fonctions beaucoup plus intéressées que celles des molécules isolées.

Le chimiste a l'avantage de ne pas avoir les contraintes du biologiste, puisque ce qu'il a dans ses tubes à essai n'a, pour l'instant, pas besoin de vivre. Il peut donc expérimenter sur un domaine beaucoup plus vaste. Les molécules qui font la matière vivante ne sont d'ailleurs qu'une section de l'ensemble de l'univers moléculaire possible qui s'ouvre à lui, et dans lequel il peut entrer à n'importe quel endroit. Ses seules limitations sont les lois fondamentales de la physique, et celles qui régissent la réactivité chimique. Le nombre des systèmes qu'il peut espérer construire ainsi est pratiquement infini. Et, si certaines substances ou propriétés sont, pour l'instant, prévisibles, on en génère probablement beaucoup d'autres encore insoupçonnées.

Vous dites que le contenu de vos tubes à essai n'a, pour l'instant, pas besoin de vivre. Entendez-vous qu'il puisse vivre un jour ?

Il s'agit évidemment, au stade où nous en sommes, d'une bombe. Je n'envisage rien pour l'instant. La science-fiction est, bien sûr, intéressante, mais il faut quand même garder les pieds sur terre. Cela dit, tout dépend de la manière dont on définit la vie. Je ne serais ni gêné ni choqué, ni même surpris, si on arrivait un jour à fabriquer des systèmes qui aient les propriétés des organismes vivants sans être toutefois des organismes tels qu'ils sont définis actuellement.

Ensuite, qu'en dit le virus, par exemple, est à la limite de l'animé, et de l'inanimé. C'est un fluide de molécules, une capsule avec quelques choses dedans, qui réussit à s'intégrer dans une cellule, parce que des mécanismes moléculaires le lui permettent. Une fois à l'intérieur, il utilise la mécanique enzymatique de la cellule pour se reproduire. Certes,

cessus biologiques complexes. Un domaine un peu plus éloigné, mais pas trop lointain, concerne le génie biologique, ou la chimie génétique. Une chimie de molécules qui interfèrent avec l'expression de certains gènes, et permet de modifier leurs possibilités de régulation est une chose tout à fait envisageable. C'est ainsi que certains antibiotiques s'accrochent sur les acides nucléiques (1) et tirent de cette propriété une partie de leur action. Des médicaments, comme par exemple le Cis-platin, utilisés dans le traitement



de certains cancers, interagissent directement, eux aussi, avec les bases des acides nucléiques.

A contrario, au lieu de construire des molécules pour interférer avec des molécules biologiques, on peut utiliser le système et la machinerie biologique pour faire des réactions chimiques. C'est le domaine des biotechnologies.

On fabrique aussi des capteurs branchés sur un dispositif électronique classique, dont la partie sensible est une électrode composée d'une membrane cationique, dissoute, des substances biologiques qui interagissent directement avec les produits se trouvant dans le milieu à mesurer. Une des applications intéressantes de ce genre de «biocapteurs» permet, par exemple, de surveiller en temps réel le niveau de potassium dans le sang des patients sur la table d'opération.

Encore une fois, cela montre comment on système moléculaire extrêmement complexe peut donner lieu à un système d'effets qui, initialement, ne sont pas contenus dans le système.

Un peu à la manière de ce qui s'est produit avec les cryptants qui vous ont valu le prix Nobel en 1987 ?

Effectivement. Initialement, je m'intéressais au système nerveux. Je m'étais dit : comment un chimiste pourrait-il contribuer un peu à la compréhension d'un certain nombre de processus qui s'y passent ? L'un des plus fondamentaux, et qui me semblait aussi le plus accessible chimiquement, est la façon dont, dans les membranes des nerfs, les ions sodium et potassium sont utilisés pour créer le potentiel électrique qui fait l'impulsion nerveuse. J'ai donc cherché à fabriquer des molécules qui pourraient manipuler ces ions sélectivement. Cela, c'était un peu la «préparation du terrain». Il a ensuite fallu y planter quelque chose qui puisse servir à la chimie. Et le produit final, le cryptant, n'absorbait rien de voir avec le produit biologique. Mais il fait des choses remarquables, même si, dans le système nerveux, les choses sont beaucoup plus complexes.

Depuis, les cryptants ont été utilisés à titre expérimental, sur des rats, pour détecter un organisme contaminé par le strontium radioactif ou le plomb. Leur application à l'homme n'est cependant pas pour demain car il s'agit de substances synthétiques, artificielles, très loin des substances biologiques, et de longues études de toxicité seraient nécessaires. Rhéoboulens a aussi mis en œuvre des cryptants pour accélérer certaines réactions de polymérisation. Nous avons, enfin, inclus un ion fluorescent dans des nouveaux types de cryptants. Accrochés à un anticorps, ils vont servir dans un système de diagnostic médical par fluorescence, que l'ORIS, filiale du Commissariat à l'énergie atomique, est en train de développer.

Propos recueillis par JEAN-PAUL DUFOUR

(1) ADN ou ARN, longues molécules qui portent les gènes, supports de l'hérédité.

POINT DE VUE

Ne plus rembourser les produits homéopathiques !

par le docteur Jean-Jacques Aulas

La nouvelle politique gouvernementale en matière de fixation du taux de remboursement des médicaments aux assurés sociaux paraît actuellement s'inspirer d'une logique où le bon sens y cède la raison. Quoi de plus rationnel en effet que de ne rembourser que les médicaments réellement efficaces ? En cas périodes où les coûts de la santé constituent pour les responsables politiques un défi digne de la quadrature du cercle, ne plus rembourser un médicament inutile car inefficace nous semble relever d'une saine gestion économique.

Désormais, ne seront remboursés que les médicaments qui apportent une efficacité thérapeutique supérieure aux anciennes ou qui, à efficacité égale, seront mieux tolérés. Or cet éperon bon sens semble battu en brèche par la réalité des faits. Il existe actuellement, en effet, trois grands types de médicaments : ceux qui ne sont pas remboursés ; ceux qui le sont à 40 %, et ceux à 70 %. Récemment, de nombreux médicaments remboursés jusqu'à 40 % (médicaments dits de confort, à l'efficacité douteuse au regard des standards méthodologiques habituels de l'évaluation scientifique) ne le sont plus.

En revanche, de nombreux médicaments qui, au regard de ces mêmes standards, n'ont pas fait la preuve d'une quelconque efficacité, continuent à être remboursés au taux maximum, à savoir 70 %. Tel est le cas des remèdes homéopathiques. Il est incontestable que l'économie réalisée par le déremboursement des médicaments homéopathiques serait dérisoire par rapport au déficit total de l'assurance-maladie et pénaliserait, peut-être injustement, les centaines de milliers de patients qui se trouvent bien de ce type de traitement.

D'un autre côté, au regard de la nouvelle philosophie qui préside à l'attribution du taux de remboursement des spécialités pharmaceutiques par les pouvoirs publics,

maintenir le taux de remboursement des remèdes homéopathiques à celui des médicaments les plus efficaces peut conférer à l'homéopathie une légitimité scientifique qu'elle ne possède pas encore. Certes, l'art de guérir ne se résume pas pour le médecin à la prescription de substances médicamenteuses à efficacité contrôlée et à effets indésirables garantis. Parfois, le praticien doit habilement utiliser l'effet placebo. Dans ces conditions, la prescription de médicaments stupides mais à efficacité douteuse est souvent précieuse et légitime. Cependant, ces réalités de la pratique médicale quotidienne ne sauraient être les seules justifications d'une politique de remboursement qui reste encore largement incohérente.

Car de deux choses l'une : ou bien les responsables politiques décident de ne rembourser que les médicaments ayant incontestablement démontré leur efficacité selon les canons évaluatifs classiques (les autres ne l'étant plus du tout) ; ou bien ces mêmes responsables politiques considèrent que certains médicaments d'efficacité douteuse peuvent être utiles et doivent donc être remboursés. Mais alors il devient nécessaire de préciser clairement quelles sont les « règles du jeu » ; selon quels critères tel médicament à efficacité non démontrée sera-t-il remboursé et pas tel autre ?

C'est pourquoi il nous paraît souhaitable que tous les professionnels concernés par le bon usage du médicament, mais aussi les malades, qui le sont au premier chef, puissent s'exprimer, en toute liberté et transparence, sur l'ensemble de ces problèmes. Espérons, enfin, que la création imminente d'une Agence pour le médicament palliera ces incohérences.

Le docteur Jean-Jacques Aulas vient de publier, en collaboration avec Gilles Bardelay et Jean-François Boyer, *Homéopathie, l'état actuel de l'évaluation clinique* (éditions Frison-Roche, Paris, 1991, 250 pages).

BIBLIOGRAPHIE

Le credo d'un mandarin

par le docteur Louis René

ANDRÉ GOUZÉ a choisi un titre gaillard, pour nous livrer le témoignage - le credo - d'un médecin au parcours hors du commun (1). Formé à l'Ecole de santé navale - et il faut lire le souvenir et l'expérience laissée par la traditionnelle croisière sur la Jeanne - puis professeur d'anatomie, cette science fondamentale austère, il devint chef de service de neurochirurgie, discipline clinique difficile et évolutive entre toutes. Se superposait à cette expérience de praticien hospitalier-universitaire, l'auteur a assuré de façon inhabituellement prolongée les charges de doyen de la faculté de médecine de Tours, de président de la conférence des doyens français et de la conférence des doyens de facultés de médecine d'expression française. Soigne-tout ne « mandarin » ! Encore faut-il savoir ce qu'on entend par ce terme. Pour l'auteur, le mandarin est « éclairé, ouvert, c'est celui qui écoute, celui qui nous réconcilie avec l'être ». « Mai 68 m'aide à évoluer », avoue-t-il dans les toutes dernières pages de son livre.

Le pouvoir médical s'accroît de nos jours et influe sur les progrès biomédicaux qui « ont rendu possibles des situations dépassant le champ où s'exerçait jusqu'à la décision médicale », comme le dit excellemment François Leleu. Il y a près de dix ans, le débat a pris une ampleur inconnue jusqu'ici sans que l'on puisse préciser exactement où et quand la contestation a pris naissance. André Gouzé, confronté comme nous tous à l'exercice de cette nouvelle puissance, n'entend ni engager une polémique ni transiger avec les règles de l'humanisme médical. Le pouvoir médical, dit-il en substance, ne sera plus démenti s'il est porté par l'humanisme, « cette philosophie qui met l'homme et les valeurs humaines au-dessus des qualités valeurs, et l'humanisme de la qualité des relations du médecin et du malade, de l'écoute, de l'information,

Le plus important écrit sur l'évolution depuis Darwin.

LE GÈNE ÉCOÏSTE  
Richard Dawkins  
Collection S  
354 p., 135 F.

Dans la même collection :  
• Les forces de la Nature - Paul Davies  
• Nées dans la nuit - Martin Cohen  
• Kurt Gödel - Hao Wang

ARMAND COLIN

THE LADY DAVIS FELLOWSHIP TRUST

BOURSES DE RECHERCHE POUR LES ÉTUDIANTS AVANCÉS, EN MAÎTRISE, DOCTORAT, POST-DOCTORAT ET BOURSES PROFESSIONNELLES À L'UNIVERSITÉ HÉBRAÏQUE DE JÉRUSALEM ET AU TECHNION - INSTITUT TECHNOLOGIQUE D'ISRAËL 1992/1993.

Les lauréats du Fonds Lady Davis sont choisis en vertu du niveau d'excellence de leurs études précédentes et de l'opportunité dans leur domaine de spécialisation.

Les bourses de maîtrise, doctorat et travail post-doctoral sont accordées pour la durée d'une année universitaire entière. Elles peuvent toutefois être prolongées pour une année supplémentaire. Les candidats aux bourses post-doctorales peuvent soumettre leur dossier au plus tard trois ans après avoir complété leur thèse de doctorat.

Bourses pour professeurs en visite (visiting professors) : celles-ci sont destinées à des professeurs titulaires (Associate and Full Professors) dans leurs institutions respectives. Elles sont accordées pour un semestre ou pour une année universitaire entière.

Les bourses couvrent les frais de voyage, une indemnité raisonnable de séjour et, le cas échéant, les frais de scolarité.

Les formulaires dûment remplis doivent parvenir à l'administration du Fonds le 30 novembre 1991 au plus tard. Les candidats (y compris les candidats israéliens) doivent marquer la catégorie de la bourse qu'ils sollicitent. Prière d'adresser les dossiers à l'adresse indiquée ci-dessus.



L'éveil à la musique des langues, c'est enfantin, c'est à la Fnac.

La 1<sup>re</sup> rencontre de votre enfant avec une langue étrangère est une étape importante. La découverte de sons nouveaux doit l'attirer comme un jeu, l'amuser comme une chanson et lui donner envie de dire « encore ».

C'est parce que cette première expérience compte pour son avenir, que la Fnac a sélectionné les 40 meilleurs titres du marché rassemblés dans un dossier comparatif.

Cassettes et ouvrages destinés à un usage familial ont été testés et analysés par les libraires spécialistes de la Fnac. Leur avis vous permettra de vous faire une opinion et de favoriser chez votre enfant l'éveil à la musique des langues.







هكذا من الراحل

# CULTURE

## CINÉMA

### Grèves et contes de fées

Le Festival de Toronto s'est achevé le 15 septembre après une semaine agitée

TORONTO  
correspondance

Le Festival de Toronto a connu une deuxième semaine difficile, grève des postes canadiens, grève du zèle dans les aéroports entravant l'arrivée des invités (et des films), grève des transports urbains, grève des fonctionnaires, imbibitions tout ce qui bouillait encore et pour finir, vol d'une camionnette contenant vingt-trois des films sélectionnés dont certains (provenant du Sud-Est asiatique) en unique copie sous-titrée.

Malgré cela - la camionnette étant finalement retrouvée avec son contenu - le Festival a connu sa plus belle année depuis ses débuts d'existence, grâce à la présence simultanée de stars internationales et de films de recherche, tous sélectionnés (et c'est là le secret du Festival de Toronto) sur le coup de foudre d'une équipe de programmeurs épris d'originalité et armés d'une solide culture cinématographique.

Sophia Loren, vedette de *Sammi*, dimanche, lundi, de Lina Wertmüller, a respecté au public ce qu'était une star de la grande tradition hollywoodienne. Jodie Foster a brillamment

présenté sa première réalisation, *Little Man Tate*, en plusieurs langues. Sean Penn (*Indian Runner*), Don Johnson (*Paradise*), River Phoenix (*My Own Private Idaho*), prix d'interprétation masculine à Venise, ont séjourné à l'occasion du festival. Peter Greenaway annonçait le projet le plus ambitieux de toute sa carrière : une émission de télévision pour le 31 décembre 1999, réflexion sur la notion de millénaire, qui se déroulerait sur vingt-quatre heures et, simultanément, sur trois écrans interactifs. Les Français ont pris l'initiative du financement.

Côté films, le menu était copieux : 250 titres environ. Il y a ici presque autant de « festivals » que de spectateurs. Certains ont pourtant réussi à faire l'essentiel : *The Adjuster*, d'Atom Egoyan, par exemple, déjà vu à Cannes et à Montréal, dont le réalisateur est en passe de devenir l'un des chefs de file du nouveau cinéma canadien. *A Woman's Tale*, de l'Australo-Néerlandais Paul Cox, qui a su renouveler le thème de la vieille dame indigne avec une étonnante comédie, Sheila Florance. *Page blanche* (déjà présenté à Montréal), d'Ho Quang Minh, couvre la même période historique que la

Déclaration de Roland Joffé : le génocide perpétré au Cambodge par les Khmers rouges. *La Femme de l'épicerie*, premier film d'un cinéaste de Vancouver, John Pozzer, est une œuvre complexe - le portrait tragique d'un homme travaillé entre plusieurs femmes - à rapprocher d'*Eraserhead* de David Lynch. Un noir et blanc dense et menaçant, une bande-son bizarre, un scénario intrigant, le film de John Pozzer a reçu une mention spéciale au palmarès final.

Bien que le Festival de Toronto ne soit pas une compétition, un certain nombre de prix sont en effet remis : prix du film le plus populaire (*The Fisher King*, de Terry Gilliam), prix de la critique internationale (*My Own Private Idaho* de Gus Van Sant), etc. Après avoir (fort justement) souligné la renaissance du cinéma canadien, le jury décernait le prix du meilleur long métrage canadien (25 000 dollars) à Atom Egoyan pour *The Adjuster*. En recevant cette récompense, Egoyan rappelait que, lors d'un festival du jeune cinéma à Montréal, Wim Wenders avait choisi de lui donner une bourse d'un montant équivalent. « C'est une chose que je n'ai jamais oubliée », a-t-il ajouté. Aujourd'hui, grâce au Festival de Toronto, entre autres, je peux montrer mes films. Je n'ai pas vraiment besoin de ces 25 000 dollars, je préfère les donner à John Pozzer. Puis profitant de la surprise générale (de celle de Pozzer en particulier), Egoyan comptait court à toute effusion et s'échappait par une porte dérobée.

HENRI BEHAR

PETIT MARIGNY



LOCATION 42 25 20 74 ET AGENCES

PIANO

4 octobre 1991

BRENDEL

HAYDN • LISZT

PLEYEL 45-61-0630

## ARTS

### Un pathos trop troublant

Débris, fragments, verres cassés : Anselm Kiefer cultive une poétique des ruines fort équivoque

KIEFER  
chez Yvon Lambert

Sous la verrière de la grande galerie d'Yvon Lambert est suspendu par un câble une fusée aux flancs tapissés de feuilles de plomb boursoufflées, à mi-chemin d'un modèle d'On o marché sur la Lune et d'un V2 nazi ou d'un Scud irakien très cabossé. Sous les tuyères sont entassés des mottes de terre, des vitres cassées et quelques débris indéfinissables. Au mur, face au missile immobile, sont accrochés des plaques de plomb et des carreaux de verre, la plupart maculés d'argile. Sur le mur d'en face, une inscription en allemand nonchalamment inscrite au crayon révèle le titre de cette « installation » : elle s'appelle *Une tombe dans les cieux*.

L'auteur en est Anselm Kiefer, célèbre internationale de l'art contemporain germanique fêté partout, vendue très cher. Dans les autres salles de la galerie, il a disposé d'une part des « tableaux », feuilles de plomb gris qui masquent des photographies en noir et blanc, et d'autre part des vitrines assez semblables à des cercueils de verre sert de fer. Elles contiennent des plantes desséchées, des livres en feuilles de plomb, des toiles brûlées, un projecteur de cinéma éteint et écrasé et d'autres symboles évidents de la déréliction.

Depuis des années, Kiefer n'a d'autre sujet que celui-ci. Qu'il peigne d'immenses tableaux de

landes brûlées et des architectures castrales façon Albert Speer ou conçoive de monumentales mises en scène à base de plomb et de terre, il ne cesse de satisfaire sa passion du désastre. Passion de monomane : sa gloire est fondée sur cette inspiration où ses exégètes aiment à reconnaître des souvenirs de wagnérisme et des reminiscences de romantisme allemand. Passion équivoque surtout. Car on ne sait au juste ce que Kiefer entend suggérer, ni quelle émotion il veut susciter à force de spectaculaire, la dépravation du désastre au moins avouable, le goût de l'entassement.

Il met tant de soin à loger dans des bières vitrées les choses mortes et carbonisées qu'il collectionne : il accumule avec tant de zèle les allusives guerrières, particulièrement celles qui se réfèrent à la seconde guerre mondiale ; il a éliminé de ses travaux avec tant de rigueur tout ce qui pourrait susciter un peu de plaisir, plaisir de l'œil et du toucher, qu'on pourrait le soupçonner de quelque complai-

sance morbide. D'autres contemporains, à commencer par Gasiorowski, ont manipulé les mêmes éléments historiques - mais n'ont pas pu se tromper sur leur répulsion. On ne saurait hélas en dire autant de lui.

Ses constructions monumentales, métalliques et baveuses comme des tanks, traduisent une déplaisante fascination pour la force meurtrière et la résolution froide que l'on prête à certains assassins. Dans ses installations actuelles, il mime la destruction. On ne veut pas croire que ce soit faute de mieux. Quel artiste aime si fort la mort, qu'il se délecte des images de désastre de façon si peu dissimulée suscite malaise et suspens. La poétique des ruines selon Kiefer est trop trouble et de trop douteuse essence pour que l'on puisse accepter de céder à son pathos à gros effets.

PHILIPPE DAGEN

► Galerie Yvon Lambert, 108, rue Vieille-du-Temple, 75003 ; tél. : 42-71-09-33. Jusqu'au 29 octobre.

## EN BREF

o Danton Matisse. - Treize-six tableaux, dessins, gouaches et sculptures provenant de la succession de Pierre Matisse - le fils du peintre et lui-même marchand de tableaux - vont enrichir les musées de France par le biais d'une dation, a annoncé le ministère de la culture. Parmi ceux-ci vingt-cinq œuvres d'Henri Matisse (dont treize sculptures, un autoportrait et deux nus importants), un portrait de Cézanne, cinq œuvres de Jean Dubuffet (dont *Pierre Matisse, portrait obscur*), une figure de Giacometti et une toile de Miro. Le montant de cette dation pourrait égaler celle de Jacqueline Picasso.

o Le David de Michel-Ange endommagé, - Jo d'Orléans du David de Michel-Ange a été endommagé, le 14 septembre, à Florence, par un homme qui a prétendu avoir agi « sur ordre d'un modèle de l'artiste ». L'homme a sorti un mar-

teau de son pardessus et s'est attaqué à l'un des pieds de la célèbre statue de marbre haute de 4 mètres. Il a été maîtrisé par des visiteurs. Réalisée entre 1501 et 1504, la statue représente David après sa victoire sur Goliath. Elle est admirée chaque année par des milliers de touristes dans la Galleria dell'Accademia. « Le dommage matériel est réparable puisque tous les fragments ont été retrouvés. Mais l'impact moral subsiste », a déclaré le conservateur du musée.

Le directeur général du ministère de l'Héritage culturel a admis qu'il était difficile, de placer toutes les œuvres d'art derrière une vitre, à l'exemple de la *Pietà*, ainsi protégée, dans la basilique de Saint-Pierre de Rome, à la suite d'une agression similaire. - (Reuters.)

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

ABBAYE DE ROYAN (1647-1648)  
Samedi 21 septembre  
Rem. (1)  
34-85-05-50  
(p. J. Mendel)  
(p. J. Mendel)

SALLE PLEYEL  
Vendredi 20  
Régiment  
exception.  
Samedi 21  
Mardi  
24 septembre  
20 h 30  
Tél. Loc.  
42-81-06-30  
(p. J. Mendel)

18 h : POLYPHONY  
dir. Layton  
Samedi 20  
20 h 45 : LES MUSICIENS DU LOUVRE  
Bott, Laurens,  
Jones, Mc Dougal  
(p. J. Mendel)  
San Filippo Mart  
A. Scordati

MOZART  
LA FLUTE ENCHANTEE  
Vacation Concert  
Tacta Lillian  
ALAIN DUBAUT  
(p. J. Mendel)  
Dir. : Laurent  
CLAUDE COMFORTES  
Chœur et Orchestre  
SYMPHONIQUE  
FRANCAIS  
Dir. : Laurent  
PETITGIRARD

BOULLE  
Samedi  
21 septembre  
20 h 30  
Tél. Loc.  
42-81-06-30  
(p. J. Mendel)

FÊTES D'AUTOMNE de l'ACADEMY OF ST-MARTIN  
IN THE FIELDS  
Dir. : Kenneth  
SILLITO  
Sol. : James  
BOWMAN  
Haute-Croix  
MOZART WAGNER  
WYALDI

SALLE PLEYEL  
Dimanche  
5 octobre  
17 h 30  
(p. J. Mendel)

ORCHESTRE ET CHORALE  
KUENTZ  
BRAHMS  
ROHMEN ALLENAND  
MOZART - Symph. Linn.  
M. Stevov - P. Liza

Le Monde

ARTS et SPECTACLES

OPERA DE PARIS  
BASTILLE

LES MUSICIENS DE L'ORCHESTRE NATIONAL DE L'OPERA DE PARIS ET LA MUSIQUE DE CHAMBRE

CONCERT MOZART ET MESSIAEN  
Myung-Whun Chung, piano

CYCLE BRUNO MADERNA - HEINZ HOLLIGER  
Concertation Opera de Paris / Festival d'Automne à Paris

24 OCTOBRE - 20H30  
Heinz Holliger - "Come and Go" - "What Where"  
Ensemble Musik der Jahrhunderte  
Direction Manfred Schreier  
Avec le concours du Goethe Institut, de Pro Helvetia et de la Sacem

30 OCTOBRE - 20H30  
Œuvres de :  
Bruno Maderna, Luciano Berio, Philippe Fenelon,  
Iannis Xenakis, Marco Stroppa.  
Quatuor Arditti  
Avec le concours de la Suisse des Jeunes et de la Sacem

STUDIO  
4 OCTOBRE - 20H30  
RECITAL  
Maria Bayo, soprano

EN VANT PREMIERE  
Rencontres publiques à propos des spectacles  
"L'opéra" animée par André Tubeuf 20 septembre 18h  
"Angé de Paul" animée par Philippe Olivier 30 octobre 18h  
(co-production Opera de Paris-Bastille/Franc Musiques Bastille)

10 OCTOBRE - 20H30  
RECITAL  
LES STAGIAIRES DE L'ECOLE D'ART LYRIQUE DE L'OPERA DE PARIS  
Mireille Guigui, mezzo-soprano  
LOCATION : (1) 44 73 13 00

Dubuffet

les dernières années

dernière semaine  
jusqu'au 22 septembre

galerie nationale du

Jeu de Paume

ACCENTS OF AMERICA

Art and the new Technologies  
American movies  
Public speaking  
American history  
Business English  
Préparation : TOEFL, TSE, TOIC.

TELEPHONE 44 07 05 05

Inscriptions à partir du 3 septembre  
25 rue de Condé  
75006 Paris  
métro Odéon

DANSE

A PARTIR DU 24 SEPT. 20H30

LUCINDA CHILDS

RHYTHM PLUS

Ugèr - Ferrari

avec Elisabeth Chojnacka

clavé

DANCE

Philip Glass

film/décor Sol Lewitt

LOC. 42 74 22 77

2 PL. DU CHATELET PARIS 4<sup>e</sup>

GRATUIT

Découvrez les "trucs" des Communicateurs Efficaces

Demandez le premier numéro de la Lettre d'Information confidentielle "Communicateurs Efficaces".

Pour écrire vos lettres avec plein de "punch", rédiger des mémos qui marchent, des rapports qui sont lus, pour donner des conférences et organiser des séminaires réussis, pour comprendre, évaluer, convaincre, motiver les autres, tout des idées pratiques qui vous aideront à agir.

Un exemplaire de premier numéro ainsi qu'une offre de lancement seront offerts à tous les lecteurs de ce magazine qui en feront la demande.

Au sommaire de 1<sup>er</sup> numéro :

- 3 étapes pour rédiger un mémo efficace
- Comment prendre la parole à l'improviste
- 5 méthodes pour influencer les autres
- Comment mener un entretien d'embauche
- Pour sûr moyen de saper votre confiance en vous - et comment l'éviter
- Comment écrire un livre et que l'autre s'en fasse "un" devant une page blanche
- L'art de raconter des histoires drôles
- Réussir une réunion - les pièges à éviter
- Pour recevoir votre exemplaire gratuit, découpez ce haut et adressez-le à :

Editions Godelin, BP 94,  
91051 Bantilly Cedex.

BON POUR UN ECHANTILLON GRATUIT à retourner à Editions Godelin B.P. 94, 91051 Bantilly Cedex

Votre lettre d'information m'informe. Envoyez-moi un échantillon gratuit - le numéro 1 - ainsi qu'une proposition d'abonnement à prix d'introduction sans engagement à l'abonnement suivant :

Nom  
Prénom  
Adresse  
Code  
Ville

DW2010007



## SPECTACLES

Programmes du mercredi 18 au mardi 24 septembre

## CINÉMAS

## LA CINÉMATHEQUE

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)

## MERCREDI

Les Archives du film présentent : l'Heure suprême (1927), de Frank Borzage, 16 h : l'Heure suprême (1937), v.o. de Henry King, 21 h 30.

## PALAIS DE TOKYO (47-04-24-24)

## MERCREDI

La Campagne de Cochon (1989), de Jacques Davila, 18 h : le Petit Criminel (1990), de Jacques Dailly, 20 h.

## CENTRE GEORGES POMPIDOU

## SALLE GARANCE (46-76-37-28)

## MERCREDI

Le Cinéma australien : For the Term of his Natural Life (1927, v.o. s.t.f.), de Norman Dawn, 14 h 30 ; Melcolm (1986, v.o. s.t.f.), de Nadia Tase, 17 h 30 ; Gismark Convoys Smashed (1944, v.o. s.t.f.), de Damien Perer ; A Street to die (1985, v.o. s.t.f.), de Gille Bennett, 20 h 30.

## VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, grande galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles (40-28-34-30)

## MERCREDI

Paris la nuit : Jeune Public : Spot Prophec (1982), Les Quatre Cents Coups (1959) de François Truffaut, 14 h 30 ; Erances : Aubert and Ko chante Quand Paris s'éteint (1989), l'École de mer (1988) de Thierry Tasset, Boy meets girl (1983) de Léos Carax, Encore un jour (1970) de J.-P. Bonnaud, 15 h 30 ; Détrésses : Spot Eranc (1989), le Père Noël est une ordure (1983) de Jean-Marc Poiret, 18 h 30 ; Les Mercredis de la fiction : le Ostin de Rossel (1986) de Jean Prat, 20 h 30.

## LES FILMS NOUVEAUX

**LE CHOIX D'AMER.** Film américain de Joel Schumacher, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; George V, 8 (45-52-41-46) ; UGC Biarritz, 9 (45-62-20-40) ; Sept Paroissiens, 14 (43-20-32-20) ; UGC Mollot, 17 (40-88-00-16) ; v.f. : Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-84-84) ; Saint-Lazare-Paquier, 6 (43-57-35-43) ; UGC Opéra, 9 (45-74-95-40) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wapler, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (45-36-10-96).

**MISSISSIPPI MASALA.** Film américain de Mira Nair, v.o. : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-26-58-83) ; La Pagoda, 7 (47-05-12-15) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-78-23) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Gaumont Montparnasse, 14 (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2 (47-42-50-33) ; Les Montparnasse, 14 (43-27-84-50) ; Pathé Wapler, 18 (45-22-47-94).

**LE ROI DES ROSES.** Film allemand de Werner Schroeter, v.o. : Epée de Bois, 5 (43-37-57-47) ; George V, 8 (45-52-41-46).

**LA TENTATION DE VÉNUS.** Film britannique d'Istvan Szabo, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-26-58-83) ; La Pagoda, 7 (47-05-12-15) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-78-23) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Gaumont Montparnasse, 14 (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2 (47-42-50-33) ; Les Montparnasse, 14 (43-27-84-50) ; Pathé Wapler, 18 (45-22-47-94).

**LA VIEILLE QUI MARCIAIT DANS LA MER.** Film français de Laurent Heynemann : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Hauteville, 6 (48-33-78-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 6 (43-59-52-43) ; Pathé Français, 9 (47-70-33-86) ; Les Nation, 12 (43-43-01-59) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15 (45-22-47-94) ; UGC Mollot, 17 (40-88-00-16) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-47-94).

## LES EXCLUSIVITÉS

**A FLEUR DE PEAU (A. v.o.)** : George V, 8 (45-52-41-46).

**L'AFFAIRE WALLRAFF (A. v.o.)** : Lucerna, 6 (45-44-57-34).

**ALICE (A. v.o.)** : Cinoches, 6 (48-33-10-82) ; Club Gaumont (Publicis Marignan), 6 (43-58-31-97).

**AN ANGEL AT MY TABLE (info-zélandais, v.o.)** : Les Trois Luxembourg, 6 (48-33-97-77) ; Lucerna, 6 (45-44-57-34).

**L'APPROCHE FINALE (A. v.o.)** : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

**ATLANTIS (Fr.)** : Rex (le Grand Rex), 2 (42-36-83-93) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-78-23) ; Gaumont Montparnasse, 14 (43-35-30-40) ; Kinopar, 15 (43-06-50-50).

**LA BANDE A PISCOS (A. v.f.)** : Rex, 2 (42-36-83-93) ; Cinoches, 6 (48-33-10-82) ; UGC Triomphe, 6 (45-74-93-50) ; République Cinéma, 11 (44-05-51-33) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) ; Denfert, 14 (43-21-41-01).

**SASHU, LE PETIT ÉTRANGER (français, v.o.)** : Utopia, 5 (43-26-84-85).

**LA BELLE NOISEUSE (Fr.)** : La Saint-Germain-des-Prés, Salle G, de Beaurgard, 4 (42-22-87-23) ; Les Trois Balzac, 6 (45-61-10-80) ; Max Linder Panorama, 6 (49-24-88-88).

**BOY'N THE HOOD (A. v.o.)** : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-50-33) ; Publicis Saint-Germain, 4 (42-22-72-50) ; Gaumont Ambassade, 6 (43-59-19-08) ; Gaumont Montparnasse, 14 (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-50-33) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Miramar, 14 (43-20-86-52) ; Gaumont Convention, 15 (45-22-47-94) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

**LES BRANCHES DE L'ARBRE (Fr.-ind., v.o.)** : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-83).

Nous publions désormais le mardi les films qui seront à l'affiche à Paris, à partir du mercredi. Les commentaires concernant les films nouveaux ainsi qu'une sélection commentée des exclusivités et des grandes reprises figureront dans notre supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (daté jeudi).

## LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS

(A. v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) ; Ranelagh, 16 (42-58-64-44).

## LA CHAIR ET LE SANG

(A. v.o.) : Lucerna, 6 (42-78-47-86) ; Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-08) ; Gaumont Ambassade, 6 (43-59-19-08).

## LA CHANTEUSE ET LE MILLIARDAIRE

(A. v.o.) : Gaumont Ambassade, 6 (43-59-19-08) ; UGC Triomphe, 6 (45-74-93-50) ; Pathé Marignan-Concorde, 6 (43-59-52-43) ; UGC Biarritz, 9 (45-62-20-40) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Miramar, 14 (43-20-86-52) ; Gaumont Convention, 15 (45-22-47-94) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

## LES COMMITMENTS (irlandais, v.o.)

Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-26-58-83) ; George V, 8 (45-52-41-46) ; Escorial, 13 (47-07-28-04) ; Sept Paroissiens, 14 (43-20-32-20).

## CYRANO DE BERGERAC (Fr.)

Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

## DANNY LE CHAMPION DU MONDE

(Brit., v.f.) : Lucerna, 6 (45-44-57-34) ; Le Berry Zabre, 11 (43-57-51-59) ; Denfert, 14 (43-21-41-01).

## DANS LA PEAU D'UNE BLONDE (A. v.o.)

Lucerna, 6 (45-44-57-34).

## DANS LA SOIRÉE (A. v.o.)

Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; Reflet Logos II, 6 (43-54-42-34) ; Le Bastille, 11 (43-57-48-60) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

## DANSE AVEC LES LOUPS (A. v.o.)

Gaumont Ambassade, 6 (43-59-19-08) ; Les Montparnasse, 14 (43-27-84-50) ; v.f. : UGC Opéra, 2 (47-42-50-33) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Convention, 15 (45-22-47-94).

## DELICATESSEN (Fr.)

UGC Triomphe, 6 (45-74-93-50) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95).

## LA DISCRÈTE (Fr.)

Epée de Bois, 5 (43-37-57-47) ; Saint-André-des-Arts, 1 (45-08-57-57) ; Studio 28, 18 (46-06-36-07).

## DOORS (A. v.o.)

Epée de Bois, 5 (43-37-57-47) ; Le Bastille, 11 (43-57-48-60) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

## DOUBLE IMPACT (A. v.o.)

UGC Normandie, 6 (45-74-84-84) ; v.f. : UGC Opéra, 2 (47-42-50-33) ; Lucerna, 6 (45-44-57-34).

## LA DOUBLE VIE DE VÉRONIQUE (Fr.-Pol., v.o.)

Saint-André-des-Arts, 1 (45-08-57-57) ; République Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; Studio 28, 18 (46-06-36-07).

## L'EMBOUVILLE EST DANS LE SAC (A. v.o.)

Paris Clés II, 10 (47-70-21-71).

## LE FER ET LA SOIE (A. v.o.)

George V, 8 (45-52-41-46) ; Le Grand Silex (Fr., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

## GREEN CARD (A. v.o.)

Cinoches, 6 (48-33-10-82).

## HALFMOON (Fr.-Tun., v.o.)

Epée de Bois, 5 (43-37-57-47).

## HENRY V (Brit., v.o.)

Republique Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; Denfert, 14 (43-21-41-01).

## HIDDEN AGENDA (Brit., v.o.)

Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; Les Trois Balzac, 6 (45-61-10-80) ; Les Montparnasse, 14 (43-27-84-50).

## HOMICIDE (A. v.o.)

Pathé Hauteville, 6 (48-33-78-38) ; George V, 8 (45-52-41-46).

## HUDSON HAWK, GENTLEMAN ET CAMBRIOLEUR (A. v.o.)

UGC Normandie, 6 (45-74-84-84) ; v.f. : UGC Montparnasse, 14 (43-35-30-40) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-50-33) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88).

## L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÈTRE (A. v.o.)

Cinoches, 6 (48-33-10-82).

## J'ENTENDS PLUS LA GUITARE (Fr.)

Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; Saint-André-des-Arts, 1 (45-08-57-57) ; République Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; Studio 28, 18 (46-06-36-07) ; Escorial, 13 (47-07-28-04) ; Sept Paroissiens, 14 (43-20-32-20).

## JACQUOT DE NANTES (Fr.)

Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; UGC Odéon, 6 (43-26-58-83) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-84-84) ; Saint-Lazare-Paquier, 6 (43-57-35-43) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-50-33) ; Les Nation, 12 (43-43-01-59) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-47-94).

## JAMAIS SANS MA FILLE (A. v.o.)

Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; UGC Odéon, 6 (43-26-58-83) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-84-84) ; Saint-Lazare-Paquier, 6 (43-57-35-43) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-50-33) ; Les Nation, 12 (43-43-01-59) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-47-94).

## JUNGLE FEVER (A. v.o.)

Images d'ailleurs, 5 (45-87-18-09).

## LES LIAISONS DANGEREUSES (A. v.o.)

Cinoches, 6 (48-33-10-82) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

## LIFE IS SWEET (Brit., v.o.)

Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Europe Pontéon (ex-Reflet Pontéon), 5 (43-54-15-04) ; Gaumont Ambassade, 6 (43-59-19-08) ; Le Bastille, 11 (43-57-48-60) ; Gaumont Montparnasse, 14 (43-35-30-40).

## LOS ANGELES STORY (A. v.o.)

Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; UGC Odéon, 6 (43-26-58-83) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-84-84) ; UGC Champs-Élysées, 8 (47-20-78-23).

## MADAME BOVARY (Fr.)

14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-83).

## MISERY (A. v.o.)

Cinoches, 6 (48-33-10-82).

## NAVY SEALS (A. v.o.)

George V, 8 (45-52-41-46).

## NEUF SEMAINES ET DEMIE (A. v.o.)

Studio Galende, 5 (43-64-72-71) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

## NEW JACK CITY (A. v.o.)

Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; UGC Triomphe, 6 (45-74-93-50).

## NIKITA (Fr.)

Elysées Lincoln, 6 (43-58-36-14) ; Les Montparnasse, 14 (43-27-84-50) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

## NUIT ET JOUR (Fr.-Bel.-Suisse)

Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-26-58-83) ; Les Trois Balzac, 6 (45-61-10-80) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-48-60) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

## POINT BREAK (A. v.o.)

Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; UGC Odéon, 6 (43-26-58-83) ; Pathé Marignan-Concorde, 6 (43-59-52-43) ; UGC Biarritz, 9 (45-62-20-40) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-27-84-50) ; UGC Convention, 15 (45-22-47-94) ; Pathé Wapler, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

## LE PORTEUR DE SERVIETTE (It.-Fr., v.o.)

Utopia, 5 (43-26-84-85) ; Lucerna, 6 (45-44-57-34).

## PRETTY WOMAN (A. v.o.)

Cinoches, 6 (48-33-10-82) ; Elysées Lincoln, 6 (43-58-36-14).

## THE PRINCE DU ROI (Por., v.o.)

14 Juillet Odéon, 6 (43-26-58-83) ; Pathé Marignan-Concorde, 6 (43-59-52-43) ; UGC Biarritz, 9 (45-62-20-40) ; Sept Paroissiens, 14 (43-20-32-20) ; UGC Montparnasse, 14 (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-27-84-50) ; UGC Convention, 15 (45-22-47-94) ; Pathé Wapler, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

## RAPHANOË EN AOUT (Jap., v.o.)

Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; Lucerna, 6 (45-44-57-34).

## ROBIN DES BOIS PRINCE DES VOLEURS (A. v.o.)

Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-50-33) ; Pathé Marignan-Concorde, 6 (43-59-52-43) ; UGC Biarritz, 9 (45-62-20-40) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-27-84-50) ; UGC Convention, 15 (45-22-47-94) ; Pathé Wapler, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

## SAILOR ET LULA (Fr.)

Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; Studio Galende, 5 (43-64-72-71).

## SEX, MENSONGES ET VIDÉO (A. v.o.)

Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-08).

## LE SILENCE DES AGNEAUX (A. v.o.)

Gaumont Opéra, 2 (47-42-50-33) ; Breteigne, 6 (42-22-57-47) ; UGC Odéon, 6 (43-26-58-83) ; Pathé Marignan-Concorde, 6 (43-59-52-43) ; UGC Biarritz, 9 (45-62-20-40) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; Breteigne, 6 (42-22-57-47) ; Pathé Français, 9 (47-70-33-86) ; Les Nation, 12 (43-43-01-59) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

## SIMPLE MORTEL (Fr.)

Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; Pathé Marignan-Concorde, 6 (43-59-52-43) ; UGC Biarritz, 9 (45-62-20-40) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; Breteigne, 6 (42-22-57-47) ; Pathé Français, 9 (47-70-33-86) ; Les Nation, 12 (43-43-01-59) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

## THE VOYAGER (All.-Fr.-Gr., v.o.)

Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; UGC Odéon, 6 (43-26-58-83) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-84-84) ; Saint-Lazare-Paquier, 6 (43-57-35-43) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-50-33) ; Les Nation, 12 (43-43-01-59) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

## THEY SAY (Bel.-Fr.-All.)

Gaumont Ambassade, 6 (43-59-19-08) ; Le Bastille, 11 (43-57-48-60) ; 18 (46-06-36-07).

## TORCH SONG TRILOGY (A. v.o.)

Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; Le Berry Zabre, 11 (43-57-51-59).

## LES TORTUES NINJA II (A. v.f.)

Club Gaumont (Publicis Marignan), 6 (43-59-52-43) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68).



سكنا من الاصل

21 La grève des fonctionnaires canadiens  
La visite de M. Mitterrand en Australie

21 Confinement armements de pêche  
22 Marchés financiers

23 Bourse de Paris  
24 Communication

Les pays industrialisés et les perspectives de croissance

La reprise et l'inflation

Le retour de la croissance dans les pays développés amènera-t-il un regain d'inflation? Les déclarations de hausses des prix, qui l'on observe actuellement dans le monde entier, ne sont-elles que des trompe-l'œil? Ces questions peuvent surprendre. Tous les indices prouvent en effet que l'hydre inflationniste, incontrôlé depuis la fin des années 80, semble tenue en laisse. L'OCDE notait en juillet dans ses perspectives semestrielles que « les sujets de préoccupation à court terme concernant l'inflation sont moins grands ». La Fonds monétaire international devrait confirmer, le mois prochain au cours de sa réunion annuelle, que la reprise en cours (la croissance des pays industrialisés devrait atteindre 2,9 % en moyenne contre 1,3 % cette année) s'effectuera sans poussée des prix. L'inflation serait contenue à 3,8 % en 1992 contre 4,6 % en 1991.

Pourtant, les experts monétaires des vingt-quatre pays de l'OCDE, réunis à Dresde lundi 16 septembre, affichaient leur inquiétude. « Nous pensons que l'inflation mondiale n'est pas encore sous contrôle », a déclaré M. Hans Tietmeyer, vice-président de la Bundesbank, qui préside la commission. Les experts relèvent d'abord que les politiques budgétaires de certains pays membres de l'OCDE entraînent des déficits qui sont des facteurs d'inflation. Les États-Unis sont bien, certes, en phase de réajustement, mais l'Allemagne les a rejoints, qui finance son déficit avec un déficit fédéral qui, en 1991, atteindra 3,6 % du produit national brut. Les relèvements d'impôts et taxes qui ont été décidés par le gouvernement sont jugés « insuffisants » pour apaiser les tensions de long terme.

Les experts soulignent ensuite que la récession qui ont traversée certains pays anglo-saxons (États-Unis, Grande-Bretagne, Canada) aurait dû, en toute logique économique, se traduire par des baisses plus fortes en matière de prix. Les trois pays cités sortent de leur crise cette année avec une inflation encore proche de 4 % en rythme annuel. On pourrait trouver d'autres motifs de crainte, les prix futurs du pétrole en particulier. Mais l'inquiétude majeure porte sur le financement de la reprise actuelle. Le manque mondial d'épargne se double d'un accroissement des besoins à l'Est, au Sud, mais aussi, ce qui est quantitativement le plus important, à l'Ouest. États, entreprises et ménages : chaque acteur va avoir besoin d'argent frais pour repartir. Or le moyen le plus simple pour obtenir une croissance forte, l'histoire économique le prouve, est de faire tourner la planche à billets. D'où le rappel à la rigueur des experts monétaires de l'OCDE.

ERIC LE BOUCHER

○ Uruguay Round : les succès de cette année dernier sont-ils irréversibles? Les États-Unis, le Japon, la CEE et le Canada viennent de renouveler, lors de la réunion de la « Quadrilatérale » à Angers (le Monde daté 15-16 septembre), leur détermination à terminer les négociations commerciales de l'Uruguay Round, mais leur objectif d'y parvenir avant la fin de l'année prend désormais des allures de mission impossible, estiment les analystes. Les déclarations encourageantes d'ont pourtant pas manqué au cours des trois journées de discussions informelles à Angers entre les quatre principales puissances commerciales de l'Uruguay Round. Mais, en privé, les conseillers des chefs de délégations reconnaissent que la fin 1991 devient une date peu crédible. (AFP)

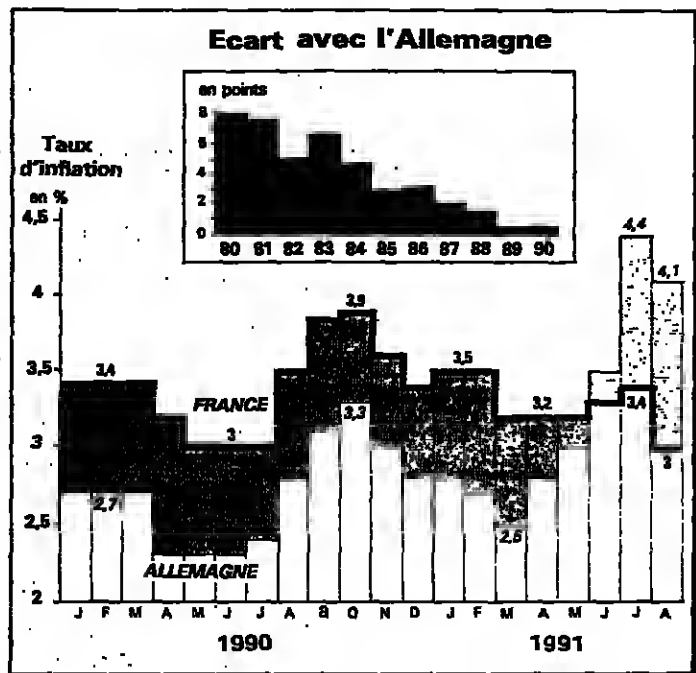
Prix : la France en bonne position

La hausse des prix en France a été modérée au cours du mois d'août, malgré de nombreuses hausses des tarifs publics. Du coup, l'écart d'inflation avec l'Allemagne continue de se creuser en notre faveur : depuis trois mois, les prix de détail augmentent moins vite en France que de l'autre côté du Rhin.

Cette situation s'explique bien sûr par les problèmes immenses posés à notre voisin par la réunification et plus ponctuellement par les hausses d'impôts et de taxes décidées pour enrayer l'impressionnant déficit des comptes publics.

Il n'empêche que, plus profondément, les coûts salariaux allemands ne cessent de s'alourdir alors qu'ils augmentent très faiblement en France, qui voit ainsi sa compétitivité s'améliorer.

Dans quelque temps, M. Bérégovoy pourrait profiter de cette situation favorable pour décider de baisser les taxes d'import sans trop avoir à craindre pour la tenue du franc.



Un millier de suppressions d'emplois prévues

Désillusion et incertitude à l'usine Bull de Belfort

Bonne nouvelle pour Belfort : la société américaine Speedy-Printer, spécialisée dans l'impression, vient de confirmer l'implantation de son centre européen dans la cité du Lion, entraînant la création de 600 emplois. Cela ne suffira toutefois pas à rétablir la balance du chômage belfortain, lourdement grevée après la confirmation, le 30 août dernier, qu'il ne devrait plus rester, au 1er janvier prochain, que 430 salariés au lieu de 1 450 dans l'usine Bull. Une restructuration délicate, qui, localement, passe mal.

BELFORT

de notre envoyée spéciale

Une allée bordée d'arbres centenaires, un vaste étang où, l'été, s'organisent des parties de pêche, un restaurant collectif : ce lieu, au bord du territoire de Belfort, est le site de l'usine Bull de Belfort, établie sur 34 hectares, rassemblée dans une maison de bois qu'on a vue.

A l'intérieur des locaux en brique, cette atmosphère apaisée persiste dans l'implantation de l'usine, où les bruits semblent irrémédiablement assourdis. De part et d'autre de ces corridors, des bureaux définitivement vides, d'autres à moitié pleins, où les derniers acteurs d'une saga qui a démarré il y a plus de trente ans tentent encore de donner le change.

Faire comme si. Alors qu'en janvier prochain il ne devrait plus rester que 430 « bullistes » sur les 1 450 que comptait encore le fleuron de l'industrie belfortaine au début de l'année, 430 salariés, c'est-à-dire un nombre inférieur aux 657 pionniers qui ont, en 1960, participé au lancement de Bull-Belfort sur les débris de la maison DMC, une fabrique de coton à broder, 430 salariés qui seraient répartis entre une filiale de 180 personnes chargée de la réparation des cartes d'ordinateur et une autre de 250 salariés, en charge du seul secteur de l'impression non impact par la microphotographie. « Nous avons redéfini arbitrairement le périmètre de ces filiales par rapport à leur charge de travail, qui correspond à celle de deux PME high tech », affirme M. Jean-Claude Albrecht, directeur général de Bull France.

Cette répartition « arbitraire » du personnel, annoncée lors du comité d'établissement du 30 août, a quelque peu embourbés les responsables politiques et économiques locaux. Sur le fond, certains jugent déjà le projet de filiale d'impression non impact, « maigritron » et d'une taille privant de développement sérieux. Quant à la forme, cette annonce est, une fois encore, décevante de l'état des relations, peu transparentes, que les responsables de Bull entretiennent localement tant avec les élus qu'avec les représentants syndicaux, depuis qu'en novembre dernier M. Francis Lorentz, PDG de Bull, a annoncé

qu'il cherchait un partenaire pour poursuivre l'activité de l'usine de Belfort.

« Jusqu'au mois de mars, Bull nous a fait miroiter l'arrivée d'un repreneur américain, Seagate, qui devait créer 600 emplois. Celui-ci s'est finalement installé en Irlande », se souvient M. Gérard Jacquot, secrétaire général de la mairie de Belfort. « C'était à prévoir », renchérit M. Jacques Maillois, président de l'Agence de développement économique de Belfort, l'Irlande offre des ponts d'or aux constructeurs informatiques étrangers en leur proposant dix à vingt ans d'exonérations fiscales et des charges sociales inférieures de 60 % au niveau français! »

Cet échec fut, en tout cas, particulièrement l'opportunité pour M. Jean-Pierre Chevènement, qui, au même moment, se lançait dans la reconquête de son siège de député du Territoire de Belfort après la démission de son suppléant, M. Gilberte Marin-Moskowitz. La focalisation de la campagne électorale sur le devenir de l'usine et le flux entrant par la direction de Bull quant à ses intentions ont en pour effet de créer « une situation où s'expriment tous les fantasmes », regrette M. Christian Prost, président (PS) du conseil général du Territoire de Belfort.

De fait, il aura fallu attendre le 28 mai – soit cinq jours avant le premier tour de scrutin – pour obtenir, de l'avis de M. Chevènement, « les premiers résultats concrets » de la part des dirigeants de Bull. Ces derniers se sont, en effet, engagés, à

l'occasion d'une réunion organisée chez M. Dominique Strauss-Kahn, ministre délégué à l'Industrie, à maintenir deux filiales à Belfort et à conserver 700 emplois sur le site. « 700 emplois conservés sur le site, mais pas uniquement par Bull », rétorque aujourd'hui M. Albrecht, qui précise que « d'autres entreprises sont appelées à venir s'installer dans ces locaux désormais inadaptés ». Reste que, pour l'heure, convient le numéro deux de Bull, « il est très difficile de faire venir des sociétés dans un cadre où tous les problèmes ne sont pas résolus ».

Table ronde tripartite

L'incertitude constitue également le lot du personnel de l'usine, qui ne s'est pas encore vu proposer de plan social, ce qui le maintient dans l'angoisse de son sort, quant aux conditions de départ qui lui seront offertes. « C'est une situation insupportable », assure M. Didier Culliaux, préfet du Territoire de Belfort, car un certain nombre de reclassements potentiels sont suspendus à la présentation de ce plan.

Ainsi l'usine voisine de GEC-Alsthom attend-elle toujours la réponse de quelque 150 « bullistes » à qui elle a proposé une mise à l'essai. La direction générale de Bull reconnaît aussi, pour sa part, que l'annonce du plan n'a que trop tardé et assure désormais qu'elle devrait être imminente. Coincée entre une direction qui, selon M. Prost, « n'a pas encore apporté la preuve de ses

bonnes intentions dans le concret » et des représentants syndicaux qui, regrettant de « n'être pas pris au sérieux », campent sur des positions jugées parfois « maximalistes », les parlementaires socialistes de Belfort appellent aujourd'hui de leurs vœux la tenue d'une table ronde tripartite, susceptible d'examiner « les dossiers au fond ».

De son côté, la municipalité belfortaine se prépare à vivre des heures difficiles : « En ce qui concerne la taxe professionnelle, rappelle M. Chevènement, Bull était notre deuxième contribuable, en nous rapportant 21,7 millions de francs par an ». Or, la cure d'amalgrame que s'approprie à subir cette usine devrait provoquer en deux ans le second coup de tonnerre dans le ciel fiscal local après celui de la fusion d'Alsthom avec GEC, qui a fait perdre 10,3 millions de francs à la ville. « Nous devons absolument, ajoute M. Jacquot, réduire notre dépendance vis-à-vis des trois pôles industriels autour desquels s'organise le paysage économique de Belfort : GEC-Alsthom, Bull et les équipementiers automobiles ».

Tel est l'un des objectifs poursuivis par M. Chevènement en soutenant la création, cet été, de la Société de développement industriel (SDI), dotée d'un capital de 40 millions de francs, et financée à parts égales par Bull, l'Etat et les collectivités locales. Cette SDI, dirigée par l'ancien directeur des ressources humaines de la direction commerciale de Bull, M. Georges Valéry, a pour mission de créer des emplois

dans la région, en attirant de nouvelles entreprises. Grâce à elle, M. Albrecht estime ainsi pouvoir créer « 600 nouveaux emplois d'ici à la fin 1992 », soit un nombre de postes équivalent à celui des salariés de l'usine pour lesquels « aucune solution de reclassement n'a encore été trouvée ».

Reste qu'entre le 5 juin, où M. Strauss-Kahn se targuait au Sénat de voir la SDI créer « mille emplois environ à bref délai », et la fin août, où M. Culliaux annonçait que l'on pouvait espérer « trouver 150 à 200 emplois par ce biais », l'enthousiasme à l'égard de cette nouvelle structure semble être quelque peu éteint dans la cité du Lion.

La création de ces nouveaux emplois ne devrait de toute façon pas permettre d'offrir une solution de reclassement à tous les membres du personnel de l'usine laissés sur le carreau, un objectif jugé également inaccessible par M. Albrecht. Car le personnel semble le grand oublié de cette affaire, alors même qu'il risque de rencontrer de grosses difficultés sur le marché du travail : il est souvent mieux rémunéré que la moyenne locale et on déçoit en son sein près de 60 % des salariés ayant un niveau égal ou inférieur au CAP et près d'un tiers d'administratifs. Confrontés aux espoirs formulés par certains, l'exposition actuelle du secteur tertiaire sur Belfort risque de ne pas suffire à l'absorber naturellement.

VALÉRIE DEVILLECHABROLLE

Une délégation du patronat japonais en France

« Travaillons comme des fourmis »

Une délégation du Keidanren – patronat japonais – conduite par M. Minoru Inoué, conseiller de la Banque de Tokyo et directeur de la mission de promotion des échanges économiques de l'organisation patronale, est arrivée, le 18 septembre à Paris, une visite de douze jours en France, intervenant en un après un premier voyage, cette mission de vingt-cinq personnes, dont de nombreux dirigeants d'entreprises, se rendra au Mans, à Nantes, Blois, Bordeaux et Toulouse.

« La confiance est établie », a affirmé M. Bernard Camboumac, président de la chambre de commerce et d'industrie de Paris, en accueillant le Keidanren et en évoquant la récente visite de M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'Industrie, au Japon. « La mot fourmi a été utilisé », a déclaré M. Camboumac devant la presse, en faisant allusion aux propos du premier ministre, M. Edith Cresson. En bien, travaillons comme des fourmis. Parce que dans la mesure où

les fourmis travaillent si bien et avec une grande efficacité, moi je ne demande qu'une chose, c'est d'être une fourmi utile ».

Selon la chambre de commerce, plus de mille contacts entre entreprises françaises et japonaises ont eu lieu en deux ans et demi et cent cinquante PME d'Ile-de-France ont conclu des accords de partenariat, de joint-ventures, des contrats d'import-export, etc.

M. Inoué, qui a été reçu par M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget, a minimisé la portée des déclarations « drastiques » de M. Cresson sur le Japon en les expliquant par la nécessité de « mobiliser les potentialités » en France. « Même si certaines expressions n'étaient pas très agréables, n'a-t-il ajouté, ce n'était pas une source de problèmes ». La visite de M. Strauss-Kahn semble avoir assaini le climat entre les deux pays, et le Keidanren se déclare confiant sur le développement des investissements japonais en France.



13èmes Journées Internationales  
20-21-22 novembre, Le Corum  
Montpellier

*Dynamiques Industrielles, Politiques  
d'Innovation, Nouveaux Marchés*

Le rendez-vous de l'automne sur la situation européenne dans le domaine des équipements et services de communication (audiovisuel, informatique, télécommunications) :

enjeux, options et stratégies des acteurs

100 intervenants, 3 tables rondes et carrefours, 20 sessions

contact : Roland CASTANIER  
IDATE : ☎ 67 14 44 03 fax : 67 14 44 00

Avec le soutien de la Fondation IDATE (Alcatel CIT, Alcatel NV, Bouygues, CDC, GSI, IBM France, PSA, SARI, SFR), de France Télécom, du Conseil Général de l'Hérault, du District de Montpellier LR et de la Région Languedoc-Roussillon.

**Bull, Siemens et Olivetti envisagent des programmes communs de recherche**

Les trois constructeurs européens ont confirmé, lundi 16 septembre, avoir signé en août dernier « un accord préliminaire » dans le cadre d'ENS (European Nervous System). Ce programme de la CEE est destiné à accélérer la croissance du marché des applications informatiques en Europe.

L'accord entre les trois firmes a été signé à la suite d'une réunion à Bruxelles le 6 juin dernier entre les responsables européens et ceux des trois groupes. Plusieurs axes de travail ont alors été envisagés : réseau trans-européen de communication, programmes de formation, développement de logiciels, informatisation des services publics de la santé notamment. Bull, Siemens et Olivetti travaillent maintenant aux détails de ces projets de manière à les proposer à la CEE d'ici la fin de l'année.

« Ces initiatives sont destinées à améliorer notre compétitivité et à élargir le marché européen de l'informatique pour les groupes européens », a expliqué M. Francis Lorentz, PDG de Bull, lors du séminaire international qui a eu lieu le week-end dernier à Opio (Alpes-Maritimes).

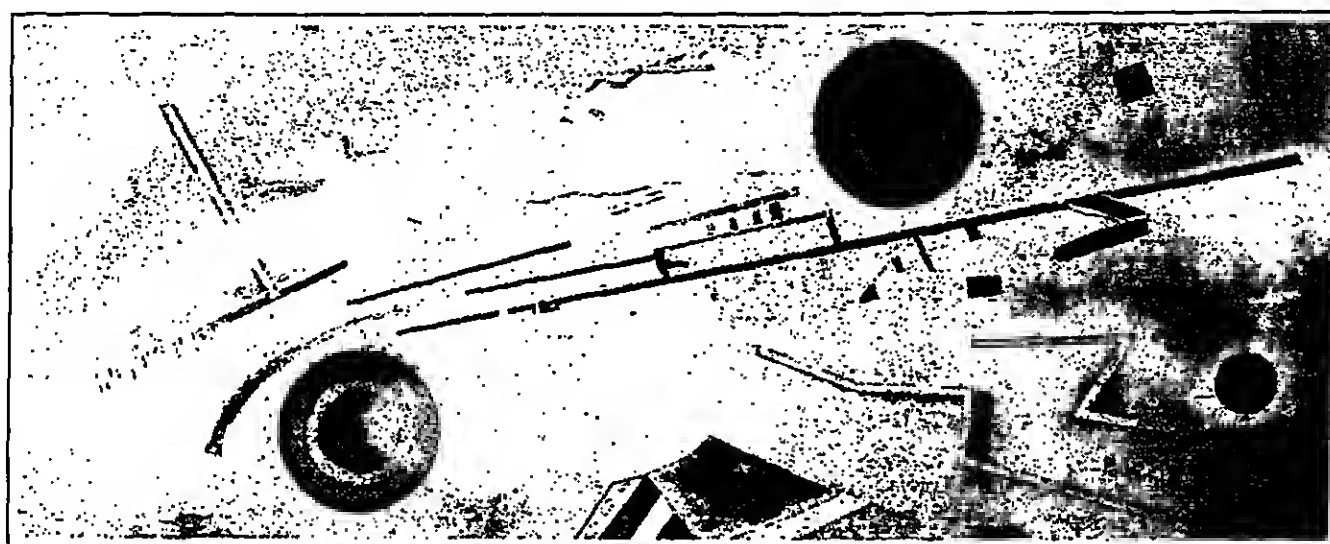
F. Ch.



# Go east.

Haniel in: Bad Doberan • Barby • Bebertal • Berlin • Bodendorf • Chemnitz  
Dönstedt • Dresden • Eiche • Erfurt • Flechtingen • Freital • Gerspersgrun  
Großvoigtsberg • Haldensleben • Halle • Jena • Leipzig • Magdeburg  
Merseburg • Neubrandenburg • Niederlehme • Nienburg/Saale • Niegripp  
Nobitz • Osterwedding • Potsdam • Rostock • Rudisleben • Schwerin  
Sermuth • Teschendorf • Tollwitz • Weimar • Wismar • Wischer • Wolfen

C'est le courage de s'aventurer sur de nouvelles voies qui caractérise les entreprises florissantes. Si le rationalisme est une clé du succès, l'intuition en est une autre.



Courage to go new ways characterizes successful firms. Rationality is called for, but intuition is also repeatedly demanded. In this way Haniel has

C'est pourquoi Haniel s'est systématiquement tourné vers de nouveaux débouchés. «Haniel aujourd'hui» cela signifie: marketing, logistique, systèmes, qualité et service – les principaux facteurs de réussite. Grâce à son organisation décentralisée, qui laisse suffisamment de liberté aux initiatives, grâce à une communication efficace et grâce à ses rapides prises de décision, Haniel a su s'engager à temps et en force avec des investissements d'un montant supérieur à FF 3.000 millions et un effectif de plus de 4.000 personnes dans les Nouveaux Länder.

Der Mut zu neuen Wegen charakterisiert erfolgreiche Unternehmen. Rationalität ist gefragt, aber immer wieder auch Intuition. So hat sich Haniel systematisch neue Geschäftsfelder erschlossen. „Haniel heute“ bedeutet: Marketing, Logistik, Systeme, Qualität und Service. Das sind zentrale Erfolgsfaktoren. Dank einer dezentralen Organisation mit unternehmerischen Freiräumen, kurzen Wegen und schnellen Entscheidungen hat sich Haniel frühzeitig und umfangreich mit Investitionen von über FF 3.000 Millionen und 4.000 Mitarbeitern in den neuen Bundesländern engagiert.

systematically established itself in new areas of business.

“Haniel today” means: marketing, logistics, systems, quality and service. These are factors of central importance to success. Thanks to a decentralized organization with freedom for enterprising manoeuvre, short channels of communication and prompt decisions, Haniel was able to involve itself early and extensively with investments topping FF 3.000 millions and 4.000 jobs in the new Federal German States.

# HANIEL

Franz Haniel & Cie. GmbH, StA Information, Franz-Haniel-Platz 1, D-4100 Duisburg 13, Téléphone +49-203-806 (0)-495, Fax +49-203-806-622

مكتبة من الأصل



هذا من الاجل

# ÉCONOMIE

## ETRANGER

Dépôt d'un projet de loi pour obliger à la reprise du travail

### « Bras de fer » entre le gouvernement canadien et les syndicats de fonctionnaires en grève

Le gouvernement canadien a déposé, lundi 16 septembre, un projet de loi visant à mettre un terme à la grève des services publics, entamée le 9 septembre. Cet arrêt de travail de la majorité des 110 000 membres de l'Alliance du service public du Canada a provoqué de graves perturbations de trafic dans les aéroports canadiens et aux postes frontalières avec les États-Unis.

MONTREAL

correspondance

Le projet de loi déposé par le gouvernement fédéral impose un contrat de travail de trois ans, avec un gel des salaires pour la première année. Ce texte vise aussi les quatorze syndicats qui sont actuellement en train de négocier avec les pouvoirs publics et prolongera de deux ans l'application des conventions collectives arrivant maintenant à échéance. Les débrayages seront interdits au cours de ces deux années. Cette mesure aurait donc pour effet de suspendre les droits de négociation collective pendant cette période. Toutefois, il semble peu probable que la loi ordonnant la reprise du travail des employés du service public prenne effet avant le 25 septembre, les partis d'opposition ayant exprimé leur désaccord.

#### Une proposition « prématurée »

Les autorités fédérales entendent geler les salaires de ces fonctionnaires cette année et leur proposer une augmentation annuelle de 3 % pour les deux années suivantes. Selon les estimations des deux parties, environ 60 000 syndiqués, auraient émis des piquets de grève dans le cadre de cette première grève générale des fonctionnaires fédéraux.

Le leader du Parti libéral (oppo-

sition), M. Jean Chrétien, estime que la présentation de cette proposition de retour au travail est « tout à fait prématurée ». « Le gouvernement n'a pas donné toutes les chances au processus de négociation collective (...). Compte tenu des circonstances, nous demandons qu'un médiateur soit nommé », a indiqué M. Chrétien. « Si tel n'est pas le cas, nous allons voter contre le projet de loi », a prévenu le chef de l'opposition. Quant au Nouveau Parti démocratique (social-démocrate), il s'opposera au projet de loi, tentant d'en retarder l'adoption jusqu'à la fin du mois.

Le premier ministre du Canada, M. Brian Mulroney, soutient que les employés de l'État n'ont aucune raison de s'estimer mal traités. « Si on place tout cela dans le contexte de la reprise économique, déclare-t-il, la position du gouvernement est loin d'être désastreuse... On demande simplement à nos employés de nous aider à favoriser la relance de sorte qu'une économie robuste puisse leur procurer de plus grands avantages plus tard ».

Le ministre responsable des négociations, M. Gilles Loiseleur, a déclaré que cette décision faisait suite à sa rencontre avec le président de l'Alliance, M. Daryl Bean, qui avait de nouveau exprimé son refus de tout gel des salaires des fonctionnaires. Le gouvernement avait fait de l'acceptation de cette mesure une condition à la reprise des négociations (le Monde du 12 septembre).

M. Bean estime que « le gouvernement conservateur essaie de se faire du capital politique en menant une campagne antisyndicale ». Appelant à la poursuite de la grève, il a rappelé qu'il était prêt à défer cette loi spéciale, et même à passer quelques semaines en prison. Pour le président de l'Alliance, qui dispose des moyens financiers pour défer une loi spéciale, « un retour au travail forcé ne règlera rien ».

JEAN-ANDRÉ LEBLANC

## AGRICULTURE

Le ministre français à Canberra

### La visite de M. Mermaz en Australie a coïncidé avec une campagne contre la politique agricole commune

Le ministre de l'agriculture, M. Louis Mermaz, en visite officielle en Australie du 9 au 13 septembre, a fait preuve de sérénité face à une campagne publicitaire du gouvernement de Canberra contre la politique agricole commune (PAC), présentée comme l'un des obstacles majeurs à l'aboutissement des négociations de l'Uruguay Round. L'avenir de ces négociations « est au centre des entretiens de M. Mermaz avec M. Hawke, premier ministre, les membres de son gouvernement et les représentants des agriculteurs ».

CANBERRA

correspondance

Les agriculteurs auront eu de nombreuses occasions d'exprimer leurs doléances puisque M. Mermaz était logé dans le même hôtel que les producteurs de céréales réunis à Canberra pour trois jours. Le président de la conférence « Grains 2000 » a souligné les conséquences désastreuses de la guerre des subventions entre la CEE et les États-Unis : les fermiers australiens abandonnent la culture du blé sachant qu'ils n'obtiendront pas les 140 dollars australiens par tonne (630 F) nécessaires pour couvrir leurs frais.

Pour la première fois, le cours du blé sur le marché intérieur sera supérieur à celui destiné à l'exportation.

Le sujet est extrêmement sensible car les consommateurs se trouvent directement affectés et la presse ne ménage pas ses critiques, notamment à l'égard de la France, premier producteur de céréales au

sein de la CEE. Une brochure détaillant le montant des subventions agricoles de la Communauté va être traduite en cinq langues et six mille exemplaires seront distribués aux organisations de consommateurs par les ambassades australiennes. Cette campagne a été lancée au lendemain de l'arrivée de M. Mermaz par M. Blewett, ministre australien du commerce extérieur et président du groupe de Cairns - porte-parole des pays qui vivent essentiellement du secteur primaire. Constitué en 1986, le groupe rassemble quatorze pays représentant 25 % des exportations agricoles mondiales.

#### « Analyse simple »

Pour M. Blewett, cette initiative n'est pas une provocation, la date de publication ayant été décidée indépendamment de celle de la visite de M. Mermaz. « Nous voulons simplement mettre à la disposition des organisations de consommateurs en Europe une analyse simple », qui montre que ceux-ci sont « pénalisés » par la politique de soutien à l'agriculture. M. Mermaz a fait comprendre qu'il n'appréciait pas ce « tract », mais n'a pas voulu « lui donner plus d'importance qu'il n'en avait ». Selon lui, ce geste est davantage destiné à l'opinion publique australienne qu'aux Européens.

Malgré cet incident, les entretiens se sont déroulés dans une atmosphère courtoise. M. Blewett a estimé que les propositions de M. Ray McSharry, le commissaire chargé à Bruxelles des affaires agricoles, étaient encourageantes (le Monde du 3 juillet). L'Australie apprécierait notamment la baisse de 35 % des prix des céréales sur trois ans et la régulation de l'offre par rapport à la demande grâce à un programme de mise en jachère.

Cela permettrait de résorber les excédents qui déséquilibrent le marché mondial. Ces propositions devant être soumises aux Douanes le 23 septembre, M. Blewett a souligné l'importance que les Australiens attachent au plan de réforme de la PAC. Le succès de ces propositions faciliterait la poursuite des négociations de l'Uruguay Round sur la libéralisation des échanges internationaux.

De son côté, M. Mermaz estime que la réforme de la politique agricole est l'affaire des Européens. Il souhaite que l'on reconnaisse le caractère « global » des négociations qui doivent aussi porter sur les échanges de services et la propriété intellectuelle. L'agriculture ne doit pas être singulière. « Une baisse de 30 % des soutiens à la production sur dix ans (1986 à 1996) est une proposition substantielle », a-t-il déclaré. Mais, quand on connaît les exigences initiales du groupe de Cairns, on semble encore loin de la conciliation.

SYLVIE LEPAGE

Indemnisation des pertes fourragères de 1990. - La Commission nationale des calamités agricoles a donné, jeudi 12 septembre, un avis favorable sur les dossiers d'indemnisation des pertes fourragères de 42 départements sur les 54 déclarés sinistrés après la sécheresse de 1990. Le taux d'indemnisation est maintenant à 28 % ; les indemnités approcheront au total 858 millions de francs (dont 228 ont été versés sous forme d'avances depuis l'automne 1990). Les 630 millions de francs restant doivent être versés aux exploitants d'ici une dizaine de jours, selon le ministre de l'agriculture. La commission nationale se réunira le 28 septembre pour examiner les dossiers des douze autres départements.

CHRISTIAN TUAL

### Nouveau prêt de la Banque mondiale à la Pologne

La Banque mondiale a accordé à la Pologne, selon les termes d'un accord signé lundi 16 septembre, un prêt de 540 millions de dollars (7 milliards de francs environ), a annoncé l'agence PAP.

Ce nouveau prêt porte à plus de 2 milliards de dollars (12 milliards de francs) la somme de crédits octroyés jusqu'à la Pologne par la Banque mondiale, a indiqué M. Kemal Dervis, directeur pour l'Europe centrale de l'institution. Le nouveau prêt est destiné en premier lieu à la protection de l'environnement par l'installation de filtres et de catalyseurs dans les centrales thermiques.

## INDUSTRIE

### Chattelier reprend les constructions navales d'Aquitaine

BORDEAUX

de notre correspondants

Les Constructions navales d'Aquitaine (CNA), à La Teste (Gironde), en liquidation judiciaire, vont être rachetées par le groupe Chattelier, qui a déjà en portefeuille les Chantiers Jeanneau, un des poids lourds de la plaisance. Le tribunal de commerce de Bordeaux a écarté la proposition d'une société parisienne ainsi que l'offre faite par une partie du personnel, qui voulait créer une société en commandite par actions (le Monde du 30 août). Il a préféré, dans son ordonnance du mercredi 11 septembre, la solution proposée par Chattelier, « étayée par le sérieux et la place du groupe dans le monde du nautisme ». Chattelier achète la CNA pour 5,4 millions de francs et s'est engagé à maintenir cinquante-huit emplois sur les cent quarante existant.

G. de M.

Le Monde  
PUBLICITE FINANCIERE  
Renseignements : 46-62-72-67

## EN BREF

■ Sécurité sociale : manifestation du personnel le 26 septembre. - La CGT et Force ouvrière appellent le personnel de l'UCANSS (Union des caisses nationales de Sécurité sociale) à manifester le 26 septembre à Paris. Les deux organisations, qui se déclarent « hostiles à toute remise en cause de la convention collective nationale des personnels de la CPSS », leur caisse de retraite, veulent, par cette action, obtenir le retrait de projets relatifs aux classifications et à l'intéressement, et défendre leur régime de retraite. L'ensemble des caisses emploie 180 000 salariés.

■ Portes ouvertes sur l'assurance-maladie. - La caisse primaire d'assurance-maladie de Paris organise une journée « portes ouvertes » le samedi 28 septembre de 8 h 30 à 13 heures. Les visiteurs pourront, entre autres, suivre le traitement de leur dossier « en direct » et, grâce à un jeu informatique, tester leurs connaissances en assurance-maladie. Quatre centres de paiement seront ouverts : 1 bis, rue de la Pierre-Levée, Paris-11<sup>e</sup> ; 19, rue Didot, Paris-14<sup>e</sup> ; 28, rue Bour-sault, Paris-17<sup>e</sup> ; 89, rue Villiers-de-l'Isle-Adam, Paris-20<sup>e</sup>.

■ Grève des électroniciens de l'aviation civile. - A l'appel de la CGT et du SAPAC (Syndicat autonome des personnels de l'aviation civile), certains ingénieurs électroniciens de la navigation aérienne ont cessé le travail le lundi 16 septembre pour un mouvement de grève qui devait continuer jusqu'au mercredi 18 septembre au matin. Ils réclament une augmentation de leurs effectifs et une amélioration de leurs qualifications. Cette grève ne devrait pas avoir de conséquences sur la trafic aérien, les électroniciens étant uniquement chargés de la réparation des équipements en panne utilisés par les contrôleurs de la navigation aérienne.

■ Suppressions d'emplois chez ESCG. - En crise du marché publicitaire, qui touche l'ensemble des agences, a entraîné chez ESCG (Roux, Séguin, Cayzac et Goudard) un plan de restructuration comprenant une centaine de suppressions d'emplois (sur 3 500), dont une vingtaine de licenciements à l'agence parisiennaise ESCG et associés. A la tête de celle-ci, M<sup>me</sup> Christine d'Allens, ex-directeur

général associé, et M. Christophe Lambert, ex-directeur général adjoint, sont nommés co-présidents. La première charge de la gestion, du commercial et du marketing, le second de la création et des services liés à celle-ci.

■ Rhodo-Poulenc Fibres : 280 suppressions d'emplois. - La direction du groupe Rhodo-Poulenc devait présenter, mercredi 18 septembre au cours d'un comité central d'entreprise extraordinaire, un « plan industriel » de restructuration de son secteur fibres, entraînant, selon les délégués syndicaux, la suppression de quelque 280 emplois. Grâce à ce plan, la direction du groupe - qui prévoit d'investir 550 millions de francs sur deux ans - entend améliorer la productivité de cette activité hautement concurrentielle. Essentiellement réalisées sous forme de départs en préretraite, les suppressions d'emplois devraient concerner les sites d'Arras (Pas-de-Calais), de Valenciennes (Nord) et de Valenciennes (Rhône).

■ Les États-Unis annoncent une remise de dette à huit pays africains. - Les États-Unis ont effacé une partie de la dette de huit pays africains, pour un montant total de 419 millions de dollars, manifestant ainsi leur « confiance » à l'Afrique », a annoncé samedi 14 septembre, à Abidjan, le vice-président américain M. Dan Quayle. S'exprimant devant la Banque africaine de développement (BAD), dont le siège est à Abidjan, M. Quayle, qui achevait une tournée dans cinq pays africains, a précisé que ces remises de dette bénéficieraient au Ghana, au Kenya, à Madagascar, au Malawi, au Mozambique, au Sénégal, à la Tanzanie et à l'Ouganda.

■ L'Estonie demande son adhésion à la Banque mondiale. - La République d'Estonie a demandé officiellement son adhésion à la Banque mondiale le 10 septembre, vingt-quatre heures après avoir déposé sa candidature pour devenir membre du Fonds monétaire international (FMI), l'organisation sœur. L'Estonie est la première des trois Républiques baltes à demander son intégration au FMI et à la Banque mondiale. L'Estonie et la Lettonie ont en outre demandé en début de semaine d'adhérer à la Banque européenne pour la reconstruction et le développement

### CE SIMPLE NUMÉRO



Composez ce numéro sur votre minitel : **36.29.11.11**

et appuyez sur "Connexion" ou "INFOGREFFE"

### VOUS PERMET DE CONNAITRE LE BILAN DE VOS CLIENTS, LE REGISTRE DU COMMERCE DE VOS FOURNISSEURS, LE CHIFFRE D'AFFAIRES ET LE RÉSULTAT NET DE VOS CONCURRENTS.



Sur votre minitel, en un instant, vous pouvez visualiser tous les éléments vous permettant de vous faire une idée claire sur les Entreprises :

- extraits du Registre du Commerce et des Sociétés,
- bilans et comptes annuels (S.A. et S.A.R.L.),
- chiffre-clés (chiffre d'affaires, résultat net, effectifs),
- renseignements sur les défaillances

d'entreprises notamment les déclarations de cessation des paiements. Pour prévenir difficultés et impayés, consultez systématiquement le 36 29 11 11.

### INFOGREFFE

La Source de l'Information sur les Entreprises  
1, quai de Corse - 75381 PARIS CEDEX 04  
Tél. (1) 43 29 06 75



## MARCHÉS FINANCIERS

A la suite d'opérations frauduleuses

## Cinq démissions à la Dresdner Bank

Cinq salariés de la Dresdner Bank, deuxième banque commerciale allemande, viennent de démissionner, après avoir été accusés par la direction de violations aux règles internes qui régissent les transactions sur les valeurs mobilières (actions, obligations). Parmi ces cinq salariés se trouve le directeur du département des émissions obligataires sur le territoire allemand.

Ce nouveau scandale succède à celui de la Deutsche Bank, pre-

mière banque allemande, qui avait aussi révélé des fraudes sur des opérations boursières sur lesquelles la commission boursière de Francfort vient d'ailleurs de clore son enquête. Il amplifie les interrogations posées sur l'efficacité et la qualité des contrôles sur le secteur financier en Allemagne.

Le parquet de Francfort affirme que son enquête sur les fraudes porte le nombre de suspects à cent cinquante personnes.

## Le Conseil des bourses de valeurs accepte uniquement POPA lancée par Quadral sur la CSEE

Le Conseil des bourses de valeurs (CBV) a déclaré recevable, lundi 16 septembre, le projet d'offre publique d'achat de Quadral sur l'intégralité des titres de la CSEE (Compagnie des signaux et d'équipements électroniques). Le conseil a refusé, comme l'avait demandé Quadral, le groupe d'investisseurs mené par M. Yazid Sabeg, de forcer l'autre actionnaire du groupe, l'italien Finmeccanica, à lancer une contre-OPA ou une OPR, c'est-à-dire une offre publique de retrait (*le Monde* date 15 et 16 septembre).

Le CBV indique qu'« aucune règle de droit ne lui permettait d'écarter » aujourd'hui de Finmeccanica le dépôt d'une OPR ou d'une contre-OPA. « Le conseil ne pourrait agir dans ce sens s'il y avait franchissement de seuil du tiers du capital au des droits de vote de la CSEE par le groupe Finmeccanica ». Or Finmeccanica a indiqué qu'il n'avait pas l'intention de dépasser les 33,3 %. Le conseil ajoute qu'il a demandé à la Société des bourses françaises de « surveiller l'évolution des cours cotés et du volume des échanges traités sur les titres de la CSEE pendant le déroulement de l'OPA de Quadral ».

## La société suisse Sasea poursuit sa politique de désendettement

La société suisse Sasea Holding, dirigée par M. Florin Fiorini, qui avait consenti des crédits importants à Mella, société dirigée par M. Giancarlo Parretti (mais dans laquelle Sasea détient une participation minoritaire), pour l'acquisition de Metro Goldwyn Mayer (MGM), s'emploie à trouver des solutions à ses problèmes d'immobilisation.

C'est ce qui ressort d'un communiqué publié en commun, mardi 17 septembre, par le Crédit lyonnais et Sasea Holding. Réaffirmant sa solidarité avec la banque au lieu dans la difficile affaire MGM, Sasea poursuit donc sa politique de vente d'actifs dans le but de réduire un endettement estimé aujourd'hui à 700 millions de francs suisses.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## Information SICAV

## ELICASH Assemblée Générale

Les actionnaires de la SICAV ELICASH sont convoqués en Assemblée Générale Extraordinaire le 30 septembre 1991 à 9 h 30, 90 boulevard Pasteur - 75015 Paris. En cas de défaut de quorum, les actionnaires seront convoqués une seconde fois, le 10 octobre 1991, au même lieu et à la même heure.

Cette Assemblée Générale aura principalement pour objet de décider des modifications statutaires concernant :

- les modalités de souscription et de rachat des actions,
- l'évaluation des titres de créances négociables.

Pour tout renseignement complémentaire, les actionnaires peuvent s'adresser à leur agence habituelle du Crédit Agricole.

SEGESPAR

150 من الأصل

## NEW-YORK, 16 septembre ↑

## Reprise

Après avoir évolué en légère hausse durant la majeure partie de la séance, le Dow Jones a été envoyé au-dessus de la barre des 3 000 points, lundi 16 septembre pour clore à 3 015,20, en progression de 29,51 points, soit un gain de 0,99 %. Quatre 172 millions d'actions ont été échangées. Le nombre de valeurs en hausse a dépassé celui des baisses : 911 contre 704, 486 titres étant inchangés.

La reprise, intervenant après une perte de 99,54 points depuis que le Dow Jones avait établi un record à 3 055,23 points le 26 août, a été principalement attribuée par les analystes à une réaction d'ordre technique, aidée par la baisse généralisée des taux d'intérêt aux États-Unis à la fin de la semaine dernière. Hésitants initialement, les investisseurs ont été attirés par les programmes informatiques. En revanche, le marché n'a pas manifesté de réaction particulière à la baisse de 0,3 % des stocks des entreprises américaines en juillet tandis que les ventes ont progressé de 0,8 %.

VALEURS	Cours du 13 sept.	Cours du 16 sept.
Alcoa	67 3/8	67 3/8
AT&T	37 7/8	38 5/8
Chrysler	49 1/2	49
Chemical Bank	19 1/4	19 1/4
Du Pont de Nemours	45 3/8	45 3/8
General Motors	58 3/8	59 5/8
IBM	30 1/2	29 7/8
Intel	30 1/2	29 7/8
Johnson & Johnson	36 3/8	36 1/2
Merck	107 1/8	107 5/8
Microsoft	56 3/4	57 3/4
Novartis	83 3/4	83 3/4
Pfizer	70 3/8	70 1/2
Schering-Plough	130 1/4	129 3/4
Union Carbide	21 3/4	22 3/4
Westinghouse	22 3/8	22 3/8
Xerox Corp.	57 3/4	57 1/4

## LONDRES, 18 septembre ↓

## Repli

Les valeurs ont clôturé dans le rouge lundi 16 septembre au Stock Exchange, affectées par la chute des pétroles, qui provoqua des ventes de détail en août et de nombreux dételements de dividendes. Au terme des échanges, l'indice général a perdu 1,34 %, les valeurs à parité 1,98 %, les valeurs à terme 1,98 %, les valeurs à terme 1,98 %.

La séance a été marquée par une baisse des valeurs à terme, qui ont perdu 1,98 %, les valeurs à terme 1,98 %, les valeurs à terme 1,98 %.

Le marché a été marqué par une baisse des valeurs à terme, qui ont perdu 1,98 %, les valeurs à terme 1,98 %, les valeurs à terme 1,98 %.

Le marché a été marqué par une baisse des valeurs à terme, qui ont perdu 1,98 %, les valeurs à terme 1,98 %, les valeurs à terme 1,98 %.

Le marché a été marqué par une baisse des valeurs à terme, qui ont perdu 1,98 %, les valeurs à terme 1,98 %, les valeurs à terme 1,98 %.

Le marché a été marqué par une baisse des valeurs à terme, qui ont perdu 1,98 %, les valeurs à terme 1,98 %, les valeurs à terme 1,98 %.

Le marché a été marqué par une baisse des valeurs à terme, qui ont perdu 1,98 %, les valeurs à terme 1,98 %, les valeurs à terme 1,98 %.

## PARIS, 16 septembre ↑

## Mitigée

Après un démarrage positif, en léger retrait de 0,3 %, la Bourse de Paris a, au cours de la séance de lundi 16 septembre, repris de la vigueur au fil des échanges. En fin de matinée, les valeurs françaises s'appréhendaient en moyenne de 0,5 %. En début d'après-midi, la tendance était identique et l'indice CAC 40 progressait de 0,5 %. Après un bref retour dans le rouge au cours de l'après-midi, l'indicateur de la place terminait la séance sur une progression de 0,11 %.

Les sentiments des opérateurs étaient partagés, lundi dans les salles de marchés. Certains constataient que la baisse des taux aux États-Unis, destinée à favoriser la reprise, largement anticipée par les marchés financiers, n'avait pas empêché Wall Street de baisser. D'autres pensaient que l'indicateur de la production de la Banque de France permettrait de conforter le marché dans sa tendance haussière. D'autres enfin, qui les chiffres provisoires de l'inflation pour le mois d'août (0,3 %) communiqués plus tôt dans la matinée pouvaient militer en ce sens. A contrario, il est vrai, le renforcement du deutschemark face au franc ne plaçait pas pour le moment les investisseurs sur le marché d'émission à 47,4 milliards de francs pour une tombée de 4,72 milliards de francs en laissant effectivement inchangés ses taux directeurs.

Du côté des valeurs, on relevait Pechiney, en tête des plus fortes hausses en clôture, avec une progression de 9,1 % pour 319 000 pièces échangées. La hausse de ce titre se reflète dans la cotation de son capital cédé au public dans le cadre du plan de privatisation partielle que le ministre en place le gouvernement.

## TOKYO, 17 septembre ↑

## Hausse

La Bourse de Tokyo a terminé la séance de mardi 17 septembre en nette hausse, mais au dossier de ses plus hauts du jour. L'indice général a gagné 1,34 %, les valeurs à parité 1,34 %, les valeurs à terme 1,34 %.

Le marché a été marqué par une hausse des valeurs à terme, qui ont gagné 1,34 %, les valeurs à terme 1,34 %, les valeurs à terme 1,34 %.

Le marché a été marqué par une hausse des valeurs à terme, qui ont gagné 1,34 %, les valeurs à terme 1,34 %, les valeurs à terme 1,34 %.

Le marché a été marqué par une hausse des valeurs à terme, qui ont gagné 1,34 %, les valeurs à terme 1,34 %, les valeurs à terme 1,34 %.

Le marché a été marqué par une hausse des valeurs à terme, qui ont gagné 1,34 %, les valeurs à terme 1,34 %, les valeurs à terme 1,34 %.

Le marché a été marqué par une hausse des valeurs à terme, qui ont gagné 1,34 %, les valeurs à terme 1,34 %, les valeurs à terme 1,34 %.

Le marché a été marqué par une hausse des valeurs à terme, qui ont gagné 1,34 %, les valeurs à terme 1,34 %, les valeurs à terme 1,34 %.

## PARIS :

## Second marché (réaction)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Citel	3685	3625	Immo. Habitat	825	835
Amatel Ascom	254	255	Immo. Habitat	159 80	159 80
B.A.C.	138 40	138 40	Immo. Habitat	87	87
Banque Paribas	823	823	Immo. Habitat	253	253
Borcia (Ly)	370	365 50	Immo. Habitat	74	74
Boulogne (Ly)	218	218	Immo. Habitat	110	110
CAI de Fr. (C.C.I.)	916	901	Immo. Habitat	180	180
Cedex	410	410	Immo. Habitat	367	367
Cedex	705	695	Immo. Habitat	825	825
CESEF	140	140	Immo. Habitat	321	321
C.F.P.	288	288	Immo. Habitat	186	186
C.N.I.M.	901	910	Immo. Habitat	429 80	429 80
Codex	275	275	Immo. Habitat	130	130
Contra	882	882	Immo. Habitat	270	274
Credex	170	170	Immo. Habitat	380	380
Dalme	430	425	Immo. Habitat	281	276
Dalme	1150	1150	Immo. Habitat	202 50	201
Dalme	395	395	Immo. Habitat	88	88
Dalme	900	900	Immo. Habitat	843	844
Dalme	320	320			
Dalme	150	150			
Dalme	280 20	282			
Dalme	147	135 40			
Dalme	135 50	135 50			
Dalme	171 20	171 20			
Dalme	480	480			
Dalme	200	198			
Dalme	716	716			
Dalme	880	880			
Dalme	225	219 50			
Dalme	123	123			

LA BOURSE SUR MINTEL  
36-15 TAPEZ  
LE MONDE

## MATIF

National 10 % - Cotation en pourcentage du 16 septembre 1991

Nombre de contrats : 90 018

COURS	Sept. 91	Déc. 91	Mars 92
Dernier	106,66	106,78	106,90
Précédent	106,78	106,90	107

## Options sur notional

Options de vente

PRIX D'EXERCICE	Sept. 91	Mars 92	Déc. 91	Mars 92
107	0,72	1,29	0,93	—

## CAC 40 A TERME (MATIF)

Volume : 7 852

COURS	Septembre	Octobre	Novembre
Dernier	1 892	1 985 50	1 919 50
Précédent	1 889	1 983	1 918

## CHANGES

Dollar : 5,68 F ↓

Après une tentative de reprise du dollar, en fin de semaine dernière, la monnaie américaine poursuivait son mouvement de repli amorcé dès lundi sur le marché des changes. A Paris, mardi 17 septembre, le billet vert a ouvert en forte baisse à 5,68 francs contre 5,7420 francs à la cotation officielle de la veille.

FRANCOFORT	16 sept.	17 sept.
Dollar (en DM)	1,6840	1,6885
TOKYO	16 sept.	17 sept.
Dollar (en yen)	168	133,63

## MARCHÉ MONÉTAIRE (effets nets)

Paris (17 sept.) : 1 189 1/4 % New-York (16 sept.) : 5 5/8 %

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	TROIS MOIS
\$ E.U. —	5,6820	5,6840	5,6860
\$ can. —	5,0813	5,0823	5,0833
Yen (100) —	163,239	163,2574	163,272

## TAUX DES EUROMONNAIES

TAXES DES EUROMONNAIES																						
\$ E-U	5 1/4	5 1/2	5 3/4	5 7/8	5 17/16	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2
100	5 1/4	5 1/2	5 3/4	5 7/8	5 17/16	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2
DM	5 1/4	5 1/2	5 3/4	5 7/8	5 17/16	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2
100	5 1/4	5 1/2	5 3/4	5 7/8	5 17/16	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2
100	5 1/4	5 1/2	5 3/4	5 7/8	5 17/16	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2
100	5 1/4	5 1/2	5 3/4	5 7/8	5 17/16	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2
100	5 1/4	5 1/2	5 3/4	5 7/8	5 17/16	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2
100	5 1/4	5 1/2	5 3/4	5 7/8	5 17/16	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2
100	5 1/4	5 1/2	5 3/4	5 7/8	5 17/16	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2
100	5 1/4	5 1/2	5 3/4	5 7/8	5 17/16	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2
100	5 1/4	5 1/2	5 3/4	5 7/8	5 17/16	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2
100	5 1/4	5 1/2	5 3/4	5 7/8	5 17/16	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2
100	5 1/4	5 1/2	5 3/4	5 7/8	5 17/16	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2
100	5 1/4	5 1/2	5 3/4	5 7/8	5 17/16	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2
100	5 1/4	5 1/2	5 3/4	5 7/8	5 17/16	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2
100	5 1/4	5 1/2	5 3/4	5 7/8	5 17/16	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2
100	5 1/4	5 1/2	5 3/4	5 7/8	5 17/16	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2
100	5 1/4	5 1/2	5 3/4	5 7/8	5 17/16	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2
100	5 1/4	5 1/2	5 3/4	5 7/8	5 17/16	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2
100	5 1/4	5 1/2	5 3/4	5 7/8	5 17/16	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2
100	5 1/4	5 1/2	5 3/4	5 7/8	5 17/16	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2
100	5 1/4	5 1/2	5 3/4	5 7/8	5 17/16	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2
100	5 1/4	5 1/2	5 3/4	5 7/8	5 17/16	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2
100	5 1/4	5 1/2	5 3/4	5 7/8	5 17/16	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2
100	5 1/4	5 1/2	5 3/4	5 7/8	5 17/16	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2
100	5 1/4	5 1/2	5 3/4	5 7/8	5 17/16	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2
100	5 1/4	5 1/2	5 3/4	5 7/8	5 17/16	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2
100	5 1/4	5 1/2	5 3/4	5 7/8	5 17/16	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2
100	5 1/4	5 1/2	5 3/4	5 7/8	5 17/16	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2
100	5 1/4	5 1/2	5 3/4	5 7/8	5 17/16	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2
100	5 1/4	5 1/2	5 3/4	5 7/8	5 17/16	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2
100	5 1/4	5 1/2	5 3/4	5 7/8	5 17/16	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2
100	5 1/4	5 1/2	5 3/4	5 7/8	5 17/16	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2
100	5 1/4	5 1/2	5 3/4	5 7/8	5 17/16	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2
100	5 1/4	5 1/2	5 3/4	5 7/8	5 17/16	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2
100	5 1/4	5 1/2	5 3/4	5 7/8	5 17/16	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2
100	5 1/4	5 1/2	5 3/4	5 7/8	5 17/16	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2
100	5 1/4	5 1/2	5 3/4	5 7/8	5 17/16	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2
100	5 1/4	5 1/2	5 3/4	5 7/8	5 17/16	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2
100	5 1/4	5 1/2	5 3/4	5 7/8	5 17/16	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2
100	5 1/4	5 1/2	5 3/4	5 7/8	5 17/16	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2
100	5 1/4	5 1/2	5 3/4	5 7/8	5 17/16	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2
100	5 1/4	5 1/2	5 3/4	5 7/8	5 17/16	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2
100	5 1/4	5 1/2	5 3/4	5 7/8	5 17/16	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2
100	5 1/4	5 1/2	5 3/4	5 7/8	5 17/16	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2
100	5 1/4	5 1/2	5 3/4	5 7/8	5 17/16	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2
100	5 1/4	5 1/2	5 3/4	5 7/8	5 17/16	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2
100	5 1/4	5 1/2	5 3/4	5 7/8	5 17/16	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2
100	5 1/4	5 1/2	5 3/4	5 7/8	5 17/16	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2
100	5 1/4	5 1/2	5 3/4	5 7/8	5 17/16	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2
100	5 1/4	5 1/2	5 3/4	5 7/8	5 17/16	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2
100	5 1/4	5 1/2	5 3/4	5 7/8	5 17/16	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2
100	5 1/4	5 1/2	5 3/4	5 7/8	5 17/16	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5			



## MARCHÉS FINANCIERS

## BOURSE DU 17 SEPTEMBRE

**Cours relevés à 10 h 16**[illegible]

**COMPTANT** (reflection)

**SICAV** (sélection)

16/9

VALEURS	% du mont.	% du capital	VALEURS	Cours pré-c.	Dernier cours	VALEURS	Cours pré-c.	Dernier cours	VALEURS	Cours pré-c.	Dernier cours	VALEURS	Emmission	Pré-c. incl.	Rachet net	VALEURS	Emmission	Pré-c. incl.	Rachet net	VALEURS	Emmission	Pré-c. incl.	Rachet net
Obligations																							
CA 1979	121.85	2.81	CITIM (B)	1045	.....	Alg. Unif.	182	.....	A.A.A.	1054.27	1054.27	Fucifera	881.78	881.78	881.78	Prém. Gât.	10482.34	10482.34	10482.34	10482.34	10482.34	10482.34	10482.34
CA 1980	102.80	1.79	CITIM (B)	2890	.....	Magnat	670	.....	Asfin	220.11	220.11	Fucifera	281.78	281.78	281.78	Prém. Gât.	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85
CA 1981	102.80	1.79	CITIM (B)	3050	.....	Magnat	670	.....	Asfin	220.11	220.11	Fucifera	281.78	281.78	281.78	Prém. Gât.	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85
CA 1982	102.80	1.79	CITIM (B)	3050	.....	Magnat	670	.....	Asfin	220.11	220.11	Fucifera	281.78	281.78	281.78	Prém. Gât.	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85
CA 1983	102.80	1.79	CITIM (B)	3050	.....	Magnat	670	.....	Asfin	220.11	220.11	Fucifera	281.78	281.78	281.78	Prém. Gât.	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85
CA 1984	102.80	1.79	CITIM (B)	3050	.....	Magnat	670	.....	Asfin	220.11	220.11	Fucifera	281.78	281.78	281.78	Prém. Gât.	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85
CA 1985	102.80	1.79	CITIM (B)	3050	.....	Magnat	670	.....	Asfin	220.11	220.11	Fucifera	281.78	281.78	281.78	Prém. Gât.	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85
CA 1986	102.80	1.79	CITIM (B)	3050	.....	Magnat	670	.....	Asfin	220.11	220.11	Fucifera	281.78	281.78	281.78	Prém. Gât.	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85
CA 1987	102.80	1.79	CITIM (B)	3050	.....	Magnat	670	.....	Asfin	220.11	220.11	Fucifera	281.78	281.78	281.78	Prém. Gât.	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85
CA 1988	102.80	1.79	CITIM (B)	3050	.....	Magnat	670	.....	Asfin	220.11	220.11	Fucifera	281.78	281.78	281.78	Prém. Gât.	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85
CA 1989	102.80	1.79	CITIM (B)	3050	.....	Magnat	670	.....	Asfin	220.11	220.11	Fucifera	281.78	281.78	281.78	Prém. Gât.	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85
CA 1990	102.80	1.79	CITIM (B)	3050	.....	Magnat	670	.....	Asfin	220.11	220.11	Fucifera	281.78	281.78	281.78	Prém. Gât.	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85
CA 1991	102.80	1.79	CITIM (B)	3050	.....	Magnat	670	.....	Asfin	220.11	220.11	Fucifera	281.78	281.78	281.78	Prém. Gât.	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85
CA 1992	102.80	1.79	CITIM (B)	3050	.....	Magnat	670	.....	Asfin	220.11	220.11	Fucifera	281.78	281.78	281.78	Prém. Gât.	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85
CA 1993	102.80	1.79	CITIM (B)	3050	.....	Magnat	670	.....	Asfin	220.11	220.11	Fucifera	281.78	281.78	281.78	Prém. Gât.	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85
CA 1994	102.80	1.79	CITIM (B)	3050	.....	Magnat	670	.....	Asfin	220.11	220.11	Fucifera	281.78	281.78	281.78	Prém. Gât.	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85
CA 1995	102.80	1.79	CITIM (B)	3050	.....	Magnat	670	.....	Asfin	220.11	220.11	Fucifera	281.78	281.78	281.78	Prém. Gât.	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85
CA 1996	102.80	1.79	CITIM (B)	3050	.....	Magnat	670	.....	Asfin	220.11	220.11	Fucifera	281.78	281.78	281.78	Prém. Gât.	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85
CA 1997	102.80	1.79	CITIM (B)	3050	.....	Magnat	670	.....	Asfin	220.11	220.11	Fucifera	281.78	281.78	281.78	Prém. Gât.	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85
CA 1998	102.80	1.79	CITIM (B)	3050	.....	Magnat	670	.....	Asfin	220.11	220.11	Fucifera	281.78	281.78	281.78	Prém. Gât.	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85
CA 1999	102.80	1.79	CITIM (B)	3050	.....	Magnat	670	.....	Asfin	220.11	220.11	Fucifera	281.78	281.78	281.78	Prém. Gât.	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85
CA 2000	102.80	1.79	CITIM (B)	3050	.....	Magnat	670	.....	Asfin	220.11	220.11	Fucifera	281.78	281.78	281.78	Prém. Gât.	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85
CA 2001	102.80	1.79	CITIM (B)	3050	.....	Magnat	670	.....	Asfin	220.11	220.11	Fucifera	281.78	281.78	281.78	Prém. Gât.	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85
CA 2002	102.80	1.79	CITIM (B)	3050	.....	Magnat	670	.....	Asfin	220.11	220.11	Fucifera	281.78	281.78	281.78	Prém. Gât.	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85
CA 2003	102.80	1.79	CITIM (B)	3050	.....	Magnat	670	.....	Asfin	220.11	220.11	Fucifera	281.78	281.78	281.78	Prém. Gât.	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85
CA 2004	102.80	1.79	CITIM (B)	3050	.....	Magnat	670	.....	Asfin	220.11	220.11	Fucifera	281.78	281.78	281.78	Prém. Gât.	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85
CA 2005	102.80	1.79	CITIM (B)	3050	.....	Magnat	670	.....	Asfin	220.11	220.11	Fucifera	281.78	281.78	281.78	Prém. Gât.	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85
CA 2006	102.80	1.79	CITIM (B)	3050	.....	Magnat	670	.....	Asfin	220.11	220.11	Fucifera	281.78	281.78	281.78	Prém. Gât.	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85
CA 2007	102.80	1.79	CITIM (B)	3050	.....	Magnat	670	.....	Asfin	220.11	220.11	Fucifera	281.78	281.78	281.78	Prém. Gât.	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85
CA 2008	102.80	1.79	CITIM (B)	3050	.....	Magnat	670	.....	Asfin	220.11	220.11	Fucifera	281.78	281.78	281.78	Prém. Gât.	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85
CA 2009	102.80	1.79	CITIM (B)	3050	.....	Magnat	670	.....	Asfin	220.11	220.11	Fucifera	281.78	281.78	281.78	Prém. Gât.	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85
CA 2010	102.80	1.79	CITIM (B)	3050	.....	Magnat	670	.....	Asfin	220.11	220.11	Fucifera	281.78	281.78	281.78	Prém. Gât.	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85
CA 2011	102.80	1.79	CITIM (B)	3050	.....	Magnat	670	.....	Asfin	220.11	220.11	Fucifera	281.78	281.78	281.78	Prém. Gât.	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85
CA 2012	102.80	1.79	CITIM (B)	3050	.....	Magnat	670	.....	Asfin	220.11	220.11	Fucifera	281.78	281.78	281.78	Prém. Gât.	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85
CA 2013	102.80	1.79	CITIM (B)	3050	.....	Magnat	670	.....	Asfin	220.11	220.11	Fucifera	281.78	281.78	281.78	Prém. Gât.	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85
CA 2014	102.80	1.79	CITIM (B)	3050	.....	Magnat	670	.....	Asfin	220.11	220.11	Fucifera	281.78	281.78	281.78	Prém. Gât.	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85
CA 2015	102.80	1.79	CITIM (B)	3050	.....	Magnat	670	.....	Asfin	220.11	220.11	Fucifera	281.78	281.78	281.78	Prém. Gât.	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85
CA 2016	102.80	1.79	CITIM (B)	3050	.....	Magnat	670	.....	Asfin	220.11	220.11	Fucifera	281.78	281.78	281.78	Prém. Gât.	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85
CA 2017	102.80	1.79	CITIM (B)	3050	.....	Magnat	670	.....	Asfin	220.11	220.11	Fucifera	281.78	281.78	281.78	Prém. Gât.	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85
CA 2018	102.80	1.79	CITIM (B)	3050	.....	Magnat	670	.....	Asfin	220.11	220.11	Fucifera	281.78	281.78	281.78	Prém. Gât.	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85
CA 2019	102.80	1.79	CITIM (B)	3050	.....	Magnat	670	.....	Asfin	220.11	220.11	Fucifera	281.78	281.78	281.78	Prém. Gât.	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85
CA 2020	102.80	1.79	CITIM (B)	3050	.....	Magnat	670	.....	Asfin	220.11	220.11	Fucifera	281.78	281.78	281.78	Prém. Gât.	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85
CA 2021	102.80	1.79	CITIM (B)	3050	.....	Magnat	670	.....	Asfin	220.11	220.11	Fucifera	281.78	281.78	281.78	Prém. Gât.	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85
CA 2022	102.80	1.79	CITIM (B)	3050	.....	Magnat	670	.....	Asfin	220.11	220.11	Fucifera	281.78	281.78	281.78	Prém. Gât.	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85
CA 2023	102.80	1.79	CITIM (B)	3050	.....	Magnat	670	.....	Asfin	220.11	220.11	Fucifera	281.78	281.78	281.78	Prém. Gât.	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85
CA 2024	102.80	1.79	CITIM (B)	3050	.....	Magnat	670	.....	Asfin	220.11	220.11	Fucifera	281.78	281.78	281.78	Prém. Gât.	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85	10888.85
CA 2025	102.80	1.79	CITIM (B)	3050	.....	Magnat	670	.....	Asfin	220.11	220.11	Fucifera	281.78	281.78	281.78	Prém. Gât.							

**PUBLICITÉ  
FINANCIÈRE**  
Renseignements :  
**46-62-72-67**

c : coupon détaché - o : offer - \* : droit détaché - d : demandé - e : pris précédent - m : marché continu



## COMMUNICATION

La Générale d'images fédère TLT, TLM et TMC

## Création discrète d'un réseau de chaînes régionales

Aux Etats-Unis, la «syndication» permet aux multiples stations locales indépendantes de télévision d'acheter en commun des programmes et de concurrencer ainsi les trois grands réseaux nationaux et leurs affiliés, en perte de vitesse. En France, les six réseaux actuels sont nés et restent dirigés à Paris, même si M6 et FR3 multiplient les décrochages régionaux. Mais les choses pourraient bouger, car la Générale d'images, filiale de la Générale des eaux, a décidé de jouer le jeu de la syndication pour fédérer les trois chaînes régionales qu'elle contrôle, Télé-Toulouse (TLT, née en 1988), Télé-Lyon-Métropole (TLM, depuis 1989) et Télé-Montecarlo (TMC, née en 1974 et relancée en 1990).

Constatant qu'aucune n'avait seule la force de bâtir une grille de programmes complète et attractive, la Générale d'images vient de mettre en place des moyens communs dans les deux secteurs clés que sont la publicité et les achats de programmes.

Dès le 16 septembre, les trois chaînes ont harmonisé leurs grilles avec des rendez-vous «horizontaux», une heure d'actualité locale à partir de 19 heures, puis des clips à 20 heures avant des soirées thématiques, sport le lundi, séries le mardi, cinéma le jeudi et le dimanche, etc. Cette nouvelle struc-

turation des soirées permet à chacune de puiser dans le lot des programmes achetés en commun, sans que nécessairement la diffusion soit simultanée. Elle permet aussi aux trois chaînes de commercialiser ensemble leur espace publicitaire. Avec 6 millions d'habitants dans leurs zones de diffusion (3,5 millions pour TMC, 2 millions pour TLM, 0,6 million pour TLT), la région commune peut vendre aux annonceurs le «premier réseau de chaînes de proximité» et ses 570 000 téléspectateurs réguliers.

Pour ses promoteurs, cette «nationalisation» — au sens géographique — des soirées permettra de renforcer les créneaux de programmes véritablement locaux, en évitant la dispersion des moyens. Cet embryon de septième réseau sonne néanmoins le glas, s'il en était besoin, des espoirs de télévision locale autonome. Sa naissance en entente sous une autre contradiction, interne à la Générale des eaux : elle vante les mérites de ce nouveau réseau dont elle est opératrice et régisseur publicitaire, au moment même où avec les autres câblo-opérateurs elle s'élève contre toute nouvelle chaîne berrichonne gratuite (le Monde du 10 septembre).

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

L'avenir de la presse écrite à l'Assemblée nationale

## M. Georges Kiejman est favorable à «une harmonisation par le haut» des législations européennes

Journalistes et parlementaires, même combat ? A l'occasion d'un colloque à l'Assemblée nationale, jeudi 12 septembre, sur «la presse écrite et son avenir», le président du groupe d'études sur l'économie et le développement de la presse, constitué au sein de l'Assemblée nationale depuis 1988, M. Michel François, député (PS) de l'Oise, ne s'est pas fait faute d'évoquer, en présence de M. Laurent Fabius selon lequel le Parlement français ne serait plus qu'un «théâtre d'ombres», quand, au même moment, dans les pays de l'Est, les foules font rament pour leurs corps pour protéger leurs Assemblées élues.

«A l'Est, les journaux s'efforcent à la fois de «surveiller» et de «contrôler», a déclaré M. François, tandis que de ce côté-ci de l'Europe les effets de la concentration, observés depuis la Libération, et la concurrence des médias audiovisuels ont tendance à réduire le nombre des lecteurs de la presse d'information générale. «Une civilisation fondée sur le verbe qui s'effondre et vit sur l'image, si fugitive, serait sans doute vouée à une certaine forme de décadence», a déclaré M. François, en concluant «une amitié particulière pour l'écrit».

Suspecté, depuis sa nomination au ministère de la communication, d'inimitiés envers la presse, M. Georges Kiejman a réaffirmé que le volume des aides publiques,

directes ou indirectes, qui représente un peu plus de 10 % du chiffre d'affaires de ce secteur d'activité, serait maintenu à son niveau actuel dans le prochain budget. «S'il doit y avoir une harmonisation des législations en vigueur au sein des pays de la communauté européenne, celle-ci doit se faire par le haut», a assuré le ministre. Les nombreux représentants des syndicats patronaux de la presse ne se sont pas satisfaits cependant de cette garantie. Il faudrait ainsi favoriser la naissance de nouveaux journaux par l'institution d'un fonds d'aide à la création, comme il en existe déjà pour le cinéma, ou encore, comme l'a proposé M. Jean-Pierre de Keranaut, président du Syndicat national de la presse hebdomadaire régionale d'information, en facilitant les reprises de succession des petites et moyennes entreprises pour éviter la disparition de titres.

Les représentants des éditeurs demeurent toutefois opposés à un retour à l'esprit du législateur des lendemains de la Libération, pour lequel les aides de l'Etat devaient favoriser les journaux qui participent au débat démocratique, et non les titres de la presse spécialisée, celle qui connaît précisément le plus grand essor en s'adressant à des «cibles» de plus en plus restreintes.

JEAN-LOUIS SAUX

La rédaction conteste les projets d'Hachette

## Les hésitations du «Nouvel Economiste»

Le Nouvel Economiste, hebdomadaire contrôlé par Hachette-Filipacchi (65 %) et la CEP-communication, pourrait ne pas paraître cette semaine. La société des rédacteurs a en effet maintenu sa menace de grève pour mener à son terme, si elle n'obtient une entrevue avec le patron du groupe Hachette, M. Jean-Luc Lagardère, et des garanties sur l'avenir du journal.

Une assemblée générale lundi 16 septembre avec M. Gérard de Roquemaurel, directeur du journal, n'a pas calmé les inquiétudes des journalistes. Elle a en revanche

confirmé la volonté d'Hachette de changer le directeur de la rédaction en poste depuis quinze ans, Michel Tardieu, qui n'aurait pas accepté un autre poste dans le groupe.

L'hebdomadaire économique, malgré une diffusion de 97 142 exemplaires par numéro en 1990, contre 93 396 en 1989, a vu ses bénéfices d'il y a quelques années se transformer en pertes. Pour les journalistes, la mise en régie publicitaire du titre auprès d'Interdico (régie d'Hachette) est une des causes de cette dégradation, qui se traduit par des restrictions de moyens. Ils contestent aussi les projets élaborés pour réorienter le magazine en vue d'attirer de nouveaux annonceurs, alors qu'une nouvelle formule préparée au sein de la rédaction sous l'autorité de Michel Tardieu n'a pas reçu l'aval de la direction.

Après l'échec de Fortune-France, le Nouvel Economiste est le dernier fleuron d'Hachette dans la presse économique. Sa vente a été souvent évoquée.

M. C. I.

## CARNET DU Monde

## Naissances

Le 14 septembre 1991, à Yokohama.

Louis-Seiji.

Wako et Francis MAIZIERES et Charles-Lucy.

Shinohara-chô 1075, Kohoku-Ku, Yokohama 231 (Japon).

Alain et Elisabeth PHILIPPE, Nicolas et Nathalie.

se sont heureux d'annoncer la naissance de

Sophie.

le 28 juin 1991.

## Mariages

Michèle AIMASSO et Gilbert SCHLOEGEL.

sont heureux de faire part de leur mariage, célébré dans l'intimité, le 6 septembre 1991, à Paris.

Ferme de Cascavel, 13100 Aix-en-Provence.

## Décès

M. et M<sup>me</sup> Didier Bargas et leurs enfants.

M<sup>me</sup> Dominique Formigini-Bargas et son fils.

M. Denis Bargas, M. et M<sup>me</sup> Alain Vernay.

ont la douleur de faire part de décès de

M<sup>me</sup> Robert BARGAS, née Claudie Weil,

leur mère, belle-mère, grand-mère, sœur et belle-sœur.

Elle repose en paix, à côté de son mari.

Robert.

et de sa fille, Danièle.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale, le 14 septembre 1991.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Les rédemptoristes de la province de Paris.

Les sœurs franciscaines de Notre-Dame-de-Bon-Cœur.

M<sup>me</sup> Marie-Joséphine Bourdeau, M<sup>me</sup> Marie-Thérèse Bourdeau, Le colonel et M<sup>me</sup> Jean Chagneau, ses sœurs et beaux-frères.

M. et M<sup>me</sup> Pierre Chagneau et leurs enfants.

M. François Chagneau et ses enfants.

M. et M<sup>me</sup> Loïc Marois et leurs enfants.

M. et M<sup>me</sup> Paul Chagneau et leurs enfants.

ont la douleur de faire part de décès de

Révérend Père François BOURDEAU,

survenu subitement le 14 septembre 1991, dans sa soixante-douzième année.

Les obsèques seront célébrées en l'église Notre-Dame-des-Champs, boulevard du Montparnasse, le mercredi 18 septembre, à 14 heures.

L'inhumation aura lieu le jeudi 19 septembre, à 15 heures, en l'église de Pontchaâteau (Loire-Atlantique).

Communauté de rédemptoristes, 170, boulevard du Montparnasse, 75014 Paris.

25 prières, 21, rue Nantaise, 44160 Pontchaâteau.

Le samedi 21 septembre 1991, à 11 heures, en l'église Saint-Pierre-du-Gros-Cailhou, 92, rue Saint-Dominique, Paris-7<sup>e</sup>, une messe sera célébrée à l'intention de

Simone CACHIN,

décédée accidentellement en montagne le 9 juillet dernier.

De la part de M<sup>me</sup> Pierre Simon, ses enfants et petits-enfants, M. et M<sup>me</sup> André Cachin, leurs enfants et petits-enfants.

M<sup>me</sup> Paul Carol, son épouse, M<sup>me</sup> Sophie Noteris, Sébastien et Grégoire.

M. et M<sup>me</sup> Jean-Christophe Carol, Guillaume et Marion.

M. et M<sup>me</sup> Xavier Delavenne, Paul, Aurélien, Stanislas et Valentine.

M<sup>me</sup> Béatrice Carol, ses enfants et petits-enfants.

M. et M<sup>me</sup> Frank Ortiz et Allison, M<sup>me</sup> Muriel Carol,

ses neveux, nièces et petits-neveux, ont la douleur de faire part de décès de

M. Paul CAREL,

survenu le 15 septembre 1991, dans sa soixante-neuvième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 19 septembre, à 14 heures, en l'église Notre-Dame-de-Grâce de Passy, 10, rue de l'Annonciation, Paris-16<sup>e</sup>, suivie de l'inhumation dans le caveau de famille à Saint-Germain-en-Laye (Yvelines).

Ni fleurs ni couronnes, dons à la Ligue nationale contre le cancer, 1, rue Stephen-Pichon, 75013 Paris.

1, rue Chernoviz, 75013 Paris.

Sa famille et ses nombreux amis ont la tristesse de faire part de décès de

M<sup>me</sup> Valentine CHEMETILLO, ancien professeur de l'université de Leningrad.

La levée du corps aura lieu à la Maison médicale Jeanne-Garnier, 55, rue de Lourmel, Paris-15<sup>e</sup>, le mercredi 18 septembre 1991, à 10 heures.

Elle sera inhumée au cimetière parisien de Thiais.

Lyon, Annonay, Angoulême.

M. et M<sup>me</sup> Pierre Billois, ses enfants,

M. et M<sup>me</sup> Gilles Bertrand, M. et M<sup>me</sup> Bruno Billois,

M. et M<sup>me</sup> Robert Ophélie, ses petits-enfants,

Cécile, Olivier, Christophe, Arsaud, Anne-Christine, Camille, Aude, Florian, Vincent,

ont la douleur de faire part de décès de

M. Léon GIRARD, ancien élève de Saint-Clément, chevalier de la Légion d'honneur,

survenu le 15 septembre 1991, dans sa cent unième année.

Ses obsèques ont eu lieu mardi 17 septembre, en l'église Saint-Ausonne, à Angoulême.

L'inhumation se fera dans le caveau de famille au cimetière d'Annonay, le mercredi 18 septembre, à 11 heures.

54, rue Waldeck-Rousseau, 16000 Angoulême.

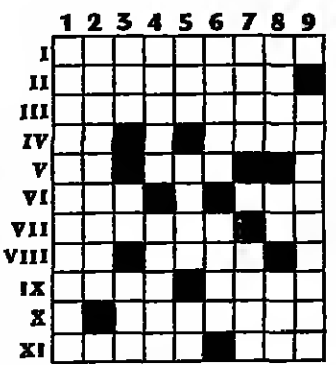
## THÈSES

Tarif Étudiants

50 F la ligne H.T.

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5609



## HORIZONTALEMENT

1. Faire sucrer par des ouvrières. — 2. Devlendar peut-être clair. — 3. Il faut en mettre beaucoup pour que ça soit bien truffé. — 4. Un métal léger. Parait plus mort que vif. — 5. Pronom. Peut souvent être tourné dans un renvoi. — 6. Cresse son sillon. De l'oselle en grains. — 7. Peut rendre le bœuf plus pressant. A quatre, font un cent. — 8. Pour faire l'appel. En Allemagne. — 9. Coule loin de chez nous. N'est plus coulant. — 10. Un travail pendant des vacances. — 11. Quand elle est bonne, il n'y a pas lieu d'être patient. La grande période des grèves.

## VERTICALEMENT

1. Travailleurs qui ramassent la blé. — 2. Pour ceux qui tapent dans la caisse. — 3. Plaque. Parfois au bout du compte. Blanc, pour l'habit d'un innocent. — 4. Rumine dans les Pyrénées. Font preuve d'attachement. — 5. D'un auxiliaire. Bordure sur l'eau. Utile pour faire des projets. — 6. Sorte de tartine. Une prun. — 7. Une nourriture qui donne beaucoup d'énergie. Coule chez des voisins. — 8. En Sicile. Adverbe. N'est donc pas sérieux. — 9. Dont on peut dire qu'il est vraiment gonflé.

Solution du problème n° 5608

## Horizontalement

1. Festonné. — 2. Obier. Oté. — 3. Rossignol. — 4. Mû. Gien. — 5. Adroit. Mû. — 6. Lus. Népal. — 7. Irid. Ane. — 8. Télet. — 9. Ter. Lues. — 10. Epilé. — 11. Sosis.

GUY BROUTY

La famille, les parents et alliés, ont la douleur de faire part de décès de

Son Excellence RUY KANTHOUL,

ancien président du conseil des ministres du royaume du Cambodge, ancien ambassadeur.

survenu le 13 septembre 1991 dans sa quatre-vingt-troisième année.

La cérémonie funéraire aura lieu au cimetière du Père-Lachaise, le vendredi 20 septembre, à 15 h 30.

On se réunira à 15 heures avenue du Père-Lachaise.

Les jeunes et les communes de l'Association nationale des conseils d'enfants et de jeunes ont la profonde tristesse de faire part de décès de leur président.

Yves LAURENT,

survenu le vendredi 13 septembre 1991.

Yves Laurent a mis tout son dynamisme au service des enfants et des jeunes, afin qu'ils puissent être écoutés et pris en compte par les élus locaux.

« On ne naît pas citoyen, on le devient », disait-il souvent.

Yves, nous te regrettons déjà.

ANACEI,

38, rue Liancourt,

75014 Paris.

Jacques Anaxiste, Les membres du bureau du GART (Groupement des autorités responsables de transport), Et leurs collaborateurs, ont la tristesse de faire part de la disparition de leur ami,

M. Yves LAURENT,

membre du bureau du GART, président de la commission transport du SIMAN (SYNDICAT des Ingénieurs, Maîtres de Saint-Sébastien-sur-Loire).

(Le Monde daté 15-16 septembre.)

On nous prie d'annoncer le décès de

M<sup>me</sup> Charles L'EVESQUE,

survenu le 13 septembre 1991, dans sa cent troisième année.

De la part de M. et M<sup>me</sup> Jean Sauvignanges et leurs enfants,

M<sup>me</sup> Didier Julien et ses enfants,

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 18 septembre, à 10 h 30, en l'église Saint-Sulpice, Paris-6<sup>e</sup>.

Correc, Grenoble, Paris, Florac, Montvillain.

Catherine LE ROY,

née Sandoz, a quitté les siens.

Le partage de l'Eucharistie aura lieu, le mercredi 18 septembre 1991, à 10 h 30, en l'église Saint-Martin de Florac.

De la part de M<sup>me</sup> Albert Sandoz, sa mère,

Pascal, Catherine, Yohann Le Roy, Magali, Philippe, Lila, Clara et Aurèle Deville.

Marie-Pierre et Didier Abraham, Françoise Le Roy, Anne Le Roy, Ses enfants et petits-enfants.

Jérémie et Olivier Marchalik, ses enfants,

Françoise Roux, sa compagne, Ses frères et sœur, Les familles Marchalik, D'hier, Vieille, Berchipo et Ginoi, Et ses amis,

ont la douleur de faire part de décès de

Jacques MARSHALIK,

expert-comptable, survenu le 10 septembre 1991, à Paris.

L'inhumation a eu lieu le 17 septembre dans l'intimité familiale.

36, quai de Jemmapes, 75010 Paris.

## CARNET DU MONDE

Renseignements :

40-65-29-94 ou 40-65-29-96

Les avis peuvent être insérés LE JOUR MEILLE

s'ils nous parviennent avant 9 h au siège du Journal.

15, rue Falguère, 75015 Paris

Tél. : 208 806 F

Télécopieur : 45-66-77-12

Tarif de la ligne H.T.

Toutes rubriques ..... 82 F

Abonnés et abonnés ..... 80 F

Communications diverses ..... 95 F

Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes.

Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

M<sup>me</sup> Jean Mortier, son épouse, M. et M<sup>me</sup> Claude Rain et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Jacques Mortier et leurs enfants, M<sup>me</sup> Lise Moyart et ses enfants, M. et M<sup>me</sup> Francis Holder et leurs enfants, ont l'immeuble douleur de faire part de décès de leur époux, père et grand-père,

Jean MORTIER,

survenu à Lille, le 14 septembre 1991.

Les funérailles auront lieu dans l'intimité au cimetière d'Epinal, le 19 septembre.

Dans l'attente de ses funérailles, son corps repose en chambre funéraire, 4, rue Vérocaise, à Lille. Visites ce mardi de 9 heures à 18 heures et mercredi de 9 heures à 16 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

59, boulevard Vauban,

59000 Lille.

## Remerciements

Denise Coster, Sa famille Et ses amis, très touchés des nombreux témoignages d'affection, de sympathie et de fidélité qui leur ont été manifestés lors du décès de

Pierre CASTEX,

remercient sincèrement et avec une profonde émotion tous ceux qui, par leur présence ou leurs messages, se sont associés à leur grande douleur.

98, rue Lafayette,

75010 Paris.

## Avis de messe

Une messe religieuse sera célébrée le mercredi 18 septembre, à 11 heures, à Paris, en l'église réformée de l'Annonciation, 19, rue Cortambert, Paris-16<sup>e</sup>, à la mémoire de

Audrey EATON, directeur général adjoint de SFBD-Archéologie SA, directeur de la publication d'Archéologie et des Dossiers d'archéologie, décédée le 18 août 1991.

Les obsèques religieuses ont eu lieu en l'église réformée de Dijon, le 21 août.

## Anniversaires

Il y a deux ans

Joëlle EISENBERG

nous quittait.

Ses amis ne l'oublient pas et se réuniront à Médecins du monde, vendredi 20 septembre 1991, à 18 h 30.

67, avenue de la République, 75011 Paris.

Tél. : 43-57-70-70.

Le 18 septembre 1990,

Philippe GOSSET,

directeur du service de presse de TFI, ancien directeur adjoint de Télé 7 Jours,

nous quittait.

Que tous ceux qui l'ont connu, estimé, aimé ou simplement rencontré s'unissent à son épouse et à ses enfants par une pensée fidèle et reconnaissante.

Le 17 septembre 1988, disparaissait

Raymond KAHN.

Nous souhaitons que ceux qui l'ont connu et aimé aient, en ce jour anniversaire, une pensée pour lui.

Hilda Kahn, Bruno et Didier.

75010 Paris.

75010 Paris.

75010 Paris.

75010 Paris.

75010 Paris.

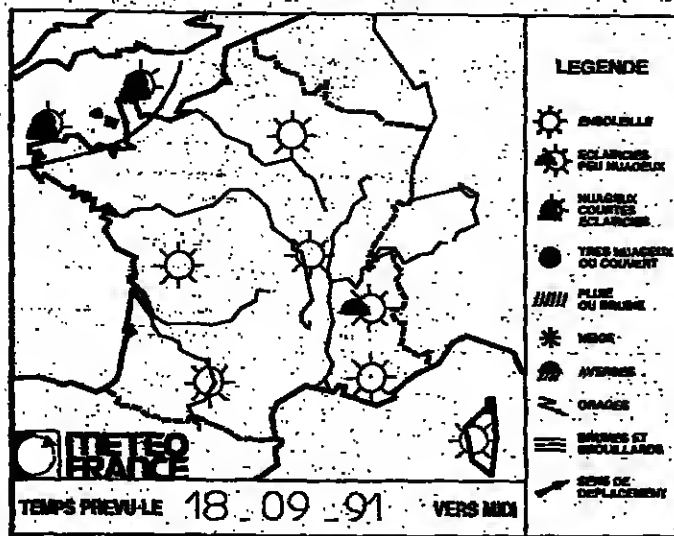
75010 Paris.



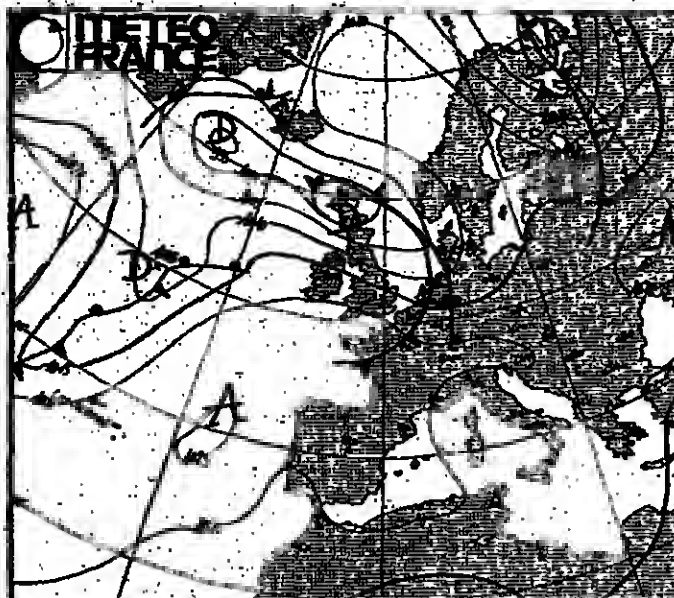
سكنا من الاصل

## MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le mercredi 18 septembre 1991  
Ensoleillé



SITUATION LE 17 SEPTEMBRE 1991 À 0 HEURE TU

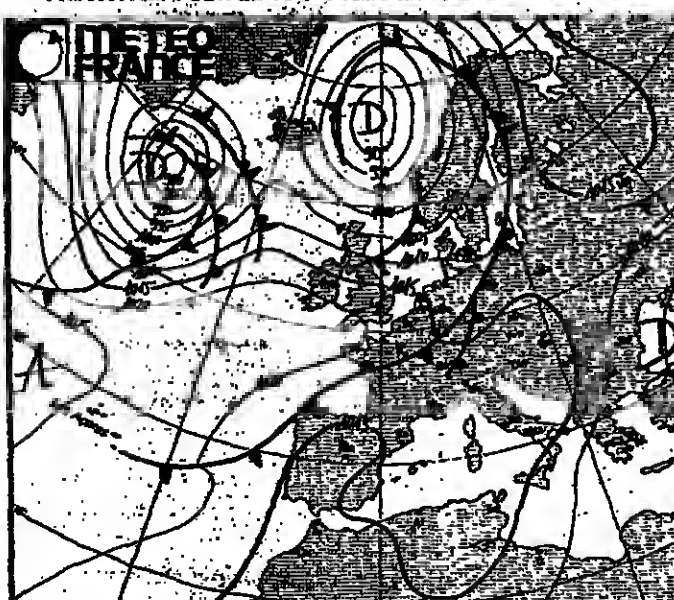


Jeu, il faut encore un temps ensoleillé sur l'ensemble de la France. Dès vendredi, le temps commencera à changer et à devenir lourd et orageux. Samedi, pour le premier jour de l'automne, la dégradation se poursuivra avec une baisse des températures et quelques pluies.

Jeu, 19 septembre : temps ensoleillé et chaud. - Jeudi, la période de beau temps se poursuit. Le soleil brille de façon continue jusqu'au soir, au nord comme au sud. Les passages nuageux pris des côtes de la Manche seront discrets et ne cachent pas le soleil qui perdra sa luminosité.

Il fera encore chaud pour la saison : le matin, de 11 degrés à 16 degrés du nord au sud, l'après-midi de 24 degrés à 29 degrés, soit 5 degrés de plus que les températures habituellement observées à cette époque de l'année.

PRÉVISIONS POUR LE 19 SEPTEMBRE 1991 À 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES : maxima - minima et temps observé  
le 18-9-1991 à 18 heures TU et le 17-9-1991 à 6 heures TU

FRANCE	LYON	PARIS	STRASBOURG	TOULOUSE
23-16	22-15	21-14	20-13	19-12
24-17	23-16	22-15	21-14	20-13
25-18	24-17	23-16	22-15	21-14
26-19	25-18	24-17	23-16	22-15
27-20	26-19	25-18	24-17	23-16
28-21	27-20	26-19	25-18	24-17
29-22	28-21	27-20	26-19	25-18
30-23	29-22	28-21	27-20	26-19
31-24	30-23	29-22	28-21	27-20
32-25	31-24	30-23	29-22	28-21
33-26	32-25	31-24	30-23	29-22
34-27	33-26	32-25	31-24	30-23
35-28	34-27	33-26	32-25	31-24
36-29	35-28	34-27	33-26	32-25
37-30	36-29	35-28	34-27	33-26
38-31	37-30	36-29	35-28	34-27
39-32	38-31	37-30	36-29	35-28
40-33	39-32	38-31	37-30	36-29
41-34	40-33	39-32	38-31	37-30
42-35	41-34	40-33	39-32	38-31
43-36	42-35	41-34	40-33	39-32
44-37	43-36	42-35	41-34	40-33
45-38	44-37	43-36	42-35	41-34
46-39	45-38	44-37	43-36	42-35
47-40	46-39	45-38	44-37	43-36
48-41	47-40	46-39	45-38	44-37
49-42	48-41	47-40	46-39	45-38
50-43	49-42	48-41	47-40	46-39
51-44	50-43	49-42	48-41	47-40
52-45	51-44	50-43	49-42	48-41
53-46	52-45	51-44	50-43	49-42
54-47	53-46	52-45	51-44	50-43
55-48	54-47	53-46	52-45	51-44
56-49	55-48	54-47	53-46	52-45
57-50	56-49	55-48	54-47	53-46
58-51	57-50	56-49	55-48	54-47
59-52	58-51	57-50	56-49	55-48
60-53	59-52	58-51	57-50	56-49
61-54	60-53	59-52	58-51	57-50
62-55	61-54	60-53	59-52	58-51
63-56	62-55	61-54	60-53	59-52
64-57	63-56	62-55	61-54	60-53
65-58	64-57	63-56	62-55	61-54
66-59	65-58	64-57	63-56	62-55
67-60	66-59	65-58	64-57	63-56
68-61	67-60	66-59	65-58	64-57
69-62	68-61	67-60	66-59	65-58
70-63	69-62	68-61	67-60	66-59
71-64	70-63	69-62	68-61	67-60
72-65	71-64	70-63	69-62	68-61
73-66	72-65	71-64	70-63	69-62
74-67	73-66	72-65	71-64	70-63
75-68	74-67	73-66	72-65	71-64
76-69	75-68	74-67	73-66	72-65
77-70	76-69	75-68	74-67	73-66
78-71	77-70	76-69	75-68	74-67
79-72	78-71	77-70	76-69	75-68
80-73	79-72	78-71	77-70	76-69
81-74	80-73	79-72	78-71	77-70
82-75	81-74	80-73	79-72	78-71
83-76	82-75	81-74	80-73	79-72
84-77	83-76	82-75	81-74	80-73
85-78	84-77	83-76	82-75	81-74
86-79	85-78	84-77	83-76	82-75
87-80	86-79	85-78	84-77	83-76
88-81	87-80	86-79	85-78	84-77
89-82	88-81	87-80	86-79	85-78
90-83	89-82	88-81	87-80	86-79
91-84	90-83	89-82	88-81	87-80
92-85	91-84	90-83	89-82	88-81
93-86	92-85	91-84	90-83	89-82
94-87	93-86	92-85	91-84	90-83
95-88	94-87	93-86	92-85	91-84
96-89	95-88	94-87	93-86	92-85
97-90	96-89	95-88	94-87	93-86
98-91	97-90	96-89	95-88	94-87
99-92	98-91	97-90	96-89	95-88
100-93	99-92	98-91	97-90	96-89

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique officiel de la Météorologie nationale.)

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde ARTS et SPECTACLES

## RADIO-TÉLÉVISION

IMAGES

PIERRE GEORGES

### Le cercle des rêveurs disparus

Il rêvait de gagner les Amériques, et en parlait souvent au silencieux Martin, squalide dans le placard. Il avait fait serment de secret absolu. Et juré même de ne jamais révéler le nom de leur secte à vocation navigatrice : les Chiche-Capou. Une société ténébreuse où il convenait de parler le français et de fumer le calumet de l'évasion.

Dans le fond, tout était déjà dit, dès 1935, sur le cercle des rêveurs disparus. Pierre Véry, avant d'écrire ce qu'il appelle des romans de mystère et, grâce à eux, d'enchanter des générations d'adolescents, avait tout fait dans la vie : vendeur de spiritueux,

coursier, marin de paix, marin de guerre, et même bouquiniste. Tout jusqu'à ce qu'il décide d'aller au plus simple, écrire les livres plutôt que les vendre.

Il avait du talent. Et cela valut à l'un de ses livres, peut-être pas le meilleur, de devenir en 1938, grâce à Christian-Jacques, un film célèbre, les Disparus de Saint-Agil. Peut-être pas un film-culte, comme l'on dit aujourd'hui, mais une œuvre assez étrange et attachante pour faire date.

Les bonnes histoires ne meurent jamais. Et TF 1 nous a offert, lundi soir, une version nouvelle, un remake, en français juste-ment, des Disparus de Saint-Agil.

La télévision ne fait pas si fréquemment œuvre de création qu'on doive, lorsque l'occasion se présente, faire la fine bouche.

Mais il faut bien admettre que ces Disparus, version 1991, dus à Jean-Louis Benoît et Jean Nainchik, n'avaient plus, hormis l'intrigue, qu'un lointain rapport avec l'œuvre originale, traitée, cette fois, comme une bande dessinée loufoque.

Et loufoque elle l'était, cette version transposée en 1959 dans un scénario, pensionnat pour les jeunes et fragiles des bronches : un préfet de discipline pétocharde et grand vizir des suppositoires à l'eucalyptus. Un don Juan de

pensionnat tyrannique. Un professeur de musique échevelé imitant les cochenilles, c'est-à-dire les fous divers dans les journaux. Un autre, qu'on suppose prof de math, greffier malade des moindres activités de ses collègues. Un prof de gym bedonnant et gaulard comme traitait des bet d'af. Un surveillant, peintre raté, fou de Goya et connaisseur en rhum. Et une directrice complètement « saluée ».

Bref, toute une galerie de personnages occupant trop l'écran pour que l'histoire originale et qui n'était pas autre chose que la nostalgie des rêveries adolescentes y survive.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : > signalé dans « Le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ○ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

### Mardi 17 septembre

- TF 1**
- 20.40 Sport : Football. Coupe d'Europe des vainqueurs de coupe : Swansea-Monaco, en direct de Swansea (sweat de Celtic).
- 22.40 Magazine : Ciel, mon mardi ! Invité : Frédéric Dard.
- 0.35 Journal, Météo et Bourse.
- A 2**
- 20.40 Mardi soir : Vivre et laisser mourir. Film historique de Guy Hamilton (1973). Avec Roger Moore, Yaphet Kato, Jane Seymour.
- 22.50 Débat : 1991, l'espion nouveau est arrivé.
- 0.05 Magazine : La 26<sup>e</sup> Heures. La jeune fille et la mort de Michel Spinoza.
- 1.05 Journal et Météo.
- FR 3**
- 19.00 La 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.35, le journal de la région. Un livre, un jour. Fanny et Zoé.
- 20.10 Divertissement : La Classe.
- 20.30 INC : L'été de l'été.
- 20.45 > Téléfilm : Napoléon. M.
- 22.05 Journal et Météo.
- 22.35 Mardi en France. Programmes des télévisions régionales. L'Amère-Pays. Le regard d'un auteur sur la vie rurale en Haute-Saône. Federico, intimiste...
- 23.30 Magazine : Océaniques.

- CANAL PLUS**
- 20.30 Cinéma : Cocoon, le retour. □ Film américain de Daniel Petrie (1988). Avec Don Ameche, Willard Brimley, Courtney Cox.
- 22.20 Flash d'informations.
- 22.25 Cinéma : Mort d'un soldat. Film australien de Philippe Mora (1985). Avec James Coburn, Bill Hunter, Red Brown.
- 0.00 Cinéma : Pilotes de charme. Film américain, classé X, de Michael Craig (1980).
- 1.25 Cinéma : Cela s'appelle l'aurore. ■■ Film franco-italien de Luis Buñuel (1956). Avec Georges Marchal, Lucie Bosé, Gian Espósito.
- LA 5**
- 20.40 Journal des courses.
- 20.50 Cinéma : A gauche en sortant de l'ascenseur. □ Film français d'Edouard Molinaro (1988). Avec Pierre Richard, Richard Bohringer, Emmanuelle Béart.
- 22.25 Magazine : Ciné Cinq.
- 22.40 Cinéma : L'immoralité. □ Film français de Claude Muto (1980). Avec Sylvie Larue, Yves Joffroy, Anne Parillaud. A sa sortie, en 1980, le film de Claude Muto a été interdit aux moins de seize ans.
- 0.05 Journal de la nuit.
- M 6**
- 20.35 Téléfilm : Vient, on s'en va. Deux orphelins en fugue.

- 22.20 Série : Equalizer.
- 23.35 Série : Le Voyageur.
- 0.05 Six minutes d'informations.
- LA SEPT**
- 20.00 Documentaire : Les Nouvelles Grandes Personnes. 2. A. Cuny et Cl. La Maur.
- 21.00 Opéra : Luisa Miller. De Giuseppe Verdi, par les Chœurs et l'Orchestre de l'Opéra de Lyon, dir. : Maurizio Arena.
- FRANCE-CULTURE**
- 20.30 Archipel sciences. Culture informatique : autour de la revue Terminal.
- 21.30 Culture et Kultur.
- 22.40 Les Nuits magnétiques. Journal d'un coup d'État, Leningrad-Moscou, août 1991. 1. Le putsch.
- 0.05 Du jour au lendemain. Avec Mirella Godard (La Goutte de l'agneau).
- 0.50 Musique : Coda. Texte de nuit.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.30 Concert (donné le 23 septembre lors du Festival de musique de Montreux-Vevy). Ainsi le nuit pour quatre à cordes, de Dutilleul ; Tosty pour clarinette, quatuor à cordes et piano, de Foss ; Quatuor à cordes n° 1, Métamorphoses nocturnes, de Ligeti, par le Quatuor Sine Nomine (Patrick Genaud, François Goutard, violons, Nicolas Paché, alto, Marc Jermann, violoncelle) et Pascal Moragues, clarinette, Noël Lee, piano.
- 23.07 Poussettes d'étoiles. Plain ciel-Studio 116.

### Mercredi 18 septembre

- TF 1**
- 18.25 Jeu : Une famille en or.
- 18.55 Feuilleton : Santa Barbara.
- 19.20 Jeu : La Roue de la fortune.
- 19.45 Divertissement : Le Débat Show (et à 0.05).
- 20.00 Journal, Tapis vert, Météo et Loto.
- 20.50 Variétés : Sacré soirée. Spécial Inde.
- 22.45 Magazine : Le Point sur la table. Thème : Peut-on se passer des immigrés ? Invités : Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales et de l'intégration ; Alain Juppé, secrétaire général du RPR et les députés du 19<sup>e</sup> arrondissement de Paris.
- 0.15 Journal, Météo et Bourse.
- 0.35 Série : Côté cœur.
- A 2**
- 18.05 Jeu : Des chiffres et des lettres juniors.
- 18.30 Magazine : Défendez-vous.
- 18.45 Série : Mister T.
- 19.10 INC actualités.
- 19.15 Jeu : Question de charme.
- 19.40 Divertissement : La Caméra indécrite (et à 0.45).
- 20.00 Journal et Météo.
- 20.50 > Téléfilm : Ils n'avaient pas rendez-vous. L'amour peut-il conjurer le désespoir et la mort ?
- 22.20 Documentaire : La rentrée, une étape psychologique difficile.
- 23.15 Magazine : Musiques au cœur.
- 0.25 Journal et Météo.
- FR 3**
- 17.00 Jet.
- 18.15 Magazine : Une pêche d'enfer.
- 18.30 Jeu : Question pour un champion.
- 19.00 De 19.12 à 19.35, le journal de la région.
- 20.00 Un livre, un jour. La Cuisine italienne.
- 20.10 Divertissement : La Classe.
- 20.45 Magazine : La Marche du siècle. Europe : les patrons tirent l'alarme. Invités : Pehr Gyllenhammar, PDG de Volvo ; Jérôme Monod, président du groupe de la Lyonnaise des eaux ; Willem Ockler, ancien PDG de Philips, président de la Table ronde des industriels européens ; Bernard Esambert, président de la compagnie financière Edmond de Rothschild.
- 22.20 Journal et Météo.

- 22.40 Histoire de voir. Lewis Carroll. (2<sup>e</sup> épisode). Épisode dans le passé.
- 23.35 Traverses. Cils et gémissements. 2. Le réveil des peuples.
- 0.30 Musique : Carnet de notes.
- CANAL PLUS**
- 13.30 Téléfilm : Les Marchands de l'ombre.
- 15.45 Série : Le Gang des tractions. L'homme aux chiens.
- 17.15 Documentaire : Des requins et des hommes.
- 18.00 Canaille peluche. Babar.
- En clair jusqu'à 20.00
- 18.30 Ça cartoon.
- 18.50 Le Top.
- 19.20 Flash d'informations.
- 19.30 Sport : Football. Coupe d'Europe-Coupe de l'UEFA : Lyon-Oster, en direct.
- 21.45 Sport : Football. Coupe d'Europe-Coupe des clubs champions : Luxembourg-Marseille, en différé.
- 23.35 Flash d'informations.
- 23.40 Cinéma : Trois années. Film français de Fabrice Cazeneuve (1990). Avec Sabine Azéma, Jacques Villeret, Philippe Volter.
- 1.10 Cinéma : Préparez vos mouchoirs. Film franco-belge de Bertrand Blier (1977). Avec Gérard Depardieu, Patrick Dewaere, Carole Laure.
- LA 5**
- 17.30 Jeu : Pas de panique.
- 17.45 Série : Cap danger.
- 18.15 Série : Shérif, fais-moi peur.
- 18.05 Série : Kojak.
- 20.00 Journal et Météo.
- 20.40 Journal des courses.
- 20.50 Histoires vraies. Un couple trop parfait. Débat : Réagir beau à tout prix.
- 23.35 Sport : Football. Coupe d'Europe : Arsenal (Grande-Bretagne) - Austria de Vienne (Autriche).
- 1.10 Journal de la nuit.

- M 6**
- 16.45 Jeu : Hit hit hit hurra !
- 16.50 Jeu : Zymusic.
- 17.15 Série : L'Homme de fer.
- 18.05 Série : Mission impossible.
- 19.00 Série : La Petite Maison dans la prairie.
- 19.54 Six minutes d'informations.
- 20.00 Série : Cosby Show.
- 20.35 Téléfilm : Le Diséisme Homme. D'après le roman de Graham Greene.
- 22.15 Téléfilm : Biceps Business.
- 23.50 Six minutes d'informations.
- 23.55 Magazine : Dazibao.
- LA SEPT**
- 17.00 Magazine : Avis de tempête.
- 19.00 Histoire parallèle.
- 20.00 Documentaire : La Matière. De François Calderon. 2. La matière unifiée. La soumission des téléspéctateurs.
- 20.55 Documentaire : Et la vie.
- 22.35 Cinéma : Le Jardin des délices. ■■ Film espagnol de Carlos Saura (1970).
- 0.05 Court métrage : Les Désastres de la guerre. De Pierre Kast.
- FRANCE-CULTURE**
- 20.00 Musique : Le Rythme et la Raison. Ball : pas question de rêver. 3. Le Grand de l'Ouest.
- 20.30 Tire ta langue. Ecarts de la langue. Communauté des radios publiques de langue française. Au pays des quatre saisons : l'été (2).
- 22.40 Les Nuits magnétiques. Journal d'un coup d'État, Leningrad-Moscou, août 1991. 2. Démocratie ou terreur.
- 0.05 Du jour au lendemain. Avec Robert Marthe (Le jour qu'on a tué le cochon).
- 0.50 Musique : Coda. Texte de nuit.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.00 Héliou.
- 20.30 Concert (donné le 12 septembre lors des Musicales de Lyon) : Trio pour violon, violoncelle et piano en fa majeur op. 80, Quintette pour piano et cordes en mi bémol majeur op. 44, de Schumann ; Langsamers Satz pour quatuor à cordes, de Weber, par le Quatuor Cherubini (Joseph Sibera, Isabelle Faust, violons, Bruno Giuranna, alto, Alain Maurier, violoncelle), le Trio Italiano, et Christian Zacharias, piano.
- 23.07 Poussettes d'étoiles. Jazz club. En direct du Méridien-Etoile à Paris. Le quatuor de Monty Alexander, pianiste, Duffy Jackson, batterie, Steve Grier, congas, Russell Holmeyer, steel drums.



URSS : en débat devant le Conseil d'Etat

## Un nouveau projet de réformes économiques suscite la méfiance de plusieurs Républiques

Les nouveaux hommes forts de l'ex-URSS ont entrepris, lundi 16 septembre, de graver le chemin escarpé qui doit, si tout va bien, leur permettre de faire traverser au pays la délicate période de transition qui coïncidera avec l'hiver.

MOSCOU

de notre correspondant

Le «Conseil d'Etat» — la nouvelle oligarchie constituée pour l'essentiel des dirigeants des Républiques qui détiennent collectivement une sorte de pouvoir exécutif — ne s'était réuni qu'une fois depuis que sa création avait été, bon gré mal gré, acceptée par le Congrès des députés. Il s'agissait de reconnaître l'indépendance des pays baltes.

tâche relativement aisée, puisque le fait était acquis. Cette fois, c'est de parler économie, c'est-à-dire de plonger au cœur de la pagaille soviétique. La tâche est triple, et l'on entend procéder par étapes, à supposer que l'on puisse vraiment distinguer entre ces étapes: il faut d'abord assurer l'approvisionnement de la population, puis conduire au plus vite un traité d'union économique, enfin lancer sérieusement les réformes qui, depuis des années, n'ont guère dépassé le stade des mots.

La scène se passe au Kremlin. M. Gorbatchev préside au bout d'une longue table avec, à sa droite, le président russe Boris Eltsine, *primus inter pares*. Dix Républiques sont représentées, en général par leur président. Seuls absents: les Baltes, la Moldavie, et aussi la Géorgie, qui boude toutes les institutions centrales depuis que son indépendance n'a pas été reconnue et aussi depuis que son président en difficulté, M. Gamsakhourdia, ressent le besoin d'accuser Moscou de tous ses maux. Sont aussi présents: le premier ministre russe, M. Ivan Silaev, également président du Comité économique intérimaire (et qui a récemment brandi une menace de démission), quelques ministres fédéraux, ceux de la défense et des affaires étrangères, et aussi le président du KGB, sans oublier M. Alexandre Iakovlev, redevenu conseiller de M. Gorbatchev, après avoir été son critique.

Et puis, sur le côté, debout, penché au-dessus d'un pupitre trop bas, il y a un homme, assez jeune, à l'abondante chevelure, qui lit un exposé et donne l'impression de prêcher dans le désert: le pupitre est ainsi disposé que la moitié de l'assistance tourne le dos à l'orateur. C'est Grigori Iavlinski, expert en projets de réformes économiques, qui est à nouveau prié de présenter ses vues, essentiellement cette fois sur un traité d'union économique.

Il explique que le principe fondamental d'un tel traité doit être la

reconnaissance de l'indépendance des signataires. Les autres principes majeurs en seraient la liberté d'entreprise et la propriété privée, la libre circulation des biens et des services sur l'ensemble des territoires concernés par le traité, la conservation d'une monnaie commune (ce qui ne signifie pas qu'elle doit être unique), une politique budgétaire «coordonnée», et le règlement de la question des dettes internes et externes des Républiques. Selon l'agence Tass, qui rend compte succinctement de ses propos, M. Iavlinski parle aussi du nécessaire mouvement vers la liberté des prix qui doit être «coordonné» entre les Républiques. Et il plaide pour le marché du travail unique, ce qui suppose la reconnaissance mutuelle des diplômes de qualification, et pour la mise en place d'un système tarifaire et douanier.

Silence de M. Eltsine

Est-ce un projet de loi, entendu sans conviction par des dirigeants républicains qui se méfient les uns des autres et ne partagent pas tous le même credo économique, ou bien est-ce un point de départ solide pour le vaste marchandage qui va suivre? Les quelques réactions enregistrées ne sont pour l'instant guère encourageantes. Le président Kirgiz, M. Askar Akayev, trouve le nouveau projet de M. Iavlinski «trop compliqué», et il lui préfère de beaucoup les idées développées par un autre théoricien de l'économie, plus âgé et qui paraissait un peu sur la touche, M. Chataline. Le représentant de la Turquie estime pour sa part qu'il est urgent d'attendre un peu, constatant avec inquiétude que les Républiques ne tiennent pas leurs engagements. Et il menace de vendre son coton et son pétrole sur le marché mondial si on persiste à ne pas lui livrer de blé. L'azerbaïdjanais Aliou Mouhamedov plaide pour un renforcement

des liens horizontaux entre les Républiques, faute de quoi le «centre» reprendra du poil de la bête.

Quant à M. Iavlinski lui-même, s'il estime que trois à quatre semaines devraient suffire pour mettre au point les grandes lignes d'un traité d'union, il ne semble pas non plus particulièrement confiant quand on l'interroge à l'issue de la réunion. Mais il fait valoir qu'il ne s'agit pas tant d'un conflit entre le «centre» et les Républiques que d'une opposition entre «ceux qui font de la politique courante et ceux qui ont une vision économique stratégique». Bref, les positions respectives dépendraient «du degré de professionnalisme» des intervenants.

Pour leur part, les ténors du Conseil — M. Eltsine, les présidents ukrainien et kazakh — n'ont pas donné leur sentiment sur une entreprise dont la complexité paraît dépasser un peu tout le monde. Seul le premier ministre russe, M. Silaev, s'est voulu rassurant. Il a fait valoir que l'approvisionnement de la population serait assuré cet hiver en dépit d'une pénurie générale de céréales et de sucre et d'autres pénuries plus locales. Il a aussi annoncé qu'un accord portant sur la production agricole et fondé sur des réformes économiques radicales serait signé entre les Républiques d'ici à la fin du mois de septembre. Et il a même promis, d'ici deux à trois jours, une «déclaration» du Conseil d'Etat définissant les principes de l'accord à venir. «Cela», a dit M. Silaev d'un air entendu, c'est pour nos amis occidentaux. Des amis occidentaux qui, en particulier par la voix du secrétaire d'Etat américain James Baker, ont fait savoir récemment qu'ils ne faisaient plus de l'application de réformes économiques une condition préalable de leur aide, il leur fallait néanmoins un petit quelque chose, que le Conseil d'Etat s'approprie donc à leur donner.

JAN KRAUZE

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

## Plein les bras

LS ont disjoncté, ou quoi, ces pstents qui aqquestrent trois maffresses à la petite école de Vernégues, dans les Bouches-du-Rhône, sous prétexte que les classes sont surchargées et qu'ils en veulent une quatrième. Non, mais ça va pas le tête! Remarque, au départ, faut être complètement givré pour se mettre à fabriquer de l'enfant en sachant pertinemment qu'il vous restera sur les bras.

Vous vous êtes pourtant précipité à la crèche collective en brandissant votre test de grossesse dans la foi espoir d'y inscrire votre fœtus, vous vous êtes toulé aux pieds de M<sup>lle</sup> Martine Tartour, elle raconte ça très drôlement dans «Toutes coupables». Rien à faire. Si, attendre jusqu'à la Saint-Glinglin qu'une assistante maternelle agréée daigne en prendre livraison.

Il ne vous reste plus qu'à jouer les VRP pour arriver à le placer, comme un vulgaire espiègle, chez une nourrice libre. Libre d'en accueillir cinq ou six, sans compter les siens, dans un F2 sordide. Essayez celui-ci, je vous en prie,

vous verrez, il fait pas de bruit et il avalera jusqu'à la dernière épingle enfouie dans votre moquette. Quitte à tambouriner ensuite à la loge de la gardienne de votre immeuble: dites, madame Rodriguez, je peux vous le laisser demain? La nounou doit conduire ses trépassés au dispensaire et si je m'absente encore un coup, moi, chef...

Enfin, là, après deux-trois ans de galère, vous avez réussi à le fourguer à la maternelle de votre quartier. Vous le déposez en allant au boulot, et au retour, dix, onze heures après, rapport aux trépassés, vous récupérez à la garderie un zombie en état de catalepsie: «Qu'est-ce qu'il a? Il a pas fait la sieste? — La sieste? Vous rigolez! Oh! voulez-vous que je mette un lit? Ils sont déjà plus de trente à me marcher sur la ventre».

La solution à cette pénurie d'instas? Voyons, elle est entre vos mains, entre vos jambes, plus exactement. Vous sortez trois gamins à la chaîne. Et ça vous donne droit, merci Monory, au diplôme de mère de famille habilitée à faire classe. Logique, non? On n'est jamais si bien servi...

EN BREF

■ ESPAGNE: trois morts dans un attentat. — Trois personnes ont été tuées et une trentaine d'autres blessées, lundi 16 septembre, dans un attentat à la voiture piégée près d'Alicante. Selon le ministre de l'Intérieur, cet attentat serait l'œuvre de l'organisation indépendantiste basque ETA. (AFP, Reuters)

■ Le FNLC «canal historique» revendique les attentats contre deux recteurs. — Le Front de libération nationale de la Corse (FNLC «canal historique») a revendiqué, lundi 16 septembre, les deux attentats perpétrés contre les recteurs de Versailles (Yvelines) et Créteil (Val-de-Marne) dans la nuit du 15 au 16 septembre. Dans son communiqué, l'organisation nationaliste s'élève contre «l'exil de nombreux jeunes Corsais vers des académies comme celles de Créteil ou Versailles», en raison, selon le communiqué, du «refus du gouvernement de régler au fond le problème global de l'éducation en Corse».

■ A2 et FR3 retransmettront les JO de Barcelone en continu. — M. Hervé Bourges, PDG d'A2 et FR3, a annoncé dans une interview publiée lundi 16 septembre dans l'hebdomadaire *Communication CB News* que les deux chaînes publiques avaient prévu de retransmettre en continu, «pour l'ensemble des téléscripteurs, en direct et en clair» les Jeux olympiques d'été de 1992. «Jusqu'à

maintenant, Canal Plus a toujours su faire les bons choix! Il reste que j'ai une bonne nouvelle à annoncer: nous avons fait le même», a ajouté M. Bourges.

■ Mort de violoniste: Zino Francescatti, le plus virtuose des violonistes français et le plus célèbre à l'étranger, est mort dans la nuit du 16 au 17 septembre dans sa villa de La Cloti, âgé de quatre-vingt-neuf ans, est élève de Sivoïa (lui-même disciple de Paganini) avait eu une carrière d'enfant prodige avant de devenir un spécialiste incontesté du répertoire français; qu'il avait, entre autres, écrit un peu partout aux États-Unis. La ville d'Aix-en-Provence a créé un concours de violon à son nom, puis un festival qui débute cette année le 22 septembre.

(Publicité)  
**DÈS JANVIER 92  
ÉTUDEZ  
AUX USA**

Dans une grande université de Californie ou Floride. Pour un stage linguistique ou pour des études (BA, Master, MBA, Ph.D.). Année: 60 000 F env. Semestre: 35 000 F env. Cours, logement, repas inclus. University Studies in America. French Office, 57, rue Charles-Lafitte 92200 Neuilly (1) 47-45-09-19

## L'ESSENTIEL

## DÉBATS

Politique: «L'adieu au socialisme», par André Sank, Michel-Antoine Burnier, Guy Trialet, Henri Vacquin; «Les raisons du Front», par Jean-Marie Le Pen; «Le mur», par Jean-Jacques Dupeyron... 2

## ÉTRANGER

M. Mitterrand en Allemagne. Une occasion pour Paris de lever des ambiguïtés... 6

L'Assemblée générale des Nations unies. Admission des pays baltes et succession de M. Pérez du Cuellar... 6

## POLITIQUE

Après la Fête de «l'Humanité». Le PS oppose une fin de non-recours à la proposition de rencontre du PC... 10

Diagonales. «Euphorie» par Bertrand Poirot-Delpech... 10

## SOCIÉTÉ

La polémique sur le virus du sida. Le professeur Gallo mis en accusation aux États-Unis... 11

## SCIENCES • MÉDECINE

• Pouvons-nous éliminer les problèmes à la ferme? • Les charbons de Biotre... 13 à 15

## CULTURE

Jean Guidoni au Châtelet. Chant, danse et travestissement... 16

## ÉCONOMIE

Reprise et inflation. Mise en garde des experts de l'OCDE sur un possible dérapage... 19

Désillusion chez les «Bull» de Belfort. Un millier de suppression d'emplois créent l'incertitude... 19

## Services

Abonnements... 2  
Cartes... 24  
Marchés financiers... 22  
Météorologie... 25  
Mots croisés... 24  
Radio-Télévision... 25  
Spectacles... 18

La télématique du Monde: 3615 LEMONDE 3615 LM

Ce numéro comporte un deuxième cahier «Initiatives» en pile séparée, folioté de I à XXII. Le numéro du «Monde» daté du 17 septembre a été tiré à 528 854 exemplaires.

## Arrestation de l'un des chefs de l'opposition parlementaire géorgienne

L'un des chefs de l'opposition parlementaire géorgienne, M. Guia Tchantouria, a été arrêté, lundi soir 16 septembre, à l'aéroport de Tbilissi, après avoir conduit une manifestation de plus de vingt mille personnes dans la journée.

M. Tchantouria, trente-deux ans, président du Parti national-démocratique, avait pris place dans un avion de l'Aeroflot à destination de Moscou où il devait rencontrer l'ambassadeur des États-Unis. Après quarante minutes de vol, le commandant de bord a reçu l'ordre de faire demi-tour et d'atterrir à Tbilissi en raison de la présence de M. Tchantouria à bord. Un partisan de M. Tchantouria a alors pris le micro des hôtes pour déclarer: «Mesdames et Messieurs, le président [Gamsakhourdia] va bientôt démissionner. Ce genre d'incident ne se reproduira plus». (AFP)

## Craignant la reconstitution d'une «troisième force»

## M. Séguin attaque M. Delors

Dans un entretien au *Figaro* du 17 septembre, M. Philippe Séguin, député (RPR) des Vosges, déclare notamment: «Les hommes publics sont-ils là pour suivre les tendances de la majorité de l'opinion ou pour la guider? Il y a une école très forte qui se dégage sur la première option, dont M. Michel Noir est un des chefs de file. Mais, moi, je suis attaché à la deuxième thèse. Je ne me balade pas avec les résultats de la dernière enquête de la Cofreca sous le bras».

M. Séguin émet des réserves sur une réforme qui instaurerait le référendum d'initiative populaire, car il est «partisan de la démocratie représentative». Évoquant la décentralisation, il estime que, «poussée à l'extrême, comme on le fait aujourd'hui, sans rôle correcteur de l'Etat, c'est l'inégalité organique».

née, une inégalité croissante... qu'il s'agisse d'individus ou de collectivités».

L'ancien ministre des affaires sociales critique le rôle de M. Jacques Delors. «So promotion orchestrée constitue un danger, estime-t-il. Celui de la reconstitution d'une troisième force, car M. Delors n'est pas seulement une roue de secours pour un Parti socialiste qui commence à sentir le roussi; c'est aussi un schéma politique, avec ses implications quant au rôle de la France, quant au mode d'organisation du débat politique».

## BOURSE DE PARIS

Matinée du 17 septembre

## Poursuite de la hausse

Pour la cinquième séance consécutive, la hausse était au rendez-vous mardi matin 17 septembre à la Bourse de Paris. Dans le sillage de Wall Street la veille (+1 %) et de Tokyo quelques heures auparavant (+1,34 %), les valeurs françaises s'appréciaient de 0,28 % des premiers échanges et portaient leurs gains à 0,4 % une heure plus tard. Hausse de Plastic Omnium, Pechiney, Lafarge-Coppée. Baisse de Moulinex, SGE, Chargeurs.

Depuis 1894  
DE LA SIMPLE RETOUCHE  
AU PLUS BEAU VÊTEMENT  
avec la garantie  
d'un grand maître tailleur  
COSTUMES MESURE  
à partir de 2 690 F  
PANTALONS 895 F VESTONS 1 795 F  
3 000 tissus  
Luxueuses draperies  
anglaises  
Fabrication traditionnelle  
TAILLEURS, JUPES, VESTES  
MANTEAUX ET PARDESSUS  
UNIFORMES ET INSIGNES MILITAIRES  
LEGRAND Tailleur  
27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra  
Téléphone: 47-42-70-61  
Du lundi au vendredi de 10 h à 18 h

INSEE

la référence au bout des pages...

INSEE  
PREMIÈRE  
«le 4 pages»

La primeur de  
l'information économique  
et sociale commentée par  
les meilleurs experts.

Abonnement 1 an (60 n°s) 425 F  
INSEE - CNRP - BP 2718 - 80027 AMIENS Cedex

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## LIQUIDE

Le marché\* le plus actif à la Bourse de Paris?

En 1986, une obligation CRH  
En 1987, une obligation CRH  
En 1988, une obligation CRH  
En 1989, une obligation CRH  
En 1990, une obligation CRH  
En 1991, une obligation CRH

Les obligations CRH sont les plus liquides sur le marché. Depuis sa création en 1985, la Caisse de Refinancement Hypothécaire a émis pour un montant total de 62 milliards de F d'obligations pour le refinancement des prêts à logement des banques actionnaires.

C.R.H. = LIQUIDITÉ

CAISSE DE REFINANCEMENT HYPOTHÉCAIRE

51, rue de la Bienfaisance - 75008 Paris - Tél: 42.89.19.10 - Télex: Eurofin 648 618

CRH

Les obligations hypothécaires  
LIQUIDES et SOLIDES.

مكتبة من الأصل